Le Courrier d'Algérie
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN
Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 euro
Vendredi 13 - samedi 14 novembre 2026 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6897 - 23e année

EN VERTU D'UN DÉCRET PRÉSIDENTIEL

L'Agence nationale d'archéologie est créée

P 24

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A EXPOSÉ, DANS UN MESSAGE À LA COP31, LES PROJETS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE NATIONALE

L'Algérie honore ses engagements

Notre pays ambitionne de réduire de 14 % ses émissions en GES, de diminuer celles du méthane, de développer un projet de 15 000 mégawatts d'énergie solaire, l'hydrogène vert, le dessalement et le Barrage vert.

LIRE EN PAGE 3

EL-DJEÏCH S'EN PREND AUX PARTIES HOSTILES QUI CHERCHENT À FREINER LA MARCHE DE L'ALGÉRIE :

« Vos plans ont lamentablement échoué »

P 2

ALGÉRIE – RUSSIE



La Déclaration de partenariat stratégique approfondi passée en revue

P 5

DES QUANTITÉS IMPORTANTES INCINÉRÉES À CHLEF

Notre guerre contre la drogue en chiffres !

P 4

OUBI BOUCHRAYA BACHIR SUR LE VETO RUSSE :

« Les manœuvres marocaines mises en échec »

P 7

CAN-2027 (QUALIFICATIONS) : ALGÉRIE-TOGO, CE SOIR À 20H00 À TIZI-OUZOU

Les Verts à l'épreuve du piège des Éperviers

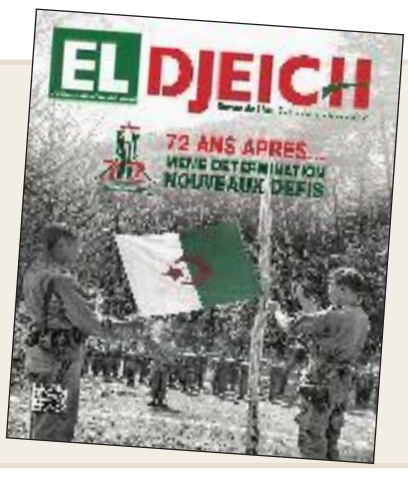
P 11

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER, CET APRÈS-MIDI À 15H30

Hala, la victorieuse logique

P 21



L'ÉDITO

Des médias français en transe

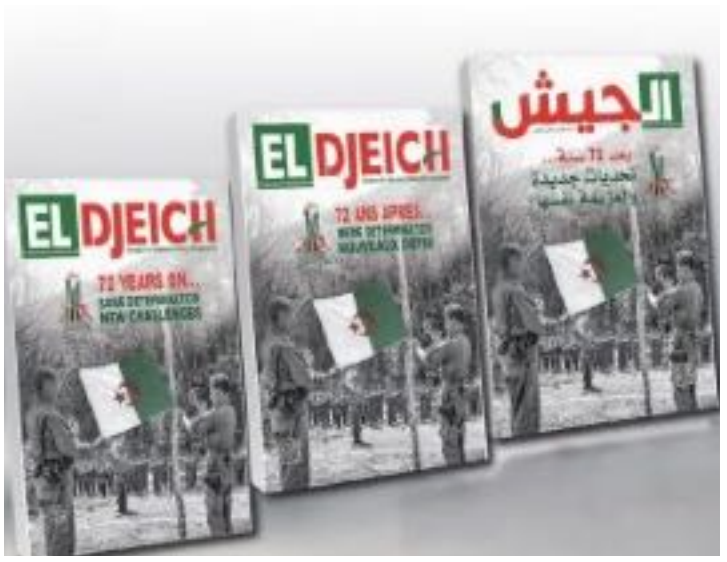
C'est la mobilisation générale des médias français. Toutes tendances confondues. De droite comme de gauche. Ils sont venus, ils sont tous là. Tout un tintamarre pour marquer le 500ème jour de détention du journaliste et faux touriste Christophe Gleizes condamné par la justice algérienne à 7 ans de prison. Retour sur cette affaire de Gleizes qui s'est cru malin en essayant de tromper la vigilance de nos services de sécurité. En mai 2024, des voyageurs arrivés à l'aéroport international d'Alger s'avancent vers les guichets de la PAF pour accomplir les formalités d'usage. Parmi eux, Christophe Gleizes, journaliste sportif français, tend son passeport au guichet de la PAF (police des frontières). À la vue du visa touristique mentionné sur le passeport, le policier a laissé passer. Un journaliste qui voyage pour se détendre en faisant du tourisme, pourquoi pas. Sauf que ce « journaliste » n'était pas à son premier coup d'essai dans le travail subversif. Il était fiché par nos services de sécurité depuis 2015 pour avoir mené des entretiens avec des membres de l'organisation terroriste MAK. Il récidiva en 2018. En France on aurait dit qu'il était fiché « S ». Donc en mai 2024, il voulait re-beloter. Et sur le sol algérien ! Mal lui en prit. Car pour récidiviste qu'il était, nos services de sécurité l'avaient à l'œil. Gleizes n'a pas tardé à dévoiler les véritables raisons de sa venue en Algérie. Il s'est rendu aussitôt dans la wilaya de Tizi-Ouzou pour faire des « sonores » avec certaines personnes. Il fut pris la main dans le sac. Le but était de faire un documentaire en malaxant les enregistrements pour obtenir un produit subversif. Ce que confirme l'enquête qui fut transmise à la justice. Maintenant qu'on a compris pourquoi il a utilisé la formule « visa touristique » et non une « accréditation » de journaliste en mission que tous les professionnels connaissent et utilisent de par le monde, examinons l'hystérie actuelle des médias et autres personnalités français. Première remarque à la solidarité humaine qu'ils invoquent : où était passé tout ce beau monde lorsque, pendant de longs mois, l'armée sioniste a tué, à Ghaza, pas moins de 260 journalistes qui, eux, étaient accrédités. Oui vous avez bien lu : 260 journalistes. Deuxième remarque : Gleizes purge une peine prononcé par la justice. Que dire, de notre diplomate arrêté en pleine rue et mis en détention provisoire dans une prison française depuis 600 jours (avril 2025) ? Emprisonné tout ce temps sans jugement. Arbitrairement. Comment appelle-t-on cela sinon une prise d'otage ! Il faut rappeler à ces médias français qui donnent de la voix, que leur pays est spécialisé dans les coups fourrés. Qu'ils revisitent l'épisode d'Antoine Lopez devant la brasserie Lipp. Celle des époux Turenge et leurs faux passeports suisses. Ou encore celle des irlandais de Vincennes. Et la liste est encore longue. À ceux qui s'époumonent sur l'affaire Gleizes, nous leur disons, s'il leur reste un peu de dignité : vous ferez mieux de vous taire !

Zouhir Mebarki

EL – DJEÏCH S'EN PREND AUX PARTIES HOSTILES QUI CHERCHENT À FREINER LA MARCHE DE L'ALGÉRIE :

« Vos plans ont lamentablement échoué »

Consacré au 72e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération, le dernier numéro de la revue El-Djeïch *invite les générations d'aujourd'hui à suivre leurs aïeux « novembristes » en défendant la souveraineté nationale contre les comploteurs, leurs suppôts et les traîtres à la nation.*



Ph : DR

Si l'objectif stratégique des artisans de la Révolution du 1er Novembre 1954, vaillamment menée sur le terrain par nos moudjahidine et moudjahidate, était de recouvrer la souveraineté nationale et d'édifier les fondements de la République algérienne et de projeter le développement du pays, les défis que devraient relever les générations d'aujourd'hui ne sont pas moins fondamentaux que de protéger jalousement cette même souveraineté face aux attaques en règle de parties notoirement hostiles qui cherchent, au moyen de la guerre hybride et ses déclinaisons, à affaiblir l'État, à casser l'unité et la cohésion nationales et à freiner la dynamique de développement du pays. Le torrent d'actions malveillantes et le flux d'intox qui s'abattent chaque jour que Dieu fait sur l'Algérie en dit long sur les ressorts des plans de déstabilisation visant le pays dans un contexte de mutations géopolitiques profondes qui redessinent les règles qui régissent les États et les ensembles qui forment les États. Face aux défis de l'heure, El-Djeïch insiste sur l'impérative nécessité d'une véritable prise de conscience collective, de construire le récit national autour des idéaux de Novembre et, de là, partir en rangs serrés contre les actions hostiles.

Mis sous le titre évocateur « Novembre. Serment de fidélité renouvelé, valeurs authentiques immuables », l'édito de la revue de l'Armée nationale populaire a abordé ces défis en affirmant que « la génération d'aujourd'hui prend sur elle la responsabilité de préserver cet acquis historique inestimable et d'œuvrer sans relâche à la consolidation de la souveraineté de notre pays, à la lumière notamment des mutations accélérées qui s'opèrent dans le monde, contribuant ainsi à rendre encore plus complexe le contexte géopolitique, sécuritaire, économique et social. » Une situation qui requiert, souligne le texte, « de s'y adapter, de resserrer les rangs, de faire preuve de détermination mais aussi qui implique de s'inspirer des enseignements de novembre, de ses valeurs en matière d'unité et de sacrifices, de vigilance et d'attachement à la souveraineté nationale. »

« DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS SUPÉRIEURS »

L'éditorialiste de l'ANP s'est appuyé sur le message du président de la République adressé à l'occasion de la célébration du 1er novembre 2026 pour renforcer le front intérieur face aux plans de déstabilisation orchestrés par les ennemis de l'extérieur par le biais de leurs suppôts. « Tel est le destin de l'Algérie aux millions de martyrs de s'ériger en bastion du patriotisme authentique, forte de la cohésion de son peuple et des fondements de ses institutions … « Cette commémoration renouvelée nous interpelle quant à l'impératif d'une prise de conscience des exigences de la préservation des intérêts supérieurs du pays », a affirmé le chef de l'État.

L'ANP suggère que l'importance de la responsabilité des citoyens doit s'adapter aux évolutions en cours, précisant que celle-ci « s'accroît davantage au regard des tentatives auxquelles l'Algérie est confrontée et qui visent à porter atteinte à sa sécurité, à sa stabilité et à son unité, ainsi qu'à infléchir ses positions immuables, sa trajectoire nationale et ses acquis », pour des tentatives qui « prennent des formes et des méthodes diverses qui, loin de se limiter aux seules menaces traditionnelles à la sécurité, s'étendent aussi aux guerres hybrides incarnées notamment par des campagnes de désinformation, de propagande, de manipulation et des événements jusqu'aux odieuses campagnes de sabotage dans le but de semer le trouble et d'instiller le doute sur les grandes réalisations accomplies par notre pays ces dernières années, sans oublier le recours au crime organisé sous toutes ses formes, notamment le trafic de drogue, pour saper notre société, nos valeurs authentiques et notre jeunesse ambitieuse qui constitue la force vive de la Nation ».

Mais quoi que fassent les comploteurs, le peuple algérien saura se mobiliser derrière les institutions de son État pour défendre son pays. « Ces plans ont lamentablement échoué. Ces parties qui n'ont eu de cesse d'ourdir des complots contre l'Algérie en pariant sur l'affaiblissement de la détermination de ses enfants et la division de leurs rangs, n'ont pas réussi à atteindre leurs vils desseins et demeureront impuissantes face à un peuple uni, attaché à sa Patrie et à ses constantes. Une volonté que traduit aujourd'hui la poursuite du processus d'édification et de développement, la consolidation de la position de l'Algérie en tant que pays fort et prospère, fidèle à ses positions immuables à l'égard des justes causes dans le monde, fier de son appartenance africaine et avançant avec assurance vers un avenir empreint de sécurité et de stabilité », a martelé l'auteur de l'article.

« SEULS LES REVANCHARDS ET HAINEUX NIENT LES RÉALISATIONS »

Sur un autre volet, l'article s'est intéressé à la dynamique de développement tous azimuts qui est enregistrée dans un pays qui s'est tourné résolument vers le progrès. Pour autant, les ennemis et autres aigris de tous bords auront toujours quelque chose à dire, mais surtout à médire, dans le but malsain de mettre des bâtons dans les roues de ce pays qui avance loin des cercles occultes, claniques et étroits qui se servent et servent les intérêts étrangers. L'ANP a affirmé à ce sujet : « Il ne fait aucun doute que les efforts déployés dans divers domaines et à tous les niveaux : politique, économique, social, diplomatique et autres, en vue de parachever le processus de construction de l'Algérie nouvelle victorieuse à pas sûrs, ne peuvent être niés que par des esprits revanchards aveuglés par leur haine et leur rancune envers notre pays. Il est tout aussi certain que, quoi que puissent tenter les ennemis de l'Algérie, leurs suppôts, leurs zélés serviteurs, leurs porte-voix médiatiques, les saboteurs qui ont vendu leur âme à vil prix, passés maîtres dans l'art de la trahison, de la félonie et de la servilité, ils ne pourront en aucune manière freiner la marche de l'Algérie ni influer sur la loyauté indéfectible de son peuple à la Patrie. Un peuple pleinement conscient que la bataille d'aujourd'hui est celle de la conscience par excellence. »

« RENFORCER NOS FACTEURS DE PUISSANCE »

Fidèle aux martyrs, au message de Novembre et digne héritière de l'ALN dépositaire du legs des chouhada, l'ANP demeure, rassure-t-elle, « au cœur de cette responsabilité nationale », ajoutant qu'elle continue à « accomplir ses missions constitutionnelles et nationales » et « poursuit avec une détermination sans faille et une volonté inébranlable le renforcement de ses facteurs de puissance et de dissuasion afin de faire face aux différentes menaces et de protéger les intérêts supérieurs de la Nation, à la lumière notamment de la conjoncture qui caractérise notre environnement régional et international ainsi que du caractère interdépendant des sources de menaces ».

Comme l'a affirmé le ministre délégué auprès du MDN à l'occasion du 1er novembre dernier, « Nous y puisons la détermination et la volonté nécessaires pour poursuivre nos efforts au sein de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, afin d'accomplir nos missions constitutionnelles avec une grande compétence et un haut degré de professionnalisme, de préserver les intérêts vitaux et stratégiques de l'État et de répondre à l'engagement moral que nous dicte notre conscience envers les Martyrs de l'Algérie, depuis les résistances populaires jusqu'aux Martyrs du devoir national. » L'édito a terminé en assurant que l'ANP continue à « veiller avec la plus grande vigilance à la préservation de la sécurité et de la stabilité de l'Algérie ainsi qu'à la quiétude de son peuple en toutes circonstances ».

Farid Guellil

NIGER - ALGÉRIE

Le général Tiani remercie le président Tebboune pour son message de condoléances

Le président de la République du Niger, le général Abdourahamane Tiani, a adressé un message au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour lui exprimer ses remerciements et sa reconnaissance à la suite du message de condoléances et de solidarité qu'il lui avait adressé après le décès de son père, El Hadj Tiani Hassan.
Dans son message, le président nigérien a indiqué avoir été profondément touché par les condoléances du président Tebboune, lui exprimant ses sincères remerciements et sa gratitude. Il a également salué ce geste de solidarité, estimant qu'il reflète la solidité des excellentes relations qui unissent les deux pays.

A. N.

EUCOCO-2026 À MADRID

L'APN réaffirme son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Une délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN) a pris part aux travaux de la 50e Conférence de la coordination européenne de solidarité et de soutien au peuple sahraoui (EUCOCO-2026). Selon un communiqué de l'APN, cette conférence qui a débuté hier et se poursuit aujourd'hui constitue une opportunité pour les délégations participantes de réitérer leur soutien et leur solidarité avec le peuple sahraoui et de réaffirmer son droit inaliénable à l'autodétermination, tout en soulignant la responsabilité de la communauté internationale dans l'application des résolutions de la légalité internationale visant à permettre au peuple sahraoui d'exercer ce droit. La délégation parlementaire, présidée par le vice-président de l'APN, Belgasem Mesnadi, est composée des députés Slimane Smaili, Amine Allouche, Abdallah Harchaia, Ahmed Abdel Hakim Yarfaa, président du groupe parlementaire d'amitié et de fraternité (Algérie-Sahara Occidental), Mohamed Ben Ahmed, Messaoud Benseddik, Farid Brahami et Brahim Safi.

A. N.

L'EXPERT EN QUESTIONS GÉOPOLITIQUES, HASSEN KACIMI, SUR LES REJETS TOXIQUES DÉVERSÉS SUR LE TERRITOIRE ALGÉRIEN :

« Le Makhzen cherche à porter préjudice à l'Algérie »

Les rejets polluants en provenance du Maroc vers le territoire algérien traduisent, selon le spécialiste des questions géopolitiques et migratoires, Hassen Kacimi, « une volonté manifeste du Makhzen de porter préjudice à l'Algérie ». L'expert a alerté sur la persistance de ces déversements et leurs conséquences sur l'environnement et la sécurité des populations, appelant à leur cessation urgente.

Évoquant les récentes opérations d'inspection menées dans les zones touchées, il a rappelé qu'une importante délégation ministérielle s'était déplacée sur le terrain, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, afin de constater l'ampleur de cette pollution et d'en évaluer les répercussions.

Hassen Kacimi a notamment cité Oued Mouilah, le barrage de Hammam Boughrara ainsi que toute la partie maritime relevant de la commune de Béni Saf parmi les zones affectées par ces rejets. Il a également souligné la présence de substances particulièrement dangereuses dans les eaux déversées, notamment des polluants contenant des métaux lourds, des substances toxiques, des déchets urbains et des eaux usées. Ces déversements constituent, au regard du droit international, « une forme de pollution transfrontalière ».

L'URGENCE DE METTRE FIN AUX DÉVERSEMENTS

Sur le plan juridique, l'expert a relevé l'existence de plusieurs mécanismes et instances internationales susceptibles d'être saisis, insistant sur le caractère urgent de la cessation de ces rejets qui menacent l'équilibre environnemental et la sécurité des populations, mais aussi les nappes phréatiques, dont la contamination pourrait entraîner des conséquences particulièrement graves.

Il a, par ailleurs, rappelé que cette pollution « ne constitue pas un phénomène nouveau », affirmant que les rejets en provenance du Maroc et acheminés par les différents oueds vers le territoire algérien persistent, transportant des substances hautement toxiques.

Au-delà de leurs conséquences environnementales, ces déversements constituent, selon Hassen Kacimi, « une atteinte aux principes humanitaires, moraux et éthiques ».

Ania N.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A EXPOSÉ, DANS UN MESSAGE À LA COP31, LES PROJETS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE NATIONALE

L'Algérie honore ses engagements

L'Algérie ambitionne de réduire de 14 % ses émissions en GES, de diminuer celles du méthane, de développer un projet de 15 000 mégawatts d'énergie solaire, l'hydrogène vert, le dessalement et le Barrage vert.



Ph: DR

L'effort collectif pour faire face aux changements climatiques "demeure en deçà" de l'objectif que nous nous sommes fixés, a fait constater, jeudi, le président Abdelmadjid Tebboune dans une allocution adressée aux participants aux travaux du Sommet des dirigeants de la 31e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 31) qui se tient à Antalya (Turquie), lue en son nom par le Premier ministre, Sifi Ghrieb. "Le déficit de financement n'est pas moins important que celui enregistré en matière de réduction des émissions", a-t-il ajouté. C'est ce que la première évaluation mondiale a mis en évidence dix ans après l'adoption de l'Accord de Paris, a-t-il précisé. Le président de la République a estimé qu'"aucun pays ne peut relever seul le défi climatique, d'où l'impératif pour nous tous d'œuvrer de concert, dans un esprit de coopération, de justice et d'équité, pour une action climatique qui honore les engagements pris et ne laisse personne pour compte". Il a appelé à faire face aux changements climatiques dans un esprit de coopération, de justice et d'équité, en consacrant le principe des responsabilités communes mais différenciées entre les pays du monde. À ce propos, le président Tebboune a réaffirmé que "la transition énergétique ne saurait être juste que si elle repose sur le principe des responsabilités communes mais différenciées, respectant les processus de développement des pays, en tenant compte de leurs spécificités et en préservant leur souveraineté". "L'Algérie, qui vit le changement climatique comme une réalité établie, frappant de plein fouet sa sécurité hydrique et alimentaire, se trouve confrontée à une équation délicate, celle de la nécessité de répondre aux aspirations de notre peuple en matière de développement et d'emploi, tout en contribuant à l'effort mondial de réduction des émissions, malgré notre faible part dans celles-ci", a poursuivi le président de la République. Il a affirmé que l'approche algérienne pour répondre à cette équation "a toujours été claire et sans équivoque", à savoir que "le développement et l'action climatique ne sont nullement incompatibles, dès lors que la transition s'opère de manière souple et progressive et bénéficie du soutien nécessaire prévu par l'Accord de Paris". Le président Tebboune, a affirmé que l'Algérie demeurera un partenaire engagé dans les efforts visant à relever le défi climatique, fidèle à la responsabilité qui lui incombe envers les générations futures. "Dans cette démarche, l'Algérie a soumis sa Contribution déterminée au niveau national (CDN), qui prévoit un objectif inconditionnel de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 14% à l'horizon 2035, entièrement financé sur nos ressources nationales, avec notre disposition à porter ce taux à 31% dès lors qu'un soutien international serait assuré", a-t-il rappelé. "Nous sommes également en voie d'achever un plan national d'adaptation aux changements climatiques", a-t-il ajouté. Le président Tebboune a expliqué que l'Algérie a placé la lutte contre les changements climatiques "au cœur de ses politiques publiques, dans un cadre institutionnel et de planification qui ne cesse de se renforcer". Dans ce sens, il a évoqué la réalisation, sur financement national, de la première phase d'un programme visant à atteindre une capacité de 15 000 mégawatts en énergies renouvelables à l'horizon 2035 ainsi que l'adoption d'une stratégie nationale de l'hydrogène. Une attention particulière est, par ailleurs, accordée à l'efficacité énergétique et au développement du transport collectif, ainsi qu'à la réduction du torchage du gaz et des émissions de méthane, a ajouté le président de la République. En outre, a ajouté le président de la République, "l'Algérie poursuit ses efforts pour préserver sa sécurité hydrique, à travers le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux traitées, ainsi que la relance du projet du Barrage vert, selon une approche associant la lutte contre la désertification et le développement des zones rurales". La COP31 qui s'est ouverte le 9 novembre a pour ambition de consacrer le passage des promesses à la mise en œuvre concrète.

M'hamed Rebah

POLLUTION DES EAUX TRANSFRONTALIÈRES

Le Parlement panafricain réclame des comptes à l'échelle internationale

Le président du Parlement panafricain, Fateh Boutbig, a mis en garde, jeudi à Antalya, en Turquie, contre les dangers de la pollution délibérée des fleuves et des oueds transfrontaliers, estimant que l'empoisonnement des ressources hydriques et les graves dommages environnementaux qui en découlent constituent un « crime pénal international » nécessitant une enquête indépendante et l'activation des mécanismes de responsabilité et de réparation conformément au droit international.

S'exprimant dans une allocution présentée à l'occasion de la session ministérielle de la Journée de l'Afrique, organisée dans le cadre de la 31e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP31), le responsable a souligné que la sécurité hydrique constitue désormais une « priorité stratégique » dans le projet de renaissance africaine. Il a, dans ce contexte, attiré l'attention sur les risques liés aux déversements de substances toxiques et de déchets industriels ou chimiques dans les cours d'eau partagés entre plusieurs pays. De telles pratiques, a-t-il souligné, ne relèvent pas d'un simple incident environnemental, mais représentent une atteinte potentiellement grave à la santé humaine, à la vie animale et végétale, à la biodiversité ainsi qu'à la sécurité alimentaire et hydrique de populations entières. Fateh Boutbig a insisté sur le fait que l'empoisonnement délibéré des ressources en eau et les dommages environnementaux transfrontaliers qui en résultent doivent faire l'objet d'investigations indépendantes, afin d'établir les responsabilités et d'activer les mécanismes de reddition des comptes et de réparation prévus par le droit international. Il a également souligné que la souveraineté des États sur leurs territoires ne leur confère aucun droit de porter atteinte aux populations des pays voisins, ajoutant que les frontières politiques ne sauraient justifier l'exportation de la pollution ni permettre de se soustraire aux responsabilités liées à ses conséquences.

UNE INITIATIVE POUR LA PROTECTION DES RESSOURCES HYDRIQUES

Dans le même contexte, le président du Parlement panafricain a appelé à inscrire la protection des ressources hydriques transfrontalières parmi les priorités de la sécurité environnementale africaine, à travers le renforcement des mécanismes de surveillance, d'alerte précoce et de contrôle environnemental. Il a, par ailleurs, proposé le lancement de consultations à l'échelle continentale, en coordination avec la Commission de l'Union africaine et les Parlements nationaux, en vue de mettre en place un mécanisme de coordination parlementaire africain consacré à la sécurité hydrique, au financement climatique et à la protection des ressources en eau partagées. Abordant la question de la justice climatique, Fateh Boutbig a plaidé pour un financement climatique équitable et accessible, accordant la priorité aux dons plutôt qu'aux prêts susceptibles d'alourdir l'endettement des pays africains.

Il a également appelé à accélérer les investissements dans les infrastructures hydrauliques, l'agriculture résiliente aux changements climatiques et les systèmes d'alerte précoce. Il a enfin réaffirmé que l'Afrique entend prendre pleinement part à l'élaboration des décisions climatiques mondiales et bénéficier d'un financement équitable ainsi que de partenariats permettant la concrétisation de ses priorités.

Sarah O.

COP31

L'Algérie dénonce la pollution des eaux partagées à ses frontières ouest

Les pratiques illégales exercées sur les eaux partagées aux frontières occidentales de l'Algérie sont contraires aux usages et aux conventions internationales, a affirmé jeudi à Antalya, en Turquie, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, en marge des travaux de la 31e Conférence des parties sur le climat (COP31).
Cette déclaration a été faite lors d'un événement parallèle organisé par le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, en coordination avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), sous le thème « L'Algérie, terre de résilience : des savoirs hérités aux solutions d'adaptation au changement climatique ». À cette occasion, un support vidéo a été présenté sur les pratiques observées au niveau des frontières occidentales du pays, dénonçant des actes de pollution systématique des eaux partagées, en violation des conventions internationales encadrant ce domaine. Ces pratiques portent atteinte à l'équilibre écologique et à la biodiversité des ressources naturelles nationales.

L'EXPÉRIENCE CLIMATIQUE ALGÉRIENNE MISE EN AVANT

La rencontre, à laquelle ont pris part des personnalités onusiennes, des responsables gouvernementaux ainsi que des représentants d'organismes et d'associations environnementales, a permis de mettre en lumière l'expérience algérienne dans le domaine de l'action climatique et les projets stratégiques engagés dans ce cadre. Parmi les initiatives présentées figurent notamment le projet du Barrage vert, le parc d'Oued Smar et les stations de dessalement de l'eau de mer, ainsi que d'autres projets nationaux visant à renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques et à en limiter les effets. Les efforts déployés pour ancrer une approche de développement durable fondée sur le renforcement de la résilience environnementale ont également été présentés. L'événement a notamment enregistré la participation de la secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, Yasmine Fouad, du président de l'Autorité de l'environnement du Sultanat d'Oman, Abdallah Ben Ali Al Amri, du secrétaire d'État à l'Environnement du Portugal, João Manuel do Amaral Steves, ainsi que de la ministre de l'Environnement et du Développement durable de Mauritanie, Massouda Bent Baham Mohamed Laghdaf, et d'une représentante du PNUD.

Ania N.

DESTRUCTION DE PLUS D'UNE TONNE DE COCAÏNE ET D'HÉROÏNE, DE 33,5 MILLIONS D'UNITÉS PSYCHOTROPES, DE 9,8 TONNES DE KIF . . .

Notre guerre contre la drogue en chiffres !

La sixième opération nationale de destruction de stupéfiants a permis l'incinération de près de 9,8 tonnes de kif traité, de plus d'une tonne de drogues dures, notamment de la cocaïne et de l'héroïne, ainsi que de plus de 33,5 millions de comprimés psychotropes et de 27,5 kg de poudre psychotrope.



Ph : DR

L'opération s'est déroulée jeudi à Chlef, en 1re Région militaire. Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN), la valeur financière globale de ces saisies est estimée à plus de 52,9 milliards de dinars. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre les drogues et les stupéfiants, ainsi que dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la destruction des substances saisies. Menée en présence des autorités civiles, judiciaires et sécuritaires locales et régionales, l'opération a porté sur la totalité des drogues saisies par les unités de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale et des services des Douanes algériennes.

UNE PROCÉDURE ENCADRÉE PAR LES AUTORITÉS JUDICIAIRES

Supervisée par la Commission nationale chargée de la destruction des drogues et des psychotropes, sous la présidence du procureur général près la Cour de Chlef, cette opération s'est déroulée dans des conditions organisationnelles rigoureuses, avec la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires.

À la veille de l'incinération, les quantités saisies, entreposées dans les centres de collecte, ont été regroupées, pesées et inventoriées par les services de la police judiciaire, en présence des autorités judiciaires, de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale. Elles ont ensuite été acheminées sous escorte sécurisée vers l'usine destinée à leur destruction. Après l'ouverture des scellés et un nouvel inventaire des saisies, leur destruction a été effectuée conformément aux techniques et aux normes légales en vigueur, dans le respect des mesures de sécurité et de protection de l'environnement. Cette sixième opération nationale, organisée dans le cadre d'une série d'opérations lancées en 2023, illustre les efforts déployés par les différentes institutions et services de sécurité pour lutter contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes et faire face à ce fléau qui menace la société et la sécurité nationale.

Ania N.

SÛRETÉ NATIONALE

Plus de 31 millions de comprimés psychotropes et 874 kg de cocaïne saisis en dix mois

La Sûreté nationale a saisi, durant les dix premiers mois de l'année en cours, 874 kg de cocaïne, plus de 5,8 tonnes de cannabis et près de 31 millions de comprimés psychotropes. Ce bilan a été présenté jeudi à Alger par le directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, à l'ouverture d'une rencontre nationale d'orientation destinée aux cadres de cette Institution, présidée par le ministre d'État, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad. Durant la même période, les services de la Sûreté nationale ont traité 194 000 affaires impliquant plus de 210 000 individus, dont 44 000 personnes mises en cause dans des affaires liées au trafic de drogue, a précisé Ali Badaoui.

PLUS DE 8 000 AFFAIRES DE CYBERCRIMINALITÉ TRAITÉES

Le bilan fait également état de plus de 2 300 affaires liées à la criminalité organisée portant atteinte à l'économie nationale, impliquant 3 200 individus.

Les services de police ont, par ailleurs, traité 8 094 affaires de cybercriminalité impliquant plus de 9 600 individus, et démantelé trois réseaux organisés spécialisés dans ce type de criminalité.

À cette occasion, Ali Badaoui a réaffirmé la détermination de la Sûreté nationale à poursuivre ses missions de lutte contre la criminalité et de protection des citoyens, en s'appuyant sur l'approche professionnelle adoptée par l'Institution, sous la supervision et le suivi permanents des pouvoirs publics.

Il a souligné que la Sûreté nationale s'est engagée à améliorer continuellement ses performances afin de garantir la sécurité et la quiétude des citoyens, qui demeurent sa préoccupation absolue. Cette approche a notamment permis d'identifier les points forts de l'Institution et ses facteurs d'efficacité, mais aussi ses insuffisances afin d'y remédier dans les meilleurs délais, dans le cadre d'une vision anticipative de la gouvernance institutionnelle.

Le directeur général a également mis en avant l'attention particulière accordée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux Institutions de sécurité, estimant que ce soutien contribue à renforcer leur capacité à protéger les citoyens, à lutter contre la criminalité et à faire face aux réseaux menaçant la sécurité nationale.

Il a enfin attribué les résultats présentés au travail professionnel collectif des forces de police, appelant les personnels à consolider les bonnes pratiques et à préserver les acquis réalisés.

A. N.

OUED MOUILAH À TLEMCEN

Un dispositif de surveillance renforcé de la qualité de l'eau

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a assuré, jeudi, à l'APN, que toutes les mesures nécessaires avaient été prises pour garantir la salubrité de l'eau destinée à la consommation des populations riveraines de l'oued Mouilah, dans la wilaya de Tlemcen, et empêcher que les eaux polluées en provenance du Maroc ne les atteignent. Il a également fait état de résultats d'analyses préoccupants, révélant notamment une hausse des teneurs en ammoniac et une baisse du taux d'oxygène dans les eaux de cet oued. Intervenant lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, le ministre a précisé que son département avait déployé les dispositifs nécessaires pour protéger les habitants alimentés par les ressources hydriques de la région, notamment ceux situés à proximité de l'oued Mouilah, qui se déverse dans le barrage de Hammam Boughrara, dans la daïra de Maghnia. Concernant les résultats des analyses effectuées sur les eaux de l'oued, Bouzegza a fait état d'indicateurs qu'il a qualifiés d'« inacceptables », notamment l'augmentation des concentrations d'ammoniac et la diminution du taux d'oxygène, en plus d'autres paramètres révélant la dégradation de la qualité des eaux. Le ministre a dénoncé, à ce titre, les déversements de déchets et d'eaux polluées dans les cours d'eau, considérant que de telles pratiques sont contraires aux lois et conventions internationales et portent atteinte aussi bien à la santé humaine qu'aux différentes composantes de l'environnement. Des répercussions sur la végétation et les terres agricoles. Au-delà des risques liés à la qualité des ressources hydriques, le ministre a également attiré l'attention sur les conséquences environnementales de cette pollution. Il a notamment évoqué la disparition de certaines espèces végétales qui poussaient naturellement sur les berges de l'oued, remplacées par d'autres espèces présentant un caractère toxique. Des dégradations ont également été constatées sur les oliviers de la région, avec l'apparition de changements dans leur état ainsi que de parasites nuisibles. Des phénomènes que le ministre a mis en relation avec les substances polluantes et toxiques transitant par ce cours d'eau depuis la zone frontalière jusqu'au barrage de Hammam Boughrara.

Le ministre a, par ailleurs, annoncé des mesures destinées à sécuriser l'approvisionnement en eau potable, notamment la réalisation d'une station de dessalement d'une capacité de 300.000 m3, prévue à Marsa Ben M'hidi, dans la wilaya de Tlemcen. Elle est appelée à renforcer l'AEP de la wilaya ainsi que celle des wilayas limitrophes. Le dispositif comprend également le programme des stations d'épuration à Maghnia, parallèlement au contrôle quotidien de la qualité de l'eau.

Sarah O.

CNAS

Fin du tiers payant dans les pharmacies Saïdal (ex-Endimed) dès le 15 novembre

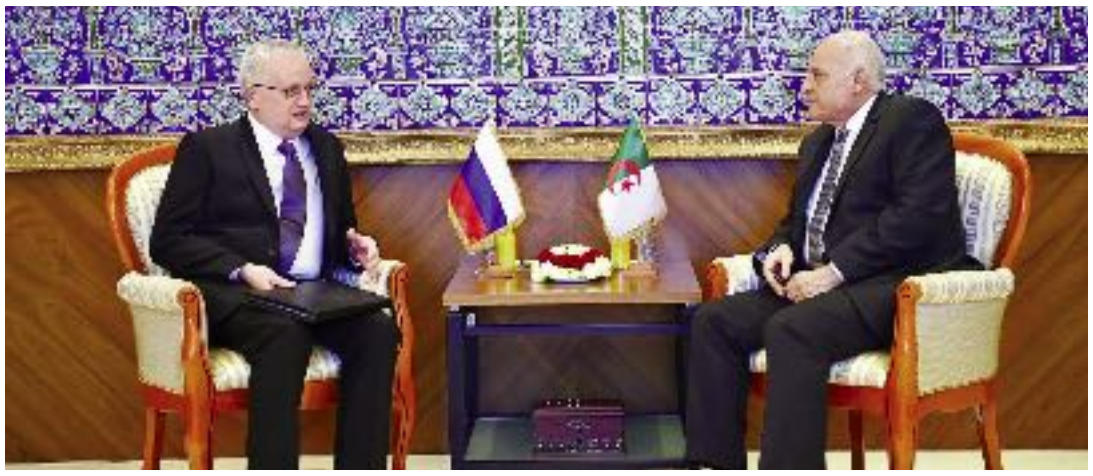
La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a annoncé la suspension, à compter de demain, du dispositif du tiers payant au niveau des pharmacies relevant de l'entreprise Saïdal, anciennement connues sous l'appellation d'Endimed. À partir de cette date, ces officines ne seront plus autorisées à accepter les ordonnances médicales ni à délivrer des médicaments dans le cadre de ce système de prise en charge. Dans une correspondance datée de ce jeudi et adressée aux directeurs et responsables des organismes relevant de son réseau, la Direction générale de la CNAS a indiqué que cette décision est motivée par des « irrégularités constatées dans le cadre réglementaire et juridique régissant les autorisations d'exercice de l'activité pharmaceutique ». Selon le document, dont une copie est en notre possession, cette mesure fait suite à des informations communiquées par le ministère de la Santé, faisant état de la non-conformité des autorisations d'exercice délivrées aux pharmaciens travaillant au sein des officines concernées, anciennement rattachées à Endimed. En conséquence, la CNAS a instruit ses structures de prendre les dispositions nécessaires afin d'informer les pharmaciens concernés de la suspension de leur participation au dispositif du tiers payant. Cette décision signifie que les assurés sociaux ainsi que les bénéficiaires non assurés ne pourront plus se procurer leurs médicaments dans ces pharmacies selon cette formule de prise en charge, dès la date fixée. La correspondance précise, par ailleurs, que la mesure concerne également les assurés sociaux qui continueraient à acheter leurs médicaments auprès de ces officines en réglant directement leurs frais. Dans ce cas, les dépenses engagées ne pourront plus faire l'objet d'un remboursement par la CNAS à compter de demain. Cette décision, qui intervient sur fond de réserves concernant la conformité réglementaire des autorisations d'exercice de certaines pharmacies, appelle ainsi les assurés sociaux à prendre leurs dispositions et à se rapprocher d'autres officines conventionnées afin d'éviter toute difficulté dans l'accès aux médicaments et la prise en charge de leurs dépenses pharmaceutiques. À quelques jours de son entrée en vigueur, cette mesure marque un changement important dans les modalités de remboursement et de prise en charge des médicaments au sein du réseau des pharmacies concernées.

M. Seghilani

ALGÉRIE – RUSSIE

La Déclaration de partenariat stratégique approfondi passée en revue

L'excellence des relations algéro-russes, marquées par une « dynamique remarquable », souligne-t-on officiellement, de part et d'autre, a été, une nouvelle fois, mise en évidence par la rencontre du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, avec le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Gueorgui Borissenko, qui effectue une visite officielle en Algérie et qu'il a reçu, jeudi à Alger.



Ph : DR

En effet, selon le communiqué du ministère, cette rencontre a été l'occasion de "passer en revue les liens d'amitié historiques et les relations de coopération bilatérale, à la faveur de la dynamique remarquable marquant les relations algéro-russes". Les deux parties ont également salué le niveau de coordination entre les deux pays au sein des différents fora internationaux, et échangé leurs points de vue et leurs visions sur plusieurs questions internationales et régionales actuelles d'intérêt commun, ajoute-t-on de même source.

Le même jour, jeudi 12 novembre, se sont tenus, à Alger, les travaux de la 6e session des consultations politiques algéro-russes, coprésidés par le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, et le vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Gueorgui Borissenko, dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi, signée à Moscou en juin 2023, par le président Abdelmadjid Tebboune, et son homologue russe, Vladimir Poutine. Un communiqué du ministère précise que cette session a permis de passer en revue l'état des relations de coopération et de partenariat entre les deux pays, et d'examiner les moyens de les renforcer et de les élargir dans différents domaines, ainsi que d'échanger les vues et les analyses sur les principales questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment « les développements de la situation au Moyen- Orient, les questions palestinienne et du Sahara occidental, et la situation dans la région du Sahel », précise le communiqué. L'Algérie et la Russie ont souligné « leur volonté commune de poursuivre le renforcement du dialogue politique, de la concertation et de la coordination à tous les niveaux, conformément au caractère stratégique des relations algéro-russes, et au service des intérêts communs des deux pays », conclut le communiqué.

SAHARA OCCIDENTAL, LE DOSSIER BRÛLANT

Pour rappel, récemment, la diplomatie russe s'est distinguée par le véto opposé à la résolution américaine sur le Sahara occidental au Conseil de sécurité de l'ONU, qui contenait des formulations contraires aux accords, ententes et résolutions antérieurs. La Russie était pour la prolongation du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). Auparavant, à la fin du mois dernier, à Moscou, lors du Sommet Russie-Afrique, intervenant à l'issue de l'allocution du président Abdelmadjid Tebboune lue par le Premier ministre Sifi Ghrieb, le président russe, Vladimir Poutine, avait mis en avant la qualité des relations qu'entretiennent l'Algérie et la Russie, saluant la position de l'Algérie en sa qualité de partenaire stratégique de la Russie. À la même période, Ahmed Attaf avait rencontré, à Moscou, son homologue russe, Sergueï Lavrov, lors de sa participation au 8e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF). A cette occasion, les deux ministres ont discuté de l'état des relations bilatérales et des moyens de les renforcer dans tous les domaines, dans le cadre des préparatifs des prochaines échéances bilatérales. Ils ont également passé en revue l'état des relations internationales et les questions internationales et régionales d'intérêt commun, réaffirmant leur engagement à renforcer le partenariat et à poursuivre le dialogue et la coordination dans les différents fora internationaux.

M. R.

GROUPE AUTOMOBILE STELLANTIS

Alger devient un centre de pilotage pour 10 marchés africains

Le groupe automobile Stellantis a décidé de renforcer son organisation en Afrique en créant un nouveau périmètre opérationnel regroupant dix marchés du continent, dont le siège sera établi à Alger. Cette nouvelle structure, qui couvre l'Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre, sera placée sous la responsabilité de Raoui Beji à compter du 1er novembre 2026. Le nouveau périmètre regroupe l'Algérie, la Libye, la Tunisie, la Mauritanie, le Sénégal, le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, le Niger et le Mali. À travers cette réorganisation, le constructeur automobile entend regrouper la supervision de ces marchés au sein d'une même structure, jusque-là gérés séparément. La responsabilité de cette nouvelle entité a été confiée à Raoui Beji, qui préside le conseil d'administration de Stellantis Algérie depuis juin 2024. Il avait auparavant rejoint, en 2022, la région Afrique et Moyen-Orient du groupe, où il occupait le poste de vice-président chargé des pièces et services. Le choix d'Alger comme siège de cette nouvelle structure intervient dans un contexte de développement des activités industrielles du groupe en Algérie, notamment à travers son usine de Tafraoui, dans la wilaya d'Oran, entrée en activité en décembre 2023. Le site, qui assure notamment l'assemblage de véhicules des marques du groupe, a enregistré une production d'environ 17 000 unités en 2024 et près de 53 000 en 2025, selon les données rapportées par Maghreb Émergent. Un programme d'extension, lancé en avril dernier, prévoit de porter les capacités de production de l'usine à 135 000 véhicules par an à l'horizon 2028. Ce projet comprend notamment le renforcement des lignes de soudage et d'assemblage ainsi que le développement des capacités de peinture. Cette évolution organisationnelle place ainsi Alger au centre de la coordination des activités de Stellantis sur dix marchés africains. La question de l'approvisionnement éventuel de ces marchés à partir de l'usine de Tafraoui reste toutefois à préciser par le groupe.

Sarah O.

RÉALISATION DES PROJETS DE QUAI MINÉRALIER DU PORT D'ANNABA ET DU QUAI DU PORT DE SKIKDA

L'Algérie discute d'un partenariat avec les Chinois

La réalisation du quai minéralier du port d'Annaba, dans le cadre du projet de phosphate intégré, et celle d'un quai au port de Skikda destiné au chargement du gaz naturel liquéfié (GNL) figurent parmi les principaux axes du renforcement de la coopération entre le groupe Sonatrach et la société chinoise China Harbour Engineering Company (CHEC).

Les deux projets ont été au centre des discussions tenues jeudi à Alger entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le président du conseil d'administration de CHEC, Bai Yinzhan, indique un communiqué du ministère. Les entretiens ont également porté sur les possibilités de partenariat et d'investissement dans des projets industriels couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, ainsi que dans le domaine du dessalement de l'eau de mer. Le quai prévu au port de Skikda sera, pour sa part, aménagé pour accueillir des méthaniers de grande capacité. À cette occasion, le responsable de CHEC a fait part de l'intérêt de son entreprise à renforcer sa présence en Algérie et à développer sa coopération avec Sonatrach. Il s'est engagé à poursuivre les efforts nécessaires pour achever les travaux et livrer le projet dans les délais contractuels impartis. La rencontre, à laquelle ont pris part le P-DG de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, et plusieurs cadres du secteur, a également permis de faire le point sur l'état d'avancement des travaux confiés à la société chinoise dans le cadre d'un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC), conclu avec Sonatrach le 12 août 2026. Ces infrastructures portuaires constituent un maillon stratégique de la chaîne logistique du projet de phosphate intégré. Elles seront destinées à la réception et au chargement du phosphate enrichi, des engrais et des produits connexes à destination des marchés national et international. Mohamed Arkab a, de son côté, souligné l'importance stratégique de ce projet pour la valorisation des ressources nationales et le développement des industries de transformation. Il a insisté sur le respect des délais contractuels et des normes de qualité, ainsi que sur la nécessité de renforcer la coordination entre les différents partenaires pour assurer la réalisation des infrastructures conformément aux objectifs fixés. Au terme de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de poursuivre les concertations et d'élargir les domaines de coopération et de partenariat dans l'intérêt commun, conclut le communiqué.

Ania N.

PROJETS « BALADNA », « BONIFICHE FERRARESI » ET « CEVITAL »

Adjal s'enquiert du raccordement à l'énergie électrique

Une réunion du Comité de coordination au niveau du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables a été présidée par le ministre du secteur, Mourad Adjal, consacrée principalement au dossier de la mobilité électrique, à l'acquisition d'un outil de prévision de la demande en gaz, ainsi qu'à l'examen du bilan des activités du groupe Sonelgaz au titre du 3e trimestre 2026, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion, tenue en présence de cadres et de responsables du ministère, ainsi que de représentants des organismes et établissements concernés, a permis d'assurer le suivi des dossiers d'investissement relatifs au raccordement aux réseaux énergétiques des projets de « Baladna », « Bonifiche Ferraresi » et « Cevital », ainsi que d'examiner la situation des grands consommateurs de gaz, a précisé la même source. À cette occasion, Adjal a donné une série d'instructions et d'orientations portant notamment sur la nécessité d'assurer « un suivi rigoureux des différents dossiers examinés, d'accélérer la cadence de mise en œuvre des programmes et projets inscrits, de renforcer la coordination et la complémentarité entre les différents acteurs, tout en veillant au respect des délais impartis et à la réalisation des objectifs escomptés, à même de garantir l'amélioration des performances et le renforcement de l'efficacité de la gestion au niveau du secteur », a conclu le communiqué.

L. Zeggane

ALGERIA WOODTECH

La 5e édition du 21 au 24 novembre à Alger

La SAFEX d'Alger accueillera, du samedi 21 au mardi 24 novembre en cours, la 5e édition du Salon international Algeria Woodtech, dédié aux industries du bois, de la menuiserie, de l'ameublement et aux équipements associés. Prévu au pavillon U de la SAFEX, avec la participation d'acteurs nationaux et internationaux du secteur, ce rendez-vous professionnel sera consacré à la présentation des dernières innovations, des nouvelles technologies et des équipements liés à l'industrie du bois, ainsi qu'aux opportunités de développement de cette filière, ont annoncé, hier les organisateurs. Le salon constituera également un espace d'échange entre les différents opérateurs du secteur autour des perspectives de développement de l'industrie du bois, de la menuiserie et de l'ameublement, a-t-on indiqué.

L. Z.

CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS DU 28 NOVEMBRE 2026

Développement et valorisation des ressources locales au cœur des discours

La campagne électorale pour les élections locales du 28 novembre se poursuit à travers le pays, avec des formations politiques qui multiplient les rencontres populaires et les activités de proximité pour défendre leurs programmes et convaincre les électeurs.





Ph : DR

Jeudi, au huitième jour de cette échéance, les interventions des responsables de partis ont été particulièrement axées sur la valorisation des potentialités locales, la promotion de l'investissement et le renouvellement des modes de gestion des collectivités, avec pour objectif de faire de la commune un véritable moteur de développement économique. En effet, la nécessité de mieux exploiter les ressources propres à chaque région a constitué l'un des principaux axes des interventions ce jour là. À Béchar, Amina Mahieddine, membre du bureau national du Rassemblement national démocratique (RND), mandatée par le secrétaire général du parti, Monder Bouden, a appelé au renouvellement des mécanismes de gestion locale, en privilégiant une approche fondée sur l'initiative, l'innovation et la valorisation des potentialités territoriales. Elle a notamment plaidé pour faire du président de l'Assemblée populaire communale (APC) un acteur essentiel du développement, capable de proposer des solutions, d'attirer des investissements et de contribuer à la création de richesses et d'emplois. Elle a également insisté sur le renforcement de la démocratie participative et l'association des citoyens à la définition des priorités locales. Dans le même sillage, le président du Mouvement El-Bina El-Watani, Abdelkader Bengrina, a mis en avant, lors d'un meeting à Médéa, une vision prospective fondée sur l'exploitation des ressources agricoles, économiques et touristiques de chaque région. Selon lui, leur valorisation constitue un moyen de créer des richesses et des postes d'emploi. Évoquant particulièrement les potentialités de Médéa, il a estimé que les Assemblées locales devaient accorder une attention particulière aux ressources agricoles afin de faire de cette wilaya un pôle agricole créateur de richesse. À Djelfa, le président du parti Sawt Echaâb, Lamine Osmani, a également défendu une approche faisant de la commune une source de richesses et un moteur de l'investissement local. Il a plaidé pour des Assemblées locales gérées selon des méthodes modernes et davantage impliquées dans la dynamique de développement économique.

DES PROGRAMMES AXÉS SUR LES PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS

La place du citoyen dans la gestion des collectivités et la nécessité de proposer des solutions concrètes aux préoccupations quotidiennes ont également marqué les interventions. À Blida, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelâali Hassani Cherif, a présenté les principaux axes du programme électoral de sa formation, qui place le citoyen au centre de ses priorités. Celui-ci repose notamment sur la prise en charge des dysfonctionnements liés au développement et le rapprochement effectif de l'APC des citoyens, à travers une meilleure écoute de leurs préoccupations. À Boussâada, la présidente du parti Tajamou Amel El-Djazaïr (TAJ), Fatma Zohra Zerouati, a appelé les candidats de sa formation à privilégier un discours réaliste, reposant sur des propositions concrètes en matière de développement. Elle a souligné que les citoyens aspiraient à des programmes adaptés aux besoins spécifiques de chaque commune et couvrant les différents domaines de la vie quotidienne. De son côté, le vice-président du Front El-Moustakbal, Hadj Belghaouti, mandaté par le président du parti, Fateh Boutbig, a insisté, lors d'une rencontre à Boussâada, sur le rôle des élus des Assemblées populaires de wilaya (APW) dans la définition des priorités du développement local et le suivi des projets et des programmes sectoriels. Il a également souligné que l'accomplissement de ces missions exigeait de privilégier des compétences capables d'assumer pleinement leurs responsabilités, particulièrement dans les nouvelles wilayas appelées à élire leurs premières Assemblées populaires de wilaya. À travers ces différentes interventions, les formations politiques mettent ainsi en avant des approches convergentes autour de la modernisation de la gestion locale, de l'exploitation des ressources territoriales et de l'amélioration des services destinés aux citoyens, des enjeux qui seront au centre des responsabilités des futures Assemblées élues.

Sarah O.

LE 17E CONGRÈS DU FRONT POLISARIO S'OUVRIRA DEMAIN

« Unité, résilience et sacrifice pour imposer l'État sahraoui »

Le 17e Congrès du Front Polisario se tiendra à partir de demain jusqu'au 20 janvier 2027 dans la wilaya de Dakhla, sous le slogan « Unité, résilience et sacrifice pour imposer l'État sahraoui ». Il portera le nom du défunt martyr Abdallah Lahbib Bellal. L'annonce a été faite mercredi par la commission préparatoire de cette importante échéance politique du mouvement de libération sahraoui.

Lors d'une conférence de presse organisée au siège des Archives de l'information, le président de la commission préparatoire et membre du Secrétariat national, Bushraya Hamoudi Beyoun, a indiqué que ce congrès intervient dans un contexte marqué par des évolutions nationales, régionales et internationales complexes, notamment celles liées à la question du Sahara occidental au niveau des Nations unies. Il a, à cet égard, souligné l'impératif d'adapter les mécanismes de fonctionnement et les structures organisationnelles aux exigences de la conjoncture actuelle, tout en prenant en considération les défis imposés par les politiques expansionnistes de l'occupant marocain et leurs répercussions sur la paix et la stabilité dans la région. Dans ce contexte, M. Beyoun a fait savoir que le secrétariat national du Front Polisario, réuni mardi sous la présidence de son secrétaire général et président de la République sahraouie, Brahim Ghali, avait décrété l'état de mobilisation générale et adopté une série de mesures dictées par les circonstances actuelles. S'agissant des préparatifs du congrès, le responsable a précisé que plusieurs sous-commissions spécialisées avaient été installées afin de prendre en charge les différents aspects de l'organisation, notamment les volets militaire, sécuritaire, politique, administratif, juridique, économique et social. Ces structures ont déjà entamé leurs travaux et élaboré des rapports d'évaluation de la situation. Ces documents constitueront la principale base de référence pour les discussions et les travaux préparatoires du 17e Congrès du Front Polisario, appelé à définir les orientations et les mécanismes d'action pour la prochaine étape de la lutte du peuple sahraoui.

M. Seghilani

DU 13 AU 14 NOVEMBRE

Madrid accueille la 50e conférence de l'EUCOCO

La capitale espagnole accueille, hier et aujourd'hui, la 50e édition de la Conférence européenne de coordination du soutien et de la solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO). Un rendez-vous qui réunit des délégations politiques, des organisations de défense des droits de l'Homme et des comités de solidarité venus d'Afrique et d'Europe, autour de la défense du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Madrid se transforme, les 13 et 14 novembre, en point de convergence des forces internationales de solidarité avec le peuple sahraoui, à l'occasion de la 50e édition de l'EUCOCO. Cette rencontre revêt une dimension particulière, tant par sa portée symbolique que par les enjeux politiques et organisationnels qui l'accompagnent, dans un contexte marqué par la poursuite des efforts visant à défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Cette édition rassemble des représentants de comités de soutien, des délégations politiques ainsi que des défenseurs des droits de l'Homme issus de plusieurs pays africains et européens, afin de coordonner les initiatives de solidarité et d'examiner les différents aspects de la question sahraouie.

À cette occasion, une délégation sahraouie, conduite par le Premier ministre, Bouchraya Hamoudi Beyoun, prend part aux travaux de cette conférence, prévue vendredi et samedi dans la capitale espagnole. La délégation comprend notamment la ministre de la Coopération, Fatma Mehdi, et le ministre chargé des Territoires occupés, Mohamed Elmami Tamek, ainsi que Omar Mansour, représentant du Front Polisario en Europe et auprès des institutions de l'Union européenne. Elle compte également Yahia Bouhbini, président du Croissant-Rouge sahraoui, Oubi Bouchraya, conseiller à la présidence chargé des ressources naturelles et des affaires juridiques, et Abdallah Arabi, représentant du Front Polisario en Espagne. D'autres responsables et représentants sahraouis font partie de cette délégation, à l'instar de Mahjouba Mohamed Saleh Al-Mine, membre du Conseil national, Nafaï Ahmed Mohamed, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Saguia el-Hamra et de Rio de Oro (UGTSARIO), ainsi qu'Abdessalam Omar, président de l'Association des familles de prisonniers et disparus sahraouis (AFAPREDESA).

PLUSIEURS DOSSIERS EN DÉBAT

En marge des travaux de la conférence, la délégation sahraouie prendra part à plusieurs ateliers spécialisés consacrés aux principaux enjeux liés à la question du Sahara occidental.

Les discussions porteront notamment sur l'exploitation des ressources naturelles du territoire, dénoncée comme illégale par les représentants sahraouis, la situation humanitaire dans les camps de réfugiés ainsi que les conditions des droits de l'Homme dans les territoires occupés. Ces ateliers permettront également d'aborder les mécanismes de mobilisation et de coordination des actions de solidarité internationale, dans la perspective de renforcer le soutien aux revendications du peuple sahraoui, notamment son droit à l'autodétermination.

UNE MANIFESTATION DEMAIN À MADRID

En parallèle de la 50e édition de l'EUCOCO, une manifestation nationale de solidarité avec le peuple sahraoui est prévue, samedi 14 novembre, à Madrid. Organisée à l'appel du CEAS-Sáhara et de la FEMAS.

Elle débutera à 12h00, avec un départ depuis Atocha en direction de la Plaza de la Provincia. Placée sous le slogan « En votant, le Sahara occidental se fera entendre », cette mobilisation entend rappeler, 51 ans après les accords de Madrid, les revendications de justice, de liberté et d'autodétermination du peuple sahraoui.

Les organisateurs soulignent également le contexte particulier que traverse le dossier sahraoui, notamment à la lumière des incertitudes entourant le mandat de la MINURSO et l'avenir du Sahara occidental.

M. S.

OUBI BOUCHRAYA BACHIR SALUE LE VETO RUSSE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ :

« Les manœuvres marocaines mises en échec »

Tout en rappelant la responsabilité juridique et historique de Madrid en tant qu'ancienne puissance administrante du territoire du Sahara occidental, Oubi Bouchraya Bachir, le conseiller du président de la République sahraouie, et chargé des ressources naturelles et des questions juridiques a salué le véto russe au Conseil de sécurité, « qui a consacré l'échec des manœuvres marocaines visant à instrumentaliser le Conseil de sécurité de l'ONU pour pérenniser le statu quo colonial.


Ph : DR

Oubi Bouchraya qui intervenait à l'occasion des préparatifs de la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO), a affirmé que le pseudo projet marocain a été mis en échec par « l'opposition de la Russie qui a opposé son veto au projet de résolutions des États-Unis en faveur de la colonisation en balayant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination en violation de la légalité internationale en matière de décolonisation au Sahara occidental, inscrite sur l'agenda onusien et de l'union africaine ».

Bouchraya n'a pas manqué de rappeler que le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination est inaliénable et conforté par le droit international et les résolutions de l'ONU et de l'UA , s'est félicité "de la consolidation des appuis internationaux en faveur du droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple sahraoui", illustrée par les prises de position de plusieurs États à travers le monde lors des récents débats de l'Assemblée générale des Nations unies tenus les 10 et 11 novembre.

Dans une déclaration à l'Agence de presse sahraouie (SPS), il a situé l'édition la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO) en préparation, dans un contexte marqué par "des évolutions significatives pour le dossier sahraoui".

Il a notamment mis en avant l'échec des manœuvres marocaines visant à instrumentaliser le Conseil de sécurité de l'ONU pour pérenniser le statu quo colonial, sanctionné par l'opposition de la Russie qui a opposé son veto aux tentatives de saper la légitimité internationale.

Rappelant la responsabilité historique de l'Espagne, il a appelé les formations politiques espagnoles à assumer leurs obligations morales et politiques pour que l'Espagne contribue activement à la solution du conflit, à travers l'instauration d'une paix juste et durable dans toute la région. Il y a lieu de rappeler que la prochaine édition de l'Eucoco coïncide avec le 51e anniversaire des accords de Madrid, signés le 14 novembre 1975, ainsi qu'avec la mobilisation de solidarité avec le peuple sahraoui prévue dans la capitale espagnole.

LE FRONT POLISARIO FAIT BARRAGE À TOUTE VELLÉITÉ MAROCAINE D'OCCUPER DE NOUVEAUX TERRITOIRES

Pour sa part, Sidi Mohamed Omar, le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies, a affirmé que le Front ne restera pas les bras croisés face à toute velléité marocaine de s'emparer de nouveaux territoires du Sahara occidental, suite à la fin du mandat de la MINURSO. "Le Front Polisario, est déterminé, si le Maroc prendrait le risque d'occuper davantage de notre territoire, à lui opposer une farouche résistance. Nous ne resterons pas les bras croisés. C'est notre terre et nous la défendrons par tous les moyens en notre possession, comme nous l'avons fait par le passé", a-t-il soutenu, jeudi, dans un entretien accordé au site "PassBlue", spécialisé dans les questions onusiennes et les relations internationales.

Le responsable sahraoui a indiqué que le Front Polisario avait pris acte de la position du Royaume du Maroc, à la suite de l'échec du Conseil de sécurité des Nations unies à renouveler, le 30 octobre dernier, le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), dans laquelle Rabat a affirmé son intention de respecter le cessez-le-feu dans le territoire, exprimant l'"espoir du Front que la situation demeure calme au cours de la prochaine période".

Il a par ailleurs dénoncé le fait que le Maroc ait transformé la MINURSO en un "paravent pour poursuivre ses politiques expansionnistes dans le territoire", alors que le peuple sahraoui attend toujours de pouvoir exercer son droit à l'autodétermination.

Cela traduit la détermination du Front Polisario et du peuple sahraoui à ne pas rester silencieux devant le jeu perfide du royaume qui annonce depuis la tribune des Nations unies qu'il reste engagé à respecter le cessez-le feu tout en menant des attaques à l'aide drones, contre des convois civils non loin des frontières du Sahara occidental avec la Mauritanie qui se sont soldées par la mort de deux transporteurs, mauritaniens, selon certaines sources.

Slimane B.

RÉOCCUPATION DU SAHARA OCCIDENTAL

Les velléités marocaines butent sur un rejet international

Plusieurs pays ont réaffirmé, devant l'Assemblée générale de l'ONU, le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, rejetant toute solution imposée qui ferait fi des principes du droit international et des résolutions onusiennes.

Le rejet international des tentatives visant à consacrer le fait colonial au Sahara occidental et à priver le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination prend de l'ampleur. Cette position a été exprimée par plusieurs États lors du débat général tenu les 10 et 11 novembre à l'Assemblée générale des Nations unies, consacré à la question du recours au droit de veto. Ces prises de position interviennent dans un contexte marqué par les développements au Conseil de sécurité, où la Russie a opposé, le 30 octobre dernier, son veto à un projet de résolution relatif au renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). Ce texte, qui visait à imposer une proposition présentée comme une solution au conflit, a ainsi été bloqué. À cette occasion, plusieurs pays ont insisté sur la nécessité de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, garantissant au peuple sahraoui la possibilité d'exercer librement son droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions pertinentes des Nations unies et aux principes du droit international. Dans son intervention devant l'Assemblée générale, l'Angola a souligné qu'aucune mesure unilatérale ni aucun règlement imposé ne saurait apporter une solution durable à cette question de longue date. Le pays a réitéré son attachement aux buts et principes de la Charte des Nations unies, notamment au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Luanda a également insisté sur l'impératif de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental, conformément aux résolutions onusiennes pertinentes. Elle a rappelé que l'expiration du mandat de la MINURSO ne saurait mettre fin à la question sahraouie, décharger les Nations unies de leurs responsabilités ni porter atteinte au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination.

CUBA DÉNONCE LE PILLAGE DES RESSOURCES SAHRAOUIES

De son côté, Cuba a renouvelé son soutien indéfectible au peuple sahraoui, dénonçant la poursuite de l'occupation marocaine ainsi que le pillage des ressources naturelles du territoire. La Havane a estimé que toute proposition unilatérale ne garantissant pas l'exercice du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination est contraire au droit international, à la Charte des Nations unies et aux résolutions pertinentes de l'organisation. Elle ne saurait, de ce fait, constituer l'unique base de négociation d'un règlement politique juste et durable. Les autorités cubaines ont également appelé à mettre un terme à l'exploitation des ressources naturelles terrestres et maritimes du Sahara occidental. Elles ont plaidé pour l'ouverture de négociations menées de bonne foi, sans conditions préalables et sous l'égide des Nations unies, avec la participation de toutes les parties concernées, y compris le Front Polisario, représentant légitime et unique du peuple sahraoui.

LE MEXIQUE APPELLE L'ONU À MAINTENIR SES RESPONSABILITÉS

Pour sa part, le Mexique a exprimé ses regrets face à l'impossibilité de parvenir à un consensus au sein du Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de la MINURSO.

Il a mis en garde contre les conséquences d'une cessation brutale de la mission en l'absence de dispositions transitoires organisées. Mexico a, dans ce contexte, souligné la nécessité pour les Nations unies de continuer à assumer pleinement leurs responsabilités à l'égard de la question sahraouie, notamment en matière de protection des droits du peuple sahraoui et de poursuite des efforts politiques visant à parvenir à un règlement juste, durable et mutuellement acceptable, garantissant son droit à l'autodétermination. Dans le même contexte, le diplomate sahraoui Maâ El Aïnine Lakhal a réaffirmé, dans une déclaration à l'agence de presse algérienne (APS), le rejet catégorique du Front Polisario, représentant légitime et unique du peuple sahraoui, de toute tentative visant à « légitimer » le fait colonial dans le territoire occupé. Ces différentes interventions illustrent la persistance des appels internationaux en faveur d'un règlement conforme au droit international, qui place le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination au cœur de toute solution politique.

M. Seghilani

TIZI-OUZOU. HABITAT

Le wali impose une accélération des chantiers

Le secteur de l'habitat dans la wilaya de Tizi-Ouzou est sous la loupe des autorités locales. Lors d'une récente réunion de l'exécutif, le wali Aboubacar Essedik Boucetta a passé en revue l'état d'avancement des différents programmes de logements, insistant sur la levée immédiate des contraintes sur le terrain et l'accélération des raccordements aux réseaux divers.



Ph : DR

La rencontre, qui a réuni l'ensemble des responsables impliqués dans le dossier de l'habitat, a été particulièrement axée sur le suivi des programmes de logement public locatif (LPL). À travers un exposé exhaustif, les participants ont pu dresser un état des lieux précis des multiples chantiers lancés à travers la wilaya. Cette radioscopie a permis non seulement d'évaluer les taux d'avancement, mais surtout d'identifier avec précision les contraintes entravant le bon déroulement des travaux et de vérifier l'engagement des entreprises de réalisation vis-à-vis des délais de livraison prescrits.

Face aux difficultés rencontrées et aux retards accusés par certains projets, le premier responsable de la wilaya a ordonné une présence accrue sur le terrain. Il a ainsi exhorté les responsables à multiplier les visites d'inspection pour s'enquérir de la réalité des chantiers et prendre des mesures urgentes pour débloquer les situations à l'origine des arrêts de travaux. Dans cette même dynamique, les entreprises chargées de la réalisation ont été sommées d'établir des échéanciers rigoureux pour l'achèvement des chantiers. Le wali n'a pas manqué de rappeler que cette exigence de rapidité doit impérativement s'accompagner d'un contrôle strict de la qualité des constructions et du respect absolu des normes techniques en vigueur.

Enfin, pour garantir que les logements soient pleinement fonctionnels dès leur livraison, M. Boucetta a mis l'accent sur les travaux de viabilisation. Il a fermement instruit les services concernés d'accélérer le raccordement des nouveaux pôles résidentiels aux réseaux d'électricité et de gaz par Sonelgaz, ainsi qu'à l'eau potable par l'Algérienne des eaux (ADE). Il a précisé que ces opérations vitales doivent être menées de manière simultanée avec l'achèvement des aménagements extérieurs et la création des voies d'accès, afin d'offrir un cadre de vie décent et immédiat aux futurs acquéreurs.

R. R.

SIDI BEL-ABBÈS. HÔPITAL "TIDJANI HADDAM"

Journée d'information aux effets secondaires des traitements anticancéreux

L'hôpital mixte de lutte contre le cancer "Tidjani Haddam" de Sidi Bel-Abbès a organisé, jeudi, une journée d'information et scientifique consacrée aux effets secondaires et aux complications liés aux traitements anticancéreux, dans le cadre du renforcement de la formation médicale continue et de l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients. Cette rencontre scientifique vise à mettre en lumière les différentes complications et les effets secondaires susceptibles de survenir à la suite des traitements anticancéreux, ainsi qu'à présenter les méthodes les plus récentes permettant de les prévenir et d'en assurer le suivi, en vue d'améliorer la qualité de vie des patients et de garantir leur accompagnement médical et psychologique durant la période post-thérapeutique. A ce propos, la cheffe du service de radiothérapie de cet établissement hospitalier, la professeure Houria Khaldi, a indiqué que les progrès considérables enregistrés dans le domaine médical, notamment en matière de chirurgie, de chimiothérapie et de radiothérapie, ainsi que dans les thérapies hormonale et immunologique, ont contribué de manière notable à l'augmentation des taux de guérison et à l'amélioration des chances de survie des personnes atteintes de cancer. Elle a ajouté que ces protocoles thérapeutiques, malgré leur grande efficacité, peuvent entraîner des effets secondaires de différents degrés, susceptibles de persister ou d'apparaître plusieurs mois, voire plusieurs années après la fin du traitement, avec des répercussions sur la vie quotidienne des patients. L'intervenante a souligné que ces complications se répartissent en deux grandes catégories : la première concerne les troubles psychologiques et neurologiques, tels que l'anxiété, la dépression et les troubles de la mémoire et de la concentration, tandis que la seconde englobe les complications physiques, dont la nature et la gravité varient selon le type de tumeur, le traitement administré et l'organe concerné.

Ces complications peuvent notamment toucher le cœur, les glandes endocrines et le système hormonal, ainsi que les appareils digestif et nerveux, a-t-elle précisé, soulignant la nécessité d'assurer un suivi médical rigoureux et pluridisciplinaire afin d'atténuer ces effets et de préserver l'état de santé des patients à long terme. Le programme de cette journée scientifique, qui a vu la participation de médecins spécialistes, d'enseignants-chercheurs et de cadres médicaux et paramédicaux de différents services hospitaliers, a comporté une série de communications scientifiques et de débats techniques consacrés aux moyens de dépistage précoce des complications post-thérapeutiques, aux mécanismes d'accompagnement psychologique et nutritionnel des patients, ainsi qu'à l'importance de la coordination entre les différentes spécialités pour assurer une prise en charge optimale et durable des personnes atteintes de cancer.

CONSTANTINE. SANTÉ

Campagne de dépistage précoce de la rétinopathie diabétique

Une campagne de dépistage précoce de la rétinopathie diabétique, a été organisée jeudi à Constantine, à l'initiative du service d'ophtalmologie du centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr. Benbadis, dans le cadre d'un vaste programme d'activités médicales tracé à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du diabète (14 novembre de chaque année), a indiqué à l'APS le médecin chef de ce service. Tenue en coordination avec la direction de la santé et de la population (DSP), la campagne a été organisée à la polyclinique Moussa Amrouche sise à la cité Boumerzoug relevant de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) Bachir Mentouri du chef-lieu de wilaya, dans le cadre des orientations du ministère de tutelle visant à prévenir la déficience visuelle, due à la rétinopathie, par l'identification précoce de la maladie et la mise en place d'une intervention adaptée , a affirmé le Pr Meriem Belaâribi. Un examen du fond d'œil ou une rétinographie est conseillé au moins une fois par an pour tout patient diabétique, le plus souvent de façon précoce dès le diagnostic surtout pour le diabète de type 2 qui peut évoluer silencieusement, a ajouté la même praticienne, indiquant qu'une équipe de médecins spécialistes dans ce domaine, a été mobilisée pour assurer le succès de ces actions de dépistage pour réduire cette complication fréquente et silencieuse du diabète qui nécessite des soins médicaux réguliers. Initié sous le slogan "Agir tôt contre le diabète", le programme portant célébration de cette journée mis en place par les services de la santé consiste également en l'organisation à travers l'ensemble des structures de santé, de diverses activités de sensibilisation aux mesures préventives du diabète, ainsi que le dépistage volontaire et des instructions sur les voies thérapeutiques de cette maladie chronique, ont précisé des responsables locaux du secteur de la santé. Des actions axées sur la prise en charge psycho-sociale des diabétiques, des conseils sur l'auto-surveillance, l'équilibre alimentaire et l'importance de l'activité physique, des consultations médicales consacrées au pied diabétique et des ateliers de formation à destination des personnels médicaux et paramédicaux, figurent au programme de la célébration de la journée mondiale du diabète qui s'étalera jusqu'à la fin de la semaine prochaine avec la participation de professionnels du secteur dont des endocrinologues, des diabétologues, des podologues, des biologistes et des nutritionnistes, selon les organisateurs.

OULED DJELLAL. INSFP

Journée d'étude sur l'entrepreneuriat et les métiers de l'artisanat

Une journée d'étude consacrée à l'entrepreneuriat dans le secteur de l'artisanat, sous le thème " De l'idée artisanale au projet entrepreneurial ", s'est tenue jeudi dans la salle de conférences de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) Smati-Bouzid d'Ouled Djellal. Présidant l'ouverture de cette journée d'étude organisée à l'initiative de la direction du tourisme et de l'artisanat, en coordination avec la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), dans le cadre du programme de célébration de la Journée nationale de l'artisan (9 novembre), le wali, Abderrahmane Dehimi, a mis en avant le riche patrimoine artisanal et culturel de la wilaya d'Ouled Djellal, et appelé à transformer les compétences artisanales traditionnelles en opportunités économiques, en projets productifs et en emplois durables. Il a également appelé les jeunes, dans le même contexte, à titrer profit des différents mécanismes de soutien et d'accompagnement offerts par l'Etat, et qui leur permettent de concrétiser leurs projets sur le terrain. Pour sa part, le directeur du tourisme et de l'artisanat, Moussa Boucheriet, a indiqué, dans une allocution prononcée à cette occasion, que l'objectif de cette rencontre est de " promouvoir la culture entrepreneuriale dans les rangs des artisans et de les orienter vers la structuration de leurs activités dans des cadres économiques organisés, contribuant ainsi à la promotion de l'attractivité touristique de la région et à la valorisation de son patrimoine artisanal authentique ". Le directeur de la CAM, Riadh Bouzorna, a quant à lui mis en lumière, dans une communication intitulée "Les missions de la CAM et le marketing numérique des produits de l'artisanat", le rôle central dévolu à la chambre dans le domaine de l'encadrement et de la formation des artisans, soulignant l'importance d'adopter les nouvelles technologies ainsi que le commerce électronique pour élargir la base de commercialisation des produits artisanaux locaux et renforcer leur compétitivité sur les marchés nationaux et internationaux. Intervenant à son tour, le directeur local de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), Ali Oumane, a communiqué sur le " rôle de la sous-traitance dans la pérennité de l'activité artisanale", abordant les mécanismes de mise en relation des petites entreprises artisanales avec les grandes entreprises et le secteur industriel par l'entremise de contrats de sous-traitance.

TIARET. COMMUNE D'AÏN-BOUCHEKIF

Lancement des travaux de réalisation de 50 logements LPA et LPL

Les travaux de réalisation de 50 logements relevant des formules du logement promotionnel aidé (LPA) et du logement promotionnel libre (LPL) ont été lancés récemment dans la localité d'Aïn Meriem, dans la commune d'Aïn-Bouchekif, wilaya de Tiaret, a-t-on appris jeudi auprès de la cellule de communication et d'information du cabinet du wali. Selon la même source, ce projet, inspecté par le wali, Abdelouahab Bertima, est supervisé par l'Agence de wilaya de gestion et de régulation foncières urbaines. Il prévoit la réalisation de 40 logements dans le cadre de la formule LPA et de 10 autres logements selon la formule LPL, sur une superficie totale de 3.196 mètres carrés. Le projet comprend quatre immeubles de quatre étages chacun, abritant des appartements de type F3 et F4, ainsi que des locaux commerciaux au rez-de-chaussée, a précisé la même source, ajoutant qu'une superficie de 447 mètres carrés a également été réservée à l'aménagement d'espaces verts et d'aires de jeux pour enfants. Une enveloppe financière de 168,4 millions de dinars a été consacrée à ce projet, qui prévoit, outre la réalisation des logements, la mise en place des différents réseaux souterrains, l'aménagement et le revêtement des routes, ainsi que les travaux d'aménagement urbain et l'installation de l'éclairage public

ORAN. POUR TRAQUER LES FUITES D'EAU ET LES BRANCHEMENTS ILLICITES

La SEOR déploie le géoradar

Afin de lutter contre le gaspillage de l'eau et d'optimiser ses réseaux de distribution, la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) a lancé ce jeudi une vaste campagne de terrain. En s'appuyant sur la technologie de pointe du géoradar, l'entreprise entend localiser avec précision les fuites invisibles et mettre un coup d'arrêt aux raccordements illégaux à travers les différentes communes de la wilaya.



Ph : DR

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme ambitieux visant à intensifier le contrôle des réseaux et à repérer toute anomalie causant des pertes d'eau.

Selon Habib Douadji, responsable du centre commercial chargé des eaux non facturées, l'utilisation du géoradar constitue une véritable alternative technologique aux méthodes de détection traditionnelles. En permettant d'explorer le sous-sol et de recueillir des données précises sur les infrastructures enterrées, cet outil moderne facilite grandement la localisation des fuites difficiles à déceler par des moyens classiques.

L'un des avantages majeurs de cette technologie est de réduire considérablement la nécessité de procéder à des creusements exploratoires. Les équipes d'intervention et de maintenance peuvent ainsi être orientées directement et efficacement vers les sites problématiques pour prendre les mesures de réparation nécessaires dans les meilleurs délais.

Outre les défaillances techniques, cette campagne cible également le fléau des branchements illicites au réseau de distribution. Ces raccordements sauvages perturbent fortement l'équilibre de l'approvisionnement en eau et engendrent des volumes consommés non facturés, impactant de fait le rendement commercial de la société. Par cette initiative, la SEOR réaffirme son engagement à préserver cette ressource vitale, à réduire les volumes d'eau perdus et à garantir une exploitation optimale de ses infrastructures hydrauliques en misant sur le diagnostic numérique et l'intervention ciblée.

R. R.

SÉTIF. SALON INTERNATIONAL DE LA PLASTURGIE ET DES POLYMÈRES

Clôture de la première édition

Le 1er salon international de la plasturgie et des polymères, Algeria plast expo 2026, a été clôturé jeudi au terme de quatre jours d'intenses activités au palais des expositions El Maabouda de Sétif, avec la participation de 43 exposants, dont trois venus de Chine et du Japon. Dans une déclaration à l'APS, Omar Abaoui, responsable de l'organisation, a indiqué que le salon a suscité un engouement notable avec plus de 3.500 visiteurs, dont des professionnels, des citoyens, des jeunes souhaitant investir dans ce domaine en plus de représentants d'entreprises économiques des deux secteurs public et privé. Cet évènement économique a été un espace de contact et d'échange surtout avec la dynamique que connait la wilaya de Sétif dans le domaine de la production et de la transformation du plastique, selon la même source qui a relevé que plusieurs accords ont été passés entre les exposants et avec des visiteurs professionnels et plusieurs rencontres ont été organisées pour favoriser les partenariats et les opportunités d'investissement conformément aux orientations des autorités supérieures du pays. Le salon a également attiré les jeunes porteurs d'idées de projets vers le stand de la NESDA (agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat) pour connaitre les divers services assurés pour la création de micro-entreprises et l'extension d'activités. Les participants au salon, initié par Ibit Center, entreprise spécialisée dans l'organisation des salons et événements scientifiques en partenariat avec l'entreprise Ritadj Expo du même domaine, ont salué la tenue de cette manifestation, affirmant à l'APS qu'elle constitue pour eux "un espace de développement de leurs activités et capacités productives destinées au marché national et à l'exportation".

NÂAMA. HÔPITAL KADRI MOHAMED

Mise en service d'une nouvelle salle opératoire spécialisée en chirurgie orthopédique

Une nouvelle salle opératoire spécialisée en chirurgie orthopédique et traumatologique est entrée en service, jeudi au sein de l'établissement public hospitalier (EPH) "Kadri Mohamed" de Nâama, à l'issue des travaux de réaménagement, d'extension et d'équipement du bloc opératoire de l'établissement, a-t-on appris auprès de la direction de l'hôpital. L'équipe médicale a entamé, dès aujourd'hui, la réalisation d'interventions chirurgicales visant à implanter des prothèses articulaires de la hanche et des genoux au profit d'une vingtaine de patients issus de la wilaya de Nâama et des wilayas limitrophes, a indiqué la directrice de l'établissement, Lamia Hami. La responsable a précisé que la réhabilitation et l'extension du bloc opératoire, qui a repris ses activités depuis trois mois, s'inscrivent dans le cadre du programme d'amélioration des prestations chirurgicales au niveau des établissements de santé. Cette opération vise également à offrir des conditions de travail appropriées aux personnels médicaux et paramédicaux, grâce à l'équipement de salles opératoires répondant aux normes techniques et sanitaires en vigueur. De son côté, le médecin responsable du service de chirurgie orthopédique et articulaire de l'hôpital, Rachid Hachemi, a souligné que la nouvelle salle opératoire, dotée d'équipements et de matériels modernes, permettra de renforcer les capacités de prise en charge des patients et d'augmenter le nombre d'interventions chirurgicales, notamment celles liées à la pose de prothèses de la hanche et des genoux, dans des délais plus courts. Il a ajouté que le service de chirurgie orthopédique, traumatologique et articulaire, qui dispose d'une équipe médicale spécialisée en chirurgie orthopédique, anesthésie et réanimation, entamera prochainement la réalisation d'interventions chirurgicales complexes, notamment celles portant sur la correction des malformations osseuses congénitales. Ces interventions seront réalisées dans le cadre du programme de jumelage entre les établissements de santé, en coordination avec des professeurs spécialistes issus des centres hospitalo-universitaires (CHU).

MASCARA. UNIVERSITÉ MUSTAPHA-STAMBOULI

Une journée "Welcome Day" au profit de 32 étudiants étrangers

L'Université Mustapha-Stambouli de Mascara a organisé, jeudi après-midi, une rencontre intitulée "Welcome Day" au profit de 32 étudiants étrangers qui y poursuivent leurs études, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Organisée à la Bibliothèque centrale de l'Université, la journée qui vise à faire aux étudiants concernés de découvrir les différentes infrastructures et les services universitaires mis à leur disposition, a été marquée par la projection d'un film vidéo présentant les infrastructures pédagogiques et sociales de l'établissement, notamment les résidences universitaires, a-t-on précisé de même source. Une présentation des structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat et de leurs missions a également eu lieu, à l'instar de la direction de l'Incubateur d'entreprises et du Centre de développement de l'entrepreneuriat. Cette rencontre a également été l'occasion de consacrer un espace aux échanges et à la découverte interculturelle entre les étudiants algériens et leurs homologues étrangers. Un atelier a, par ailleurs, été organisé afin de présenter les activités culturelles et artistiques proposées par les clubs culturels relevant des différentes facultés de l'université, a souligné le communiqué. A cette occasion, une exposition a été organisée pour faire connaître le patrimoine historique et touristique de la wilaya de Mascara, à travers des affiches illustrées de photographies mettant en valeur plusieurs de ses sites historiques, notamment ceux liés à la résistance de l'Emir Abdelkader contre l'occupation française, à l'instar de Dar el-Kiada et du tribunal de l'Emir Abdelkader.

AÏN-TÉMOUCHENT.
AÏN EL-ARBAÂ

Projet de réalisation d'une nouvelle gare routière

La commune d'Aïn El-Arbaâ, dans la wilaya d'Aïn Témouchent, a bénéficié d'un projet de réalisation d'une nouvelle gare routière de voyageurs de catégorie C, a-t-on appris jeudi auprès d'un responsable local. Le chef de daïra d'Aïn El-Arbaâ, Mohamed-Abdelouahab Hadjadj, a indiqué que ce projet, inscrit au titre du programme sectoriel de la Direction des transports, devrait voir ses travaux démarrer avant la fin de l'année en cours, après l'achèvement des procédures techniques nécessaires. Une enveloppe financière de 220 millions de dinars a été mobilisée pour la réalisation, le suivi et l'équipement de cette future infrastructure, a précisé le même responsable. Le site retenu pour l'implantation du projet se situe à l'entrée est de la commune d'Aïn El-Arbaâ, a-t-il ajouté. Ce projet revêt une importance particulière pour les communes de la daïra, dans la mesure où il contribuera à une meilleure organisation du trafic de transport, à l'amélioration des conditions d'accueil des voyageurs et à la mise à disposition d'équipements adaptés aux usagers du transport terrestre, a expliqué M. Hadjadj. Le même responsable a également souligné que la daïra d'Aïn El-Arbaâ, en raison de sa position stratégique à proximité de la wilaya d'Oran et de la présence de la zone industrielle de Tamazoura, qui connaît une importante activité dans le domaine du transport, tirera profit de cette nouvelle infrastructure pour faciliter les déplacements et accompagner la dynamique économique et le développement de la région.

MILA. TADJENANET

Le secteur de la justice se renforce d'un nouveau tribunal

Le secteur de la justice dans la wilaya de Mila s'est renforcé d'un nouveau tribunal dans la commune de Tadjenanet, dont la mise en service a été présidée jeudi par le wali, Fayçal Amrouche. Dans une déclaration à la presse à l'occasion de la mise en service de ce tribunal et de l'installation de son président, Abderrahmane Chabi, le procureur général près la cour de justice de Mila, Mourad Saker a souligné que "le renforcement de la commune de Tadjenanet par cette structure s'inscrit dans le cadre des efforts de raccordement des services de justice du citoyen et de l'amélioration de la qualité des services judiciaires". Il a également indiqué que "le territoire de compétence du nouveau tribunal inclut les quatre communes d'Ouled Khelouf, de Mechira, de Benyahia Abderrahmane et de Tadjenanet de sorte à réduire la pression sur le tribunal de Chelghoum Laïd qui en assurait la couverture". De son côté, le wali de Mila a mis l'accent sur l'importance de cette structure qui réduira les déplacements des justiciables des communes relevant désormais de ce tribunal. Il a également ajouté qu'une enveloppe financière de plus de 1,4 milliards DA a été allouée à la réalisation de ce tribunal qui offre les conditions adéquates au travail du personnel de la justice et des avocats pour garantir la promotion du service public de la justice.



PAR MOHAMED REBAH

COP 31

L'avertissement de Guterres

La 31e Conférence des Nations unies sur le climat, connue sous le nom de COP31, s'est ouverte ce lundi 9 novembre 2026 à Antalya, en Turquie. Elle rassemble plus de 90 000 participants pendant deux semaines, jusqu'au 20 novembre, avec un sommet des chefs d'État et de gouvernement les 11 et 12 novembre.



La COP31 se veut une conférence de la « mise en œuvre » plutôt que de la promesse. Ce que les délégués auront à montrer, d'ici le 20 novembre, c'est que les engagements pris depuis Paris en 2015 se transforment enfin en actes concrets, en politiques nationales chiffrées, et en flux financiers réels vers les énergies renouvelables. Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a adressé un message aux dirigeants mondiaux à la veille des négociations climatiques de l'ONU en Turquie, lundi. Au cours de la dernière décennie, António Guterres a lancé des avertissements alarmistes et sans équivoque concernant le changement climatique causé par la combustion des énergies fossiles telles que le pétrole et le gaz, utilisant une terminologie préoccupante. Il y a trois ans, il déclarait que « le monde est en train d'exploser », faisant référence à la hausse des températures et à la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, deux conséquences du changement climatique. Il s'agira de son dernier discours sur le réchauffement climatique en tant que Secrétaire général de l'ONU, son second et dernier mandat s'achevant à la fin de cette année. L'urgence est palpable dans un monde où les vagues de chaleur meurtrières, les tempêtes, les inondations et les sécheresses s'aggravent sur fond de températures constamment élevées, phénomènes exacerbés par El Niño, une configuration climatique naturelle qui perturbe les systèmes météorologiques à l'échelle mondiale. António Guterres a déclaré qu'il dirait aux dirigeants lors de la conférence des Nations Unies sur le climat, la COP31, prévue du 9 au 20 novembre : « C'est un moment de vérité. Nous ne pouvons plus attendre, ni nous perdre dans des discussions interminables où chacun tente de se défausser de ses responsabilités. Chacun doit faire plus, et chacun doit agir plus vite.» Le message de « ce moment de vérité » est si lourd de sens que le Secrétaire général l'a employé à trois reprises en 20 minutes lors d'un récent entretien exclusif avec l'Associated Press, depuis sa salle de conférence au 38e étage du siège des Nations Unies. Il y évoquait ses dernières initiatives pour lutter contre le changement climatique et son mandat de dix ans, durant lequel il est devenu l'un des plus fervents défenseurs incitant les nations, souvent réticentes, à redoubler d'efforts pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le fil directeur de cette COP31, c'est l'électrification. La présidence turque a fait de ce sujet sa priorité absolue, avec un objectif chiffré clair : porter la part de l'électricité dans la consommation énergétique finale mondiale de 20% aujourd'hui à 35% en 2035. C'est ce qu'on appelle le programme « 35 by 35 ». Il s'agit de remplacer les usages directs des combustibles fossiles (chauffage au fioul ou au gaz, véhicules thermiques, procédés industriels) par de l'électricité, avec une électricité elle-même produite à partir de sources renouvelables. L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) estime qu'une telle trajectoire serait compatible avec l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C. A ce propos, L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié début novembre son rapport Renewables 2026, qui anticipe une forte accélération : près de 4 800 GW de capacités renouvelables supplémentaires entre 2026 et 2031, soit 60% de plus que les six années précédentes. Le solaire photovoltaïque devrait fournir plus des trois quarts de cette croissance mondiale. Ces chiffres arriveront directement dans les débats d'Antalya comme argument pour accélérer les financements. Le rapport du PNUE publié le 4 novembre 2026 estime que ces pays auront besoin d'environ 305 milliards de dollars par an d'ici 2035 pour s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique, hors financement de la transition énergétique elle-même.

CHINE

Nouvelle espèce de reptile

Le Bureau des forêts de la province du Guizhou (sud-ouest) a annoncé lundi la découverte d'une nouvelle espèce de reptile, Scincella qianbeiensis, dans les réserves naturelles nationales de Kuankuoshui et de Dashahe, dans le nord de la province. Les résultats des recherches ont été publiés dans Zoosystematics and Evolution, revue internationale de référence en taxonomie animale. Le personnel de l'administration de la réserve naturelle nationale de Kuankuoshui avait découvert des spécimens du genre Scincella (famille des Scincidae) lors d'un suivi de terrain de routine dans la zone de la station de gestion centrale. Une équipe d'experts a confirmé qu'il s'agissait d'une nouvelle espèce du genre Scincella, nommée Scincella qianbeiensis. Lors du processus d'identification, l'administration de la réserve naturelle nationale de Dashahe a également découvert et fourni des spécimens. Le genre Scincella regroupe de petits lézards terrestres discrets, qui vivent généralement sous le couvert forestier, dans les buissons, les amas de pierres ou la litière de feuilles mortes. Leur peau est relativement lisse et leurs membres relativement peu développés. Il s'agit de l'un des groupes de reptiles représentatifs des forêts montagneuses du sud de la Chine. Selon les chercheurs, cette découverte indique que les écosystèmes forestiers de montagne, du nord du Guizhou jusqu'aux monts Dalou, pourraient encore abriter davantage d'espèces de reptiles non répertoriées.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Une hausse de 1 °C des températures moyennes pourrait entraîner, chez les femmes, une perte de revenu proportionnellement supérieure de 34 % à celle des hommes, selon des données recueillies dans 24 pays.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les femmes et les filles durement touchées

Plus d'un tiers des femmes et des filles dans le monde, soit environ 1,5 milliard de personnes, vivent dans des « points chauds » climatiques. Elles y sont fortement exposées à des phénomènes comme les cyclones et les sécheresses, sur fond de précarité de l'emploi et de profondes inégalités entre les sexes. C'est le constat d'ONU Femmes dans une nouvelle fiche d'information, « L'égalité des sexes à l'heure de la crise climatique », publiée mardi à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le climat, la COP31, à Antalya, en Turquie. « La crise climatique menace la vie sur la planète et creuse les inégalités qui exposent les femmes et les filles aux plus grands risques », souligne l'agence onusienne. Les femmes et les filles les plus durement touchées vivent dans les pays les moins responsables du changement climatique, relève-t-elle. Si les tendances actuelles se poursuivent, le monde se dirige vers un réchauffement de 1,8 °C d'ici à 2050. Les sécheresses, les inondations, les feux de forêt et les cyclones seront alors encore plus dévastateurs. Dans le pire des scénarios, le changement climatique pourrait faire basculer jusqu'à 141 millions de femmes et de filles supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici au milieu du siècle, avertit ONU Femmes. « Partout dans le monde, les femmes mènent déjà le combat pour un avenir meilleur, au sein de leurs communautés, dans les laboratoires, dans les parlements et en première ligne face à la crise climatique », a déclaré la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Sima Bahous. « Nous devons garantir aux femmes et aux filles les mêmes droits, le même accès aux ressources et le même pouvoir de décision. Elles contribueront ainsi à impulser le changement dont notre monde a un besoin urgent. »

ENVIRONNEMENT ET GUERRE

Les risques sur le Liban

Dans un appel lancé, vendredi 6 novembre 2026, à l'occasion de la Journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit armé, la ministre libanaise de l'Environnement, Tamara Zein, a déclaré que l'occupation israélienne avait utilisé 1 800 tonnes d'explosifs lors de trois bombardements au Sud-Liban. Elle a fait savoir que l'armée israélienne avait incendié plus de 16 000 hectares de terres agricoles et forestières entre octobre 2023 et septembre 2026 à la suite de bombardements au phosphore et autres munitions. Mme Zein a ajouté que le Liban subissait d'importants dégâts environnementaux, notamment des incendies de terres agricoles et de forêts, la destruction de réserves naturelles et la perte de récoltes et de moyens de subsistance pour les agriculteurs, sans compter les bombardements qui ont profondément modifié le paysage des zones ciblées par les tirs d'artillerie israéliens. Elle a demandé : « Qui est responsable de ces dégâts ? Qui garantira que le peuple libanais ne sera pas laissé seul face à leurs conséquences et au coût de la réparation ?» La ministre Zein a appelé la communauté internationale et les Nations Unies à « soutenir le Liban et à demander des comptes à Israël pour les dommages environnementaux causés par ses attaques, et à l'obliger à prendre en charge les coûts de réparation et d'indemnisation.» Elle a révélé que « les attaques israéliennes, d'octobre 2023 à septembre 2026, ont provoqué l'incendie de plus de 16 000 hectares de terres agricoles et forestières », et a affirmé que des travaux sont en cours pour « constituer un dossier complet en vue de déposer une plainte internationale concernant ces dommages ». Mme Elzein a mis en garde contre les risques environnementaux à long terme qui nécessitent une surveillance des effets des polluants et des résidus de munitions sur les sols, l'eau et la sécurité de la production agricole. Pour illustrer l'ampleur des dégâts, la ministre a examiné les conclusions d'un rapport du ministère de l'Environnement concernant les explosions menées par l'armée israélienne dans certaines régions du sud du Liban. Selon le rapport, l'armée a utilisé environ 80 tonnes d'explosifs à Majdal Zoun, dans le district de Tyr, 700 tonnes aux abords du château de Beaufort, dans le district de Nabatieh, et 1 100 tonnes à Tell Ali Taher, dans le même district, sans préciser la date de chaque explosion. Elle a également appelé la communauté internationale et les Nations Unies à « soutenir le Liban dans la gestion des dommages environnementaux et à demander des comptes à Israël ». Al-Zein a plaidé pour la mise en place d'un mécanisme indépendant et efficace permettant de demander des comptes aux responsables des dommages environnementaux et de les contraindre à assumer les coûts de réparation et d'indemnisation.

Repéré pour vous

Les femmes restent largement écartées des décisions sur le climat. Elles ne détiennent que 12 % des portefeuilles ministériels de l'énergie, tandis que seuls 4 % de l'aide publique au développement consacrée au climat font de l'égalité des sexes une priorité. Les défenseures de l'environnement, elles, sont victimes de harcèlement et risquent parfois leur vie pour défendre leurs communautés et la planète.

CAN-2027 (QUALIFICATIONS) : ALGÉRIE-TOGO, CE SOIR À 20H00 À TIZI OUZOU

Les Verts à l'épreuve du piège des Éperviers

L'équipe nationale algérienne retrouve le chemin des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2027, ce soir, avec la réception du Togo au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou (20h00), pour le compte de la troisième journée du groupe I. Un rendez-vous important pour les Verts de Brahim Hemdani, déterminés à conforter leur position de leader et à prendre une option supplémentaire dans la course à la qualification.



Phs : DR

Avec quatre points au compteur, l'Algérie aborde cette confrontation en tête du groupe, après une victoire face à la Zambie (3-1) et un match nul contre le Burundi (2-2). Les Togolais, eux, totalisent trois points, à égalité avec les Zambiens, après une victoire contre le Burundi et une défaite face à la Zambie. Autant dire que les deux sélections abordent cette première manche avec des ambitions bien affirmées.

Lors de sa dernière conférence de presse ayant précédé l'actuel regroupement, Brahim Hemdani a clairement affiché ses intentions pour cette double confrontation, puisque les deux équipes se retrouveront également le 17 novembre à Lomé. « Notre ambition est de prendre le maximum de points à l'issue de cette deuxième échéance », a déclaré le sélectionneur national, tout en mettant en garde contre tout excès de confiance.

Le technicien algérien estime, en effet, que le football africain a considérablement évolué et que les écarts entre les sélections se sont réduits.

« Il n'existait plus les mêmes différences qu'auparavant », a-t-il souligné, insistant sur la nécessité de prendre les rencontres les unes après les autres, en commençant par bien négocier le rendez-vous à domicile.

Hemdani a également identifié le secteur défensif comme l'un des principaux chantiers de son équipe. Après les insuffisances constatées lors du précédent rassemblement, notamment face au Burundi, il entend renforcer la cohésion et la complémentarité entre ses défenseurs afin de rendre l'arrière-garde plus hermétique. Le sélectionneur a, par ailleurs, retenu 26 joueurs pour ce double rendez-vous, avec notamment les premières convocations de Mohamed Azzi, Abderrahmane Rebbach, Fahem Bouazza et le portier Yesli. En revanche, trois joueurs ont déclaré fort pour cette double confrontation, à savoir, Hadjam et Boudaoui, pour cause de blessure, alors que le gardien Ramdane a été dispensé après le décès de son père.

En face, le Togo de Patrice Neveu entend jouer pleinement ses chances. Le technicien français, qui a présenté sa liste le 4 novembre, a affiché sa détermination à conduire les Éperviers vers la CAN-2027. « Je veux qualifier le Togo pour la CAN 2027. Je veux ! », a-t-il affirmé devant les médias. Réagissant aux interrogations sur les capacités de son équipe face à l'Algérie, Neveu a également tenu à rappeler la valeur de l'adversaire : « Et vous voulez me faire croire quoi ? Qu'on affronte une petite équipe ? », a-t-il lancé, dans une conférence de presse particulièrement animée.

Cette sortie traduit néanmoins le respect du sélectionneur togolais pour les Verts, sans pour autant renoncer à ses ambitions. Les Éperviers savent qu'un résultat positif à Tizi-Ouzou pourrait relancer leurs chances dans ce groupe.

Entre une Algérie désireuse d'imposer son statut et un Togo déterminé à créer la surprise, cette confrontation s'annonce disputée. Pour les hommes de Hemdani, l'objectif sera clair : gagner devant leur public avant de se rendre à Lomé pour une seconde bataille qui pourrait peser lourd dans le dénouement de ces qualifications.

Hakim S.

GOUIRI AFFICHE SES AMBITIONS :

« Nous devons prendre les six points face au Togo »

L'attaquant international algérien Amine Gouiri s'est montré optimiste quant aux capacités de la sélection nationale à réaliser deux résultats positifs face au Togo, à l'occasion de la double confrontation comptant pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2027). Pour le buteur de l'O. Marseille, l'objectif est clairement affiché : remporter les deux rencontres et engranger les six points mis en jeu afin de consolider la position de l'Algérie au classement de son groupe.



Dans une déclaration accordée à la chaîne de la Fédération algérienne de football (FAF), l'avant-centre algérien a insisté sur l'importance de bien négocier ces deux rendez-vous, qui pourraient peser dans la course à la qualification pour la prochaine compétition continentale. Conscient des enjeux, Gouiri a appelé ses coéquipiers à aborder ces confrontations avec sérieux et détermination.

« Nous avons deux matchs qui nous attendent face à la sélection du Togo et nous devons prendre les six points au complet afin d'être dans une bonne position au classement des éliminatoires », a-t-il affirmé.

Un message qui traduit parfaitement l'état d'esprit qui anime le groupe algérien à l'approche de ces deux échéances. Pour les Verts, il ne s'agira pas seulement de réaliser une bonne opération comptable, mais également de confirmer leurs ambitions dans une campagne qualificative où chaque point peut avoir son importance.

La première manche, prévue ce soir au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou, constituera ainsi un premier test pour les hommes de Brahim Hemdani. Devant leur public, les coéquipiers de Gouiri auront à cœur de faire respecter leur statut et de prendre une avance précieuse avant le déplacement au Togo, prévu quelques jours plus tard, pour la rencontre retour.

Sur le plan personnel, Amine Gouiri entend également apporter sa contribution à l'effort collectif. L'attaquant algérien, dont les qualités techniques et le sens du but constituent des atouts pour le secteur offensif, pourrait jouer un rôle important dans ces deux confrontations. Sa capacité à évoluer dans les espaces, à combiner avec ses partenaires et à se montrer décisif dans la surface adverse représente une option supplémentaire pour le sélectionneur national. Toutefois, les Algériens devront se méfier d'une équipe togolaise qui ne viendra certainement pas en victime expiatoire. Les Éperviers auront, eux aussi, besoin de points pour améliorer leur situation dans le groupe.

L'ambition est donc clairement affichée du côté algérien. Reste désormais à la concrétiser sur le terrain. Pour Gouiri et ses partenaires, le mot d'ordre est simple : six points pour avancer sereinement vers la CAN-2027.

H. S.

BELGHALI ET CHIAKHA ALLONGENT LA LISTE DES FORFAITS

La guigne des blessures poursuit les Verts

Décidément, rien ne semble épargner la sélection nationale algérienne durant ce rassemblement. Au fil des jours, les mauvaises nouvelles s'enchaînent et les forfaits se multiplient, à quelques heures des deux confrontations face au Togo. Chaque nouvelle journée apporte son lot d'inquiétudes, avec l'annonce d'un nouveau joueur contraint de quitter le stage ou dans l'incapacité de poursuivre l'aventure avec les Verts.





Ph : DR

Le cas d'Abdelatif Ramdane était connu, tandis que Mohamed Bachir Belloumi avait rejoint le rassemblement déjà diminué physiquement. Mais la liste des joueurs touchés ne s'est malheureusement pas arrêtée là. Rafik Belghali, Jaouen Hadjam, Hicham Boudaoui et Amine Chiakha ont, à leurs tours, a été victimes de pépins physiques, obligeant le staff technique à revoir ses plans au fur et à mesure des annonces. Une situation particulièrement préoccupante pour le sélectionneur national, qui voit progressivement ses options se réduire. À chaque forfait, c'est une solution de moins dans un secteur de jeu, une possibilité tactique qui disparaît et une nouvelle difficulté à gérer dans la préparation des deux rendez-vous face aux Éperviers du Togo. Ce rassemblement figure désormais parmi ceux qui ont été marqués par le plus grand nombre de défections pour des raisons médicales. Une succession de blessures qui tombe au mauvais moment, alors que le staff espérait profiter de cette période internationale pour travailler dans la continuité, affiner les automatismes et préparer sereinement les prochaines échéances.

Au-delà des absences individuelles, c'est surtout la profondeur de l'effectif qui se retrouve mise à l'épreuve. Les remplaçants devront répondre présents et saisir les opportunités qui pourraient leur être offertes. Le sélectionneur, de son côté, devra trouver les meilleures alternatives pour maintenir l'équilibre collectif malgré ces nombreux imprévus.

Pour les Verts, le défi ne sera donc pas seulement de négocier ces deux rencontres face au Togo, mais aussi de composer avec une véritable hécatombe de blessures. Espérons que cette série noire prendra rapidement fin et que l'infirmerie cessera enfin de se remplir. A souligner que l'entraîneur national a fait appel à Redouani pour remplacer Belghali sur le flanc droit de la défense, tandis que Chiakha n'a pas été remplacé.

Hakim S.

ORGANISATION DES CAN-2028, 2031 ET 2033

L'Algérie tentée par un nouveau défi continental ?

La Confédération africaine de football (CAF) relance la course à l'organisation des prochaines éditions de la Coupe d'Afrique des nations. À la suite de sa décision de revenir à une périodicité biennale, l'instance continentale a ouvert une nouvelle procédure de candidature pour les éditions 2028, 2031 et 2033, invitant les 54 fédérations nationales membres, dont la Fédération algérienne de football (FAF), à manifester leur intérêt.

Selon le calendrier communiqué aux associations membres, les fédérations intéressées ont jusqu'au 17 novembre 2026 pour déclarer officiellement leur intention de présenter une candidature. La date limite pour le dépôt des dossiers complets a, quant à elle, été fixée au 8 décembre prochain. Cette nouvelle procédure permet également aux pays qui n'avaient pas participé au précédent processus de se positionner pour l'organisation de l'une de ces compétitions.

Cette annonce remet naturellement sur la table une question qui intéresse particulièrement les amateurs de football algérien : l'Algérie sera-t-elle candidate à l'organisation de l'une de ces trois éditions ?

Le pays dispose d'arguments sérieux pour envisager un nouveau dossier, notamment grâce aux infrastructures sportives réalisées ces dernières années, avec plusieurs stades modernes répondant aux exigences des grandes compétitions internationales. Les expériences organisationnelles acquises lors des compétitions continentales constituent également des éléments à faire valoir.

Mais cette éventualité renvoie également à un épisode particulièrement sensible dans les relations entre l'Algérie et la CAF. En septembre 2023, la FAF, alors présidée par Walid Sadi, avait officiellement retiré les candidatures algériennes pour l'organisation des CAN-2025 et 2027, à la veille de l'annonce des pays hôtes. Une décision qui avait suscité de nombreuses interrogations et alimenté les critiques autour du processus d'attribution des compétitions africaines. L'épisode avait été d'autant plus marquant que le Maroc avait finalement obtenu l'organisation de la CAN-2025, tandis que l'édition 2027 avait été attribuée au trio Kenya-Tanzanie-Ouganda. Dans un contexte de fortes tensions et de controverses autour des coulisses de l'attribution, le retrait algérien avait été interprété par une partie de l'opinion sportive comme une manière de dénoncer un processus jugé défavorable aux intérêts algériens. Il convient toutefois de rappeler que la FAF avait officiellement justifié sa décision par une nouvelle orientation de sa stratégie de développement du football national. Trois ans après cet épisode, la relance des candidatures offre donc une nouvelle occasion à l'Algérie de se positionner sur la scène continentale. Reste à savoir si les responsables de la FAF souhaiteront renouer avec cette ambition et engager le pays dans une nouvelle bataille pour accueillir la plus prestigieuse compétition du football africain.

Au-delà des infrastructures, la question de la confiance dans les mécanismes d'attribution de la CAF pourrait également peser dans la réflexion des dirigeants algériens. Le rendez-vous du 17 novembre permettra peut-être d'en savoir davantage sur les intentions de la fédération. L'Algérie choisira-t-elle de revenir dans la course ou préférera-t-elle, une nouvelle fois, concentrer ses efforts sur d'autres priorités du football national ? C'est désormais l'une des questions qui se posent à l'approche de cette nouvelle échéance continentale.

Hakim S.

EN FEU DANS LE CHAMPIONNAT QATARI

Mahrez décroche la meilleure note de la 9e journée

Riyad Mahrez continue de faire parler son talent sur les pelouses du championnat qatari. L'international algérien, sociétaire d'Al-Shamal SC, a été retenu dans l'équipe-type de la 9e journée de la Qatar Stars League, établie par la plateforme spécialisée Sofascore. Une distinction qui récompense sa brillante prestation face à Al-Sailiya, ponctuée par un but et deux passes décisives.



L'ancien capitaine des Verts a obtenu une note exceptionnelle de 9,2 sur 10, soit la meilleure évaluation parmi l'ensemble des joueurs retenus dans cette équipe-type. Une performance qui confirme son importance au sein de la formation d'Al-Shamal et sa capacité à faire la différence dans les moments décisifs. Lors de cette rencontre disputée au stade Abdullah-bin-Khalifa, Mahrez a largement contribué au succès de son équipe, qui s'est imposée sur le score sans appel de cinq buts à zéro. Auteur d'une réalisation et de deux offrandes, le numéro 7 a été impliqué directement dans trois des cinq buts inscrits par sa formation. Une prestation complète, marquée par sa qualité technique, sa vision du jeu et son efficacité dans le dernier geste.

Grâce à cette sortie particulièrement aboutie, Mahrez a devancé plusieurs joueurs dans le classement des meilleures évaluations de la journée. L'Italien Sebastiano Esposito arrive en deuxième position avec une note de 9,1, tandis que le Sénégalais Wissa Saïd complète le podium avec 8,8. L'Algérien s'adjuge ainsi la meilleure note de cette neuvième journée.

Mais les distinctions pourraient ne pas s'arrêter là pour l'ancien joueur de Manchester City. Riyad Mahrez figure également parmi les joueurs nommés pour le prix de la meilleure performance de la semaine en championnat qatari. La Ligue a notamment retenu son nom aux côtés de l'Italien Marco Verratti, de son compatriote Sebastiano Esposito et d'autres joueurs qui se sont illustrés durant cette journée.

Cette nomination vient couronner une prestation de haut niveau et témoigne de l'influence grandissante de Mahrez dans le dispositif d'Al-Shamal. Son expérience du très haut niveau, sa qualité de pied gauche et sa capacité à créer des occasions continuent de faire de lui un élément déterminant dans le secteur offensif de son équipe.

À bientôt 35 ans, l'ancienne star de Manchester City et désormais ex-capitaine de la sélection algérienne, démontre qu'il conserve intactes ses qualités techniques et son sens du jeu. Une nouvelle distinction individuelle qui confirme que Mahrez reste l'un des joueurs les plus suivis et les plus influents du championnat qatari.

Hakim S.

NORVÈGE

Chiakha désigné meilleur joueur du mois

L'international algérien Amine Chiakha a été désigné meilleur joueur du championnat norvégien pour les mois de septembre et octobre, confirmant ainsi son éclatante dynamique sous les couleurs du club de Rosenborg. Auteur de performances remarquables avec huit buts et deux passes décisives en sept matchs sur cette période, l'attaquant algérien a été plébiscité par un jury conjoint de la Ligue norvégienne de football et de la chaîne TV2. Cette distinction majeure sa fulgurante progression, lui qui avait déjà remporté le prix du meilleur jeune joueur en juillet et en août dernier. Désormais meilleur buteur du championnat avec un total de 18 réalisations et quatre passes décisives depuis le début de la saison, Chiakha s'impose indiscutablement comme l'atout offensif numéro un de Rosenborg, attirant tous les regards grâce à sa redoutable efficacité devant le but.

MONDIAL U17

La République Dominicaine remplace les États-Unis face à l'Algérie

Suite au retrait de la sélection américaine en raison du contexte sécuritaire au Moyen-Orient, la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) a officiellement désigné l'équipe de la République Dominicaine pour la remplacer lors de la Coupe du Monde U17 au Qatar. Ce changement de dernière minute redessine la phase de poules pour les jeunes Fennecs.

La décision est tombée et vient mettre fin aux spéculations. La République Dominicaine prendra officiellement la place des États-Unis dans le groupe 10 de la Coupe du Monde des moins de 17 ans. La sélection américaine avait préalablement annoncé son forfait, invoquant des préoccupations sécuritaires liées aux tensions actuelles dans la région du Moyen-Orient, un retrait définitivement acté par les instances dirigeantes du football mondial.

Avec cette intégration de la République Dominicaine, le tableau du groupe 10 est désormais complet. L'équipe nationale algérienne affrontera donc ce nouvel adversaire, aux côtés des deux autres nations de cette poule, à savoir le Chili et le Monténégro.

Ce remaniement permet au tournoi de maintenir son organisation initiale à l'approche du coup d'envoi.

La Coupe du Monde U17, qui se déroulera sur le sol qatari du 19 novembre au 13 décembre prochain, rassemblera un total de 48 équipes. Les jeunes joueurs algériens comptent bien tirer leur épingle du jeu dans cette compétition d'envergure internationale et espèrent signer un parcours mémorable malgré ce récent changement d'adversaire.

Fahem Benaïssa prêt à bousculer la hiérarchie à gauche

Convoqué pour la première fois en équipe nationale afin de pallier le forfait de Jaouen Hadjam, le latéral gauche de Mantova, Fahem Benaissa, affiche ses ambitions. À l'aube de la double confrontation face au Togo dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2027, le joueur de 24 ans s'est confié sur ses qualités, l'accomplissement de son rêve et ses premières impressions au sein des Verts.

Appelé par le sélectionneur national pour renforcer le couloir gauche de la défense, Fahem Benaissa compte bien saisir cette opportunité pour s'imposer. Le joueur évoluant en Serie B italienne a défini avec précision ce qu'il pouvait offrir à la sélection nationale. Dans une déclaration accordée au site officiel de la Fédération algérienne de football, il a mis en avant ses principales forces sur le terrain : « Ce que je peux apporter à la sélection se résume à mes capacités techniques, ma vitesse sur le couloir et ma puissance physique. »

Au-delà de l'aspect purement tactique, cette convocation représente l'aboutissement d'un rêve de longue date pour le jeune défenseur, ainsi qu'un immense motif de satisfaction pour ses proches. Il a partagé son émotion en affirmant : « Rejoindre l'équipe nationale algérienne a toujours été un objectif pour moi, et ma famille en est également très fière. »

Ses premiers pas avec le groupe l'ont par ailleurs conforté dans son enthousiasme. Impressionné par la qualité de ses nouveaux coéquipiers, Benaissa est revenu sur ses débuts lors du rassemblement : « C'était une très bonne séance d'entraînement. J'ai pu découvrir l'équipe et les choses se sont très bien passées. Le niveau technique est élevé, et c'était vraiment fantastique. Je suis très heureux et extrêmement fier de recevoir cette convocation. »

Face aux absences de certains cadres habituels à ce poste, dont Jaouen Hadjam pour cause de blessure et Rayan Aït-Nouri, Fahem Benaissa espère désormais bénéficier de la confiance du staff technique pour fouler la pelouse face au Togo, aux côtés d'autres options défensives comme Ramy Bensebaini et Ahmed Touba.

PLUS FORT QUE SALAH ET OSIMHEN

L'année stratosphérique d'Amine Gouiri

L'attaquant algérien de l'Olympique de Marseille, Amine Gouiri, réalise une année 2026 exceptionnelle. Actuel leader du classement des joueurs africains les plus décisifs, il devance des pointures du continent telles que Mohamed Salah, Victor Osimhen et Sadio Mané. S'il maintient ce cap, il s'apprête à offrir à l'Algérie un exploit statistique inédit depuis plus d'une décennie. Auteur de performances remarquables tant avec son club qu'avec l'équipe nationale, Amine Gouiri s'est imposé comme le joueur africain le plus influent offensivement de cette année civile. Selon les données publiées par le compte spécialisé PopFoot arrêtées à début novembre 2026, l'international algérien totalise 30 implications directes sur des buts. Avec 23 réalisations et 7 passes décisives, il domine un classement continental très relevé, prouvant sa grande régularité au plus haut niveau.

La concurrence reste pourtant féroce dans son sillage. Le Guinéen Serhou Guirassy et le buteur nigérian Victor Osimhen partagent la deuxième place avec 26 contributions chacun, affichant un bilan identique de 23 buts et 3 passes décisives. L'Égyptien Mohamed Salah les accompagne à ce même palier de 26 actions décisives, grâce à ses 19 buts et 7 offrandes. Le quinté de tête est complété par l'international sénégalais Sadio Mané, qui culmine à 22 contributions (14 buts et 8 passes décisives).

La suite de ce prestigieux classement met également en lumière d'autres talents nord-africains et africains. Le Marocain Ismaël Saibari se positionne au sixième rang avec 21 implications, suivi par l'ancien capitaine de Verts-Riyad Mahrez, qui compte 15 actions décisives. Le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang figure également dans ce palmarès avec 13 contributions offensives. Si Amine Gouiri parvient à conserver cette première place jusqu'à la fin de l'année 2026, il inscrira une ligne marquante dans l'histoire moderne du football algérien. Il deviendrait le premier joueur du pays à achever une année civile au sommet de ce classement depuis au moins 2015. Une telle prouesse viendrait briser une hégémonie de longue date, principalement dictée par Mohamed Salah (leader sur sept des dix dernières années), Sadio Mané (2019) et plus récemment Serhou Guirassy (2025).

TOGO - ALGÉRIE

« Nous jouerons à 11 contre 11 », prévient Djené Dakonam

Avant la double confrontation face aux Fennecs dans le cadre des qualifications pour la Coupe d'Afrique des Nations, le capitaine de la sélection togolaise a tenu un discours plein d'assurance. Il estime que la rigueur tactique et l'esprit d'équipe permettront à son pays de rivaliser avec la redoutable formation algérienne.

Le défenseur de Getafe refuse de se laisser impressionner par le statut des "Guerriers du Désert" et aborde ce défi avec une immense motivation. Alors que le Togo se prépare à défier l'Algérie au stade Hocine Aït Ahmed de Tizi Ouzou avant de la recevoir quelques jours plus tard à Lomé, Djené Dakonam a tenu à dédramatiser l'enjeu en rappelant que le prestige d'une équipe ne garantit pas la victoire. « Le football, comme je le dis toujours, se décide sur le terrain. Je pense que nous serons capables de faire face à cet adversaire en jouant avec un groupe soudé et discipliné », a-t-il déclaré aux médias, insistant sur le fait que la cohésion de son effectif sera leur meilleure arme.

Pour les Éperviers, l'objectif est d'engranger le maximum de points lors de ces deux rencontres décisives afin de préserver leurs chances de qualification au sein de leur groupe. Conscient de l'intensité du défi qui attend ses coéquipiers, le capitaine togolais prône le dépassement de soi tout en évitant toute appréhension inutile face au leader actuel du classement. « Nous devons tout donner et ne pas nous mettre sous pression avant le match. C'est du football, et nous jouerons à 11 contre 11 », a-t-il martelé avec conviction. Il conclut en soulignant l'importance de l'application tactique : « Si nous faisons preuve de discipline, essayons de minimiser les erreurs et fournissons les efforts nécessaires offensivement et défensivement, je crois que nous serons vraiment en mesure de tenir tête à cette équipe. »

FEYENOORD

Newcastle passe à l'offensive pour Hadj Moussa

Étincelant sous les couleurs de Feyenoord, l'ailier international algérien attise les convoitises en Premier League. Newcastle United suit de très près ses performances et prépare une approche pour le mercato hivernal. Le nom d'Anis Hadj Moussa résonne de nouveau avec insistance dans les coulisses du mercato européen. L'attaquant de 24 ans a récemment tapé dans l'œil des recruteurs de Newcastle. Selon le journaliste anglais Lee Ryder, spécialiste de l'actualité des Magpies, le club de Premier League suit de très près les excellentes performances du joueur avec le club néerlandais et l'a placé parmi ses priorités pour renforcer son secteur offensif dès la fenêtre des transferts de janvier. Cette offensive anglaise n'est d'ailleurs pas une totale surprise, Newcastle ayant déjà étudié la faisabilité de ce transfert dans les derniers jours du mercato estival précédent avant de repousser son approche officielle. La situation contractuelle du joueur ajoute une difficulté majeure pour ses prétendants. Lié à Feyenoord par un bail de longue durée s'étirant jusqu'à l'été 2030, le club de Rotterdam se trouve dans une position de force absolue pour négocier. L'écurie néerlandaise n'a aucune obligation de vendre à court terme et n'acceptera de céder son international algérien qu'en cas d'offre irrefusable correspondant à sa valorisation.

MANCHESTER CITY

Un géant italien devance United dans la course pour Rayan Aït-Nouri

À l'approche du mercato hivernal, la bataille s'intensifie pour s'attacher les services du latéral algérien Rayan Aït-Nouri. Alors que Manchester United voyait en lui la solution idéale à ses problèmes défensifs sur le flanc gauche, la Juventus semble avoir pris une longueur d'avance dans les négociations pour sécuriser le joueur dès le mois de janvier.

Manchester United fait face à une rude concurrence sur le marché des transferts. Les « Red Devils », qui cherchent désespérément à renforcer un couloir gauche considérablement affaibli par les blessures de Luke Shaw et de Patrick Dorgu depuis le début de la saison 2026-2027, ont fait du recrutement de l'international algérien une priorité absolue. Cependant, l'entrée en scène d'un cador du football italien vient de bousculer leurs plans.

Selon les informations de la Gazzetta dello Sport, le départ de Rayan Aït-Nouri lors de la fenêtre de transferts de janvier est désormais considéré comme une certitude. Le joueur souffre en effet d'un manque cruel de temps de jeu cette saison et n'entre pas dans les plans de base de l'entraîneur italien Enzo Maresca. Si le club anglais dispose d'un avantage certain en ayant la capacité financière de formuler une offre de transfert définitif dès cet hiver, les rapports indiquent que c'est bel et bien la Juventus qui mène actuellement la danse.

La « Vieille Dame » a déjà amorcé des contacts préliminaires pour attirer le défenseur, concrétisant ainsi un intérêt qui remonte au mercato estival. Face à ses propres contraintes financières, la direction turinoise privilégie une stratégie mesurée : elle étudie la possibilité de conclure un prêt en janvier, assorti d'une clause permettant de transformer l'opération en transfert définitif à l'été 2027. Cette formule permettrait au club italien de limiter ses dépenses immédiates tout en s'assurant un renfort de poids pour consolider sa place en Serie A et viser la qualification en Ligue des Champions.

Face à cette offensive concrète, la direction de Manchester United se trouve sous forte pression. Le club devra réagir promptement s'il ne veut pas voir cette cible prioritaire lui échapper, au risque de voir ses lacunes défensives se prolonger pour la deuxième moitié de la saison.

USM ALGER

Le Stade Brestois sur la piste d'Ahmed Khaldi

L'attaquant vedette de l'USM Alger, Ahmed Khaldi, récolte les fruits de ses récentes performances XXL sur la scène continentale. Surnommé "l'homme des finales" pour son efficacité redoutable dans les matchs décisifs, le joueur de 28 ans se retrouve désormais dans le viseur de plusieurs clubs du championnat de France, séduits par sa capacité à faire basculer les grandes rencontres.

Le récent sacre en Supercoupe d'Afrique face aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns a servi de véritable vitrine pour l'ailier algérien. Lors de cette victoire probante (3-1), Khaldi a éclaboussé la rencontre de son talent en délivrant une passe décisive pour son coéquipier Zakaria Draoui sur l'ouverture du score, avant de sceller lui-même le sort du match en inscrivant le troisième but.

Cette prestation de haut vol lui a logiquement valu le trophée de meilleur joueur de la rencontre.

Si des cadors égyptiens comme Al Ahly et le Pyramids FC avaient déjà commencé à tâter le terrain en vue d'un éventuel transfert, l'intérêt s'est récemment déplacé vers l'Hexagone.

Des clubs français de Ligue 1, familiers du marché algérien à l'image du Stade Brestois, surveillent attentivement son évolution. Ce ne sont pas nécessairement les mastodontes du championnat qui se positionnent, mais plutôt des formations à la recherche de profils offensifs percutants capables de décanter des situations complexes.

Sur le plan contractuel, la valeur du natif d'Alger est estimée à 800 000 euros par les plateformes spécialisées, mais il dispose d'une clause libératoire d'un million d'euros incluse dans son contrat avec l'USM Alger, lequel court jusqu'en 2029.

Cette cote de popularité grimpante s'explique par une régularité impressionnante dans les rendez-vous à enjeux.

Ahmed Khaldi a en effet réussi l'exploit de marquer lors de quatre finales distinctes sous le maillot usmiste : deux fois consécutivement en finale de la Coupe d'Algérie face au CR Belouizdad (2025 et 2026), contre les Égyptiens de Zamalek en finale de la Coupe de la Confédération Africaine en 2026, et enfin lors de la récente Supercoupe d'Afrique.

Un tableau de chasse exceptionnel qui pourrait très prochainement lui ouvrir les portes du football européen.

JOURNÉE MONDIALE DU DIABÈTE

Agir tôt pour réduire le nombre de cas non diagnostiqués

Plus de 40 % des personnes vivant avec le diabète dans le monde ignorent qu'elles sont atteintes de la maladie. À l'occasion de la Journée mondiale du diabète, célébrée aujourd'hui le 14 novembre, la campagne 2026 met l'accent sur l'importance du diagnostic précoce, de l'accès aux soins et de la lutte contre la stigmatisation.



Ph : DR

Un message qui rappelle qu'identifier la maladie à temps permet d'agir avant l'apparition de complications. Le diabète peut parfois s'installer sans faire de bruit. Alors que certaines personnes présentent des symptômes facilement reconnaissables, d'autres peuvent vivre avec la maladie pendant une longue période sans savoir qu'elles sont concernées. C'est précisément ce retard de diagnostic que la campagne de la Journée mondiale du diabète 2026 entend mettre en lumière. Placée sous le thème « Agir tôt contre le diabète » (Early action on diabetes), l'édition 2026 insiste sur la nécessité de renforcer le diagnostic précoce et de garantir aux personnes atteintes un accès à une prise en charge complète. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), plus de 40 % des personnes vivant avec le diabète dans le monde ne sont pas diagnostiquées. La méconnaissance des symptômes constitue l'un des facteurs pouvant retarder la consultation. Une soif excessive, des mictions fréquentes, une fatigue inhabituelle ou encore une vision trouble peuvent faire partie des signes du diabète. Toutefois, leur absence ne signifie pas nécessairement que la maladie est inexistante. Le diabète de type 1 apparaît généralement de manière plus rapide et peut provoquer des symptômes importants en peu de temps. À l'inverse, le diabète de type 2, qui représente la majorité des cas, peut se développer progressivement et rester longtemps silencieux. Cette évolution discrète explique pourquoi certaines personnes ne découvrent leur diabète qu'à l'occasion d'un bilan médical ou après l'apparition d'une complication. Être diagnostiqué permet avant tout d'accéder aux soins, aux traitements et aux conseils nécessaires pour contrôler la maladie. Le diagnostic précoce offre également la possibilité d'adopter rapidement des mesures destinées à limiter les complications liées à une hyperglycémie prolongée. Le diabète peut en effet affecter progressivement plusieurs organes et augmenter notamment le risque de maladies cardiovasculaires, d'atteintes rénales, de troubles de la vision et de complications au niveau des nerfs et des pieds. Agir tôt signifie donc identifier la maladie, mais aussi mettre rapidement en place un suivi adapté, en fonction du type de diabète et de la situation de chaque patient.

UN OBJECTIF MONDIAL POUR 2030 :

La réduction du nombre de personnes vivant avec un diabète non diagnostiqué constitue désormais une priorité internationale. Parmi les cinq objectifs mondiaux de couverture du diabète soutenus par les États membres de l'OMS figure celui de parvenir, d'ici 2030, à diagnostiquer 80 % des personnes vivant avec le diabète. Cet objectif traduit une évolution importante dans la lutte contre la maladie « il ne suffit plus uniquement de développer les traitements, il faut également parvenir à identifier les personnes qui en ont besoin ». Le dépistage et le diagnostic précoce deviennent ainsi des éléments essentiels de la prévention des complications et de l'amélioration de la qualité de vie.

RECONNAÎTRE LES SIGNES, CONSULTER SANS ATTENDRE :

La Journée mondiale du diabète 2026 rappelle ainsi une règle simple : plus le diabète est identifié tôt, plus il est possible d'agir rapidement. Une soif inhabituelle, des envies fréquentes d'uriner, une fatigue persistante ou des troubles de la vision doivent notamment inciter à demander un avis médical. Mais au-delà des symptômes, les personnes présentant des facteurs de risque doivent également discuter avec un professionnel de santé de la nécessité d'un dépistage. Le message de cette édition est donc clair « ne pas attendre les complications pour découvrir le diabète ». Mieux connaître la maladie, reconnaître ses signes et faciliter l'accès au diagnostic sont autant de moyens d'agir plus tôt et de réduire le poids du diabète sur les individus comme sur les systèmes de santé.

L. Zeggane

JOURNÉE MONDIALE DU DIABÈTE :

La SADIAB réunit les spécialistes à Alger pour son 27e Congrès national

La Société algérienne de diabétologie (SADIAB) organise, depuis jeudi 12 et jusqu'à aujourd'hui, samedi 14 novembre, son 27e Congrès national à Djamaâ El-Djazaïr, à Alger. Cette rencontre scientifique réunit des spécialistes et des professionnels de santé autour des dernières avancées en matière de prévention, de diagnostic et de prise en charge du diabète. Le programme de cette édition s'articule autour de plusieurs thématiques majeures, notamment les liens entre le diabète et les maladies cardiovasculaires, les complications rénales, l'obésité, le cancer et la santé mentale. Une attention particulière est également accordée au diabète chez les enfants, les adolescents et les femmes enceintes. Les nouvelles approches thérapeutiques, la médecine de précision et l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine de la diabétologie figurent également parmi les principaux axes des discussions. Les participants abordent, par ailleurs, les stratégies de prévention du pied diabétique et des amputations, ainsi que les moyens d'améliorer l'éducation thérapeutique des patients. Le congrès comprend des conférences plénières, des symposiums scientifiques, des ateliers pratiques et des communications libres, répartis sur cinq salles. Un symposium conjoint entre la SADIAB et l'Association européenne pour l'étude du diabète (EASD) figure également au programme, témoignant de l'ouverture de cette rencontre aux échanges scientifiques internationaux. Au total, 265 communications scientifiques sont présentées sous forme de posters électroniques. Elles font l'objet d'une évaluation par un jury, avec une remise de prix aux meilleures contributions. En marge des travaux scientifiques, un « Village du diabète » est organisé samedi à la promenade des Sablettes. Cette initiative prévoit notamment des activités de sensibilisation, des actions de dépistage de l'hypothyroïdie, des animations consacrées à l'activité physique, ainsi que la participation d'associations et de professionnels de santé. La dernière journée du congrès coïncide avec la célébration de la Journée mondiale du diabète et sera marquée par une cérémonie de clôture ainsi que par la remise des Prix SADIAB 2026.

À travers cette rencontre, la Société algérienne de diabétologie entend renforcer la collaboration entre les différentes spécialités médicales, favoriser le partage des connaissances et contribuer à l'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes de diabète en Algérie.

L. Z.

CANCER DE LA PROSTATE :

L'importance du dépistage précoce et de la sensibilisation

Le cancer de la prostate demeure une préoccupation majeure de santé publique en Algérie. Avec 4 344 nouveaux cas enregistrés en 2024, cette pathologie figure parmi les cancers les plus fréquents chez les hommes. Invité de l'émission « Inebgi n-Tasebhit » (L'invité de la matinale) de la Chaîne 2 de la Radio algérienne, le professeur Fouad Rabahi, chef du service d'urologie au CHU Mustapha-Pacha d'Alger et représentant du ministère de la Santé, a insisté sur l'importance du dépistage précoce et de la sensibilisation. Selon le spécialiste, le cancer de la prostate représente environ 16 % de l'ensemble des cancers masculins. Son évolution est notamment liée au vieillissement de la population, mais également aux changements des habitudes alimentaires et du mode de vie.

« LE PREMIER FACTEUR DE RISQUE EST L'ÂGE »

« Le premier facteur de risque est l'âge. L'espérance de vie a augmenté et notre société a profondément changé », a expliqué le Pr Rabahi, soulignant que la maladie peut évoluer pendant plusieurs années sans provoquer de symptômes apparents. « Le cancer de la prostate est un tueur silencieux. Il peut être présent sans aucun symptôme. C'est justement pour cette raison que le dépistage est important », a-t-il averti. Il a rappelé que l'évaluation repose notamment sur le dosage du PSA, associé à l'examen clinique et au toucher rectal. En cas d'anomalie, une IRM prostatique et d'autres examens peuvent être nécessaires. Le spécialiste a également insisté sur l'importance des antécédents familiaux dans l'identification des personnes à risque. Il a toutefois mis en garde contre « le dépistage systématique non encadré », rappelant que le PSA n'est pas, à lui seul, un marqueur spécifique du cancer et que son interprétation doit relever du médecin, afin notamment d'éviter le surdiagnostic et les biopsies inutiles. Sur le plan thérapeutique, le Pr Rabahi a souligné les progrès enregistrés en Algérie dans les domaines de la chirurgie, de la radiothérapie et des traitements médicamenteux. Il a également évoqué « le projet d'introduction de robots chirurgicaux » pour améliorer la précision des interventions et préserver davantage la qualité de vie des patients. À l'occasion de Novembre Bleu, des actions de sensibilisation et de dépistage gratuit sont organisées au CHU Mustapha-Pacha pour encourager les hommes à consulter. Le professeur a enfin insisté sur le rôle des médecins généralistes dans la prévention et l'orientation des patients, appelant à « lever les tabous » et à consulter en cas de troubles urinaires.

L. Z.



PAR MANEL SEGHILANI

TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'Algérie met en avant ses investissements dans la résilience des réseaux à Doha

Les travaux de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (PP-26) se poursuivent, ce mardi, dans la capitale qatarie, Doha, avec la participation de 194 États membres.

À cette occasion, l'Algérie a mis en avant ses investissements dans le renforcement de ses infrastructures de télécommunications et le développement de la connectivité à l'échelle africaine. Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a pris part au dialogue ministériel de haut niveau organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT), lors d'une session à huis clos consacrée à la résilience des réseaux et des services de télécommunications. Intervenant à cette occasion, le ministre a présenté les efforts déployés par l'État algérien ainsi que les investissements consentis dans les infrastructures de télécommunications, en vue de garantir la continuité des services et de préserver la souveraineté nationale sur les réseaux. Sid Ali Zerrouki a également évoqué les investissements de l'Algérie destinés à renforcer la connectivité avec d'autres pays africains, notamment à travers le projet de dorsale transsaharienne à fibre optique, qui constitue un axe important de la stratégie nationale de développement des infrastructures numériques et de désenclavement du continent. En marge de cette conférence, le ministre a tenu une série de rencontres bilatérales avec ses homologues de la République populaire de Chine, de l'Afrique du Sud, de la République démocratique du Congo, du Commonwealth des Bahamas et de l'Estonie, ainsi qu'avec des responsables de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), l'organisation chargée de la coordination des noms de domaine et des adresses IP.



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'Algérie envisage la réalisation d'un centre de données en partenariat avec la Chine

L'Algérie envisage la réalisation d'un projet stratégique portant sur la mise en place d'un centre de données dédié à l'intelligence artificielle (IA), au sein de l'École nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA), à Sidi Abdellah, en partenariat avec la Chine.

Les contours de ce projet ont été examinés lors d'une réunion tenue lundi soir entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, et une délégation chinoise, a indiqué le ministère dans un communiqué. Les discussions ont notamment porté sur les aspects techniques et d'ingénierie de cette future infrastructure, en particulier les équipements technologiques, les installations nécessaires, le calendrier prévisionnel de réalisation ainsi que les exigences environnementales et réglementaires. Ces échanges visent à réunir les conditions nécessaires à la concrétisation de cette infrastructure stratégique, conformément aux normes internationales, précise la même source.

Selon le ministère, ce projet constitue une avancée majeure dans le renforcement des capacités nationales en matière de calcul haute performance et de développement des infrastructures numériques et de recherche. Il ambitionne également de consolider le positionnement de l'Algérie en tant que pôle régional dans le domaine de l'intelligence artificielle. Cette initiative s'inscrit, par ailleurs, dans une démarche de coopération internationale fondée sur le transfert de connaissances et de technologies, ainsi que sur le développement des compétences et des capacités nationales dans les technologies de pointe.

MICROSOFT

Une panne technique perturbe plusieurs services à travers le monde

Une vaste panne technique a provoqué des perturbations dans plusieurs services de Microsoft à travers le monde, notamment la messagerie Outlook, la plateforme de communication Teams et la suite Microsoft 365, empêchant de nombreux utilisateurs d'accéder à leurs outils de travail, de communication et de partage de fichiers.

Les premières perturbations ont été signalées jeudi et leurs conséquences se faisaient toujours sentir, suscitant des interrogations quant à une éventuelle cyberattaque, compte tenu de l'ampleur de l'incident et du nombre d'entreprises et d'institutions touchées dans différents pays. Microsoft a toutefois indiqué n'avoir détecté aucun signe d'activité malveillante à l'origine de la panne, précisant que ses investigations portent essentiellement sur des défaillances techniques liées à son infrastructure. Selon les explications fournies par le groupe américain, l'incident aurait débuté avec la mise hors service inattendue d'un nombre important de serveurs. Cette situation a entraîné le transfert de la charge de fonctionnement vers les serveurs encore opérationnels, provoquant une surcharge et réduisant leur capacité à traiter les demandes des utilisateurs. L'entreprise a également identifié des dysfonctionnements au niveau des systèmes de surveillance de l'état des serveurs, chargés de vérifier leur disponibilité et leur réactivité. Elle examine, par ailleurs, l'éventuelle responsabilité de récentes modifications apportées aux paramètres de configuration, sans avoir encore établi de cause définitive. Les perturbations ont également touché d'autres services de l'écosystème cloud de Microsoft, notamment Exchange Online, SharePoint et OneDrive, ainsi que certaines fonctionnalités de son assistant d'intelligence artificielle Copilot. Les utilisateurs ont notamment rencontré des difficultés pour accéder à leurs boîtes de messagerie, envoyer des courriels, charger des conversations, partager des fichiers ou utiliser certaines applications dépendant des services du groupe.

DES ENTREPRISES ET INSTITUTIONS ÉGALEMENT TOUCHÉES

L'ampleur de la panne a été illustrée par les données du site Downdetector, qui a enregistré près de 130 000 signalements de dysfonctionnements concernant Outlook aux États-Unis au plus fort de l'incident. Les répercussions ne se sont pas limitées aux utilisateurs individuels. Plusieurs entreprises et institutions en Australie et dans des pays asiatiques ont également été affectées. Certaines intégrations entre les services de Microsoft et d'autres plateformes ont, en outre, connu des perturbations, notamment celles impliquant des services liés aux entreprises OpenAI et Anthropic. Cet incident met en évidence l'interdépendance croissante des infrastructures numériques. La défaillance de composants essentiels chez un seul fournisseur de services cloud peut ainsi provoquer des perturbations en chaîne sur d'autres applications et plateformes qui reposent sur ses infrastructures pour fonctionner.

LA PISTE D'UNE CYBERATTAQUE ÉCARTÉE À CE STADE

Malgré l'ampleur de la panne, aucun élément rendu public ne permet, pour l'heure, d'établir un lien avec une éventuelle cyberattaque. Microsoft a affirmé n'avoir détecté aucune activité malveillante associée à l'incident. Des médias ont également rapporté les déclarations du ministre australien des Affaires intérieures, Tony Burke, selon lequel l'entreprise ne pensait pas être confrontée à une attaque informatique.

Le responsable australien a évoqué certaines similitudes avec l'incident provoqué par l'entreprise de cybersécurité CrowdStrike en juillet 2024.

À l'époque, une mise à jour logicielle défectueuse avait entraîné la paralysie de millions d'appareils fonctionnant sous Windows, affectant notamment les secteurs du transport aérien, des services bancaires et de la santé.

Toutefois, cette comparaison porte essentiellement sur l'ampleur des perturbations et ne permet pas de conclure que la panne actuelle de Microsoft résulte, elle aussi, d'une mise à jour défectueuse. Les investigations se poursuivent afin d'en déterminer précisément les causes techniques.

IA

Anthropic enrichit Claude avec de nouveaux outils bureautiques pour concurrencer Microsoft

La société américaine spécialisée dans l'intelligence artificielle Anthropic poursuit le développement de son assistant Claude, en lui intégrant de nouvelles fonctionnalités destinées à élargir ses capacités et à le transformer en un véritable environnement de travail numérique. Après plusieurs mises à jour majeures au cours des derniers mois, l'outil est désormais capable de se connecter à des applications et services externes via des serveurs MCP (Model Context Protocol), tout en offrant davantage de fonctionnalités directement intégrées à son interface.

L'entreprise ne se limite toutefois plus à cette interconnexion avec des applications tierces. Elle a commencé à doter Claude de fonctionnalités internes comparables à celles de plusieurs logiciels populaires, notamment dans la conception d'images, de pages web et de présentations grâce à son outil « Design ». Dans cette dynamique, Anthropic vient de dévoiler une nouvelle série d'outils bureautiques intégrés à son assistant, laissant entrevoir ses ambitions de concurrencer Microsoft, acteur majeur du secteur des logiciels de productivité, selon le site technologique américain Gizmodo. Trois nouvelles fonctionnalités ont ainsi été annoncées : « Claude Sheets », « Claude Whiteboards » et « Claude Meetings ». Comme leurs appellations l'indiquent, ces outils proposent différentes solutions destinées à faciliter le travail des utilisateurs et à rivaliser avec les applications bureautiques déjà bien établies. « Claude Sheets », notamment, se positionne comme un concurrent direct de Microsoft Excel et de Google Sheets.

DES OUTILS BUREAUTIQUES DIRECTEMENT INTÉGRÉS À CLAUDE

Contrairement aux logiciels bureautiques classiques, les nouvelles fonctionnalités d'Anthropic ne se présentent pas sous la forme d'applications indépendantes qu'il faut télécharger ou ouvrir séparément, à l'image d'Excel ou de Google Sheets. Elles sont directement intégrées à Claude et peuvent être activées en fonction des besoins de l'utilisateur. Concrètement, il suffit de formuler une demande en langage naturel, comme dans une conversation ordinaire, pour que l'assistant prépare un tableau de données adapté aux besoins exprimés. Claude génère alors le document et l'affiche directement dans une fenêtre dédiée au sein de l'interface de discussion, permettant à l'utilisateur de le consulter et de le modifier sans avoir à télécharger un fichier ni à recourir à un logiciel externe. Le fonctionnement de « Claude Whiteboards » repose sur le même principe. L'outil permet de créer et de manipuler différents contenus visuels directement depuis l'interface de Claude, sans nécessiter le recours à des applications tierces ou à des connecteurs externes. Cette intégration permet ainsi à l'assistant de prendre en charge une grande partie des opérations liées aux feuilles de calcul et aux tableaux blancs, notamment la création de formules, la réalisation de calculs ainsi que la génération de graphiques et de représentations visuelles. L'objectif est de rendre ces fonctionnalités accessibles au plus grand nombre, y compris aux utilisateurs ne disposant pas de connaissances préalables sur Excel ou Google Sheets.

ALORS QUE MOSCOU DISCUTE AVEC WASHNIGTON ET KIEV

Les Européens se disputent et espèrent y participer

L'Union européenne veut participer aux négociations sur l'Ukraine, mais ses dirigeants peinent à désigner un émissaire. À Dublin, hier, , le débat oppose trois camps, rapporte Politico. António Costa et Kaja Kallas sont envisagés, tandis que Paris et Berlin tiennent à conserver leurs propres contacts avec Moscou.



Hier, , les dirigeants des 27 pays de l'Union européenne (UE) se sont retrouvé à Dublin, en Irlande, pour une réunion informelle du Conseil européen. L'intelligence artificielle devait occuper la place centrale, mais le sujet de la participation de l'Europe dans les négociations sur l'Ukraine s'est invité à la discussion. Après les pourparlers d'Abou Dhabi, menés sans eux, les Européens veulent retrouver un siège à la table. Le choix de leur porte-parole les divise. Certains préfèrent confier les discussions à un responsable des institutions de l'UE. Paris et Berlin tiennent, eux, à garder leurs propres contacts avec Moscou. Politico distingue trois camps.

TROIS CAMPS, AUCUNE VOIX COMMUNE

Le premier groupe soutient António Costa, président du Conseil européen, l'institution qui réunit les dirigeants des 27 États membres. L'Estonie, la Pologne et le Luxembourg voient en lui un candidat responsable devant les capitales. Giorgia Meloni, Première ministre italienne, n'exclut pas non plus ce choix. La France et l'Allemagne ne veulent pas laisser aux institutions de Bruxelles le monopole des discussions. Emmanuel Macron et Friedrich Merz souhaitent conserver leurs propres canaux diplomatiques. Berlin défend le format E3, qui réunit l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, même si ce dernier ne fait plus partie de l'UE. Jeudi, à Dublin, Emmanuel Macron a déclaré : « Il faut donc qu'on reprenne l'initiative de la discussion avec la Russie, en Européens, et c'est à ce moment-là que le format sera défini. » Le président français veut d'abord une position commune avant de choisir qui la portera. Un troisième camp mise sur Kaja Kallas, responsable de la diplomatie de l'UE. Sa ligne dure envers la Russie ne convainc toutefois pas tous les Européens. Selon Politico, un diplomate a jugé sa candidature si peu crédible qu'il l'a qualifiée de plaisanterie.

MOSCOU DISCUTE, BRUXELLES SE DISPUTE

Les pourparlers entre la Russie, les États-Unis et l'Ukraine se sont tenus les 10 et 11 novembre à Abou Dhabi, sans représentant européen. Le 12 novembre, Vladimir Poutine recevait à Moscou les envoyés américains Steve Witkoff et Jared Kushner. Le président russe leur a déclaré : « Nous aimerions beaucoup que vous, messieurs, ainsi que l'administration américaine dans son ensemble, travailliez avec vos alliés européens afin qu'ils décident ce qu'ils veulent en fin de compte : la paix ou la guerre en Ukraine ? » Zelensky a lui aussi pressé les Européens de choisir leur représentant avant la fin novembre.

Après avoir réclamé leur participation aux négociations, les Vingt-Sept doivent encore régler une question qu'ils sont seuls à pouvoir trancher. La rivalité entre Bruxelles, Paris et Berlin complique leur retour dans les discussions.

R. I.

POURPARLERS SUR L'UKRAINE

L'Europe est reléguée aux bars des hôtels

Les 10 et 11 novembre, la Russie et les États-Unis ont repris les pourparlers, avec la présence d'une délégation ukrainienne, au sujet d'une nouvelle architecture internationale de sécurité et du conflit en Ukraine, sans que l'Union européenne ou des pays de l'UE soient conviés à ces pourparlers, alors que certains ont fait le déplacement, dont le chef de la diplomatie française, sans réussir à y prendre part. Pour la présidente de l'association Comitas Gentium France-Russie, animatrice du site Russie Politics. Karine Bechet, « la Russie a durci le ton, mettant les atlantistes face à leur hypocrisie ».

La Russie a décidé de lier et de traiter dans l'ordre suivant les deux questions fondamentales, indique Karine Bechet, tout d'abord, poursuit-elle « celle d'une nouvelle architecture de sécurité, puis le conflit en Ukraine », écrit-elle dans une contribution, à RT en français. Comme l'a déclaré Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, le règlement du conflit atlantiste en Ukraine contre la Russie « n'est en réalité qu'un élément du débat plus général, qui est celui de la création d'une architecture de sécurité internationale pour le continent européen ». On pourrait ajouter, que la question d'une architecture de sécurité internationale dépasse le cadre européen, ce qui justifie par ailleurs les discussions avec les États-Unis, puisque la sécurité européenne n'est elle-même qu'un élément de la sécurité internationale. C'est à ce prix, que l'on pourra atteindre une certaine stabilité mondiale. Et le passage des représentants américains à Moscou pour, dans la foulée, en discuter avec Vladimir Poutine le montre bien. La logique russe est imparable. Rappelons-nous, qu'avant le lancement de l'opération militaire spéciale en 2022, le Président Poutine avait rencontré le Président américain Biden et proposé de revoir le système de sécurité international, dont l'inefficacité n'était déjà plus à démontrer. Les États-Unis ont refusé et préféré le conflit, certes pas direct, mais par l'intermédiaire du proxy ukrainien. En ce sens, la guerre en Ukraine aurait pu être évitée, si un accord avait été trouvé. Elle est bien ainsi une conséquence d'une cause plus profonde et systémique : l'effondrement de l'architecture de sécurité internationale, issue de la Seconde Guerre mondiale, déformée après la chute de l'URSS et désormais ne répondant plus à la nouvelle réalité géopolitique.

L'OTAN, EN REVANCHE, ÉTAIT REPRÉSENTÉE AU SEIN DE LA DÉLÉGATION AMÉRICAINE, CE QUI ILLUSTRE LA DISPARITION DIPLOMATIQUE DE L'EUROPE ET SA MISE SOUS LA TUTELLE DES ÉTATS-UNIS.

Les Européens ont accouru à Abou Dhabi, se sont fièrement entretenus en privé avec les Ukrainiens et les Américains, mais malgré les déclarations du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, ils n'ont pas participé aux négociations elles-mêmes. La Russie y était opposée et a tenu ferme, face à la pression américaine et de l'OTAN. L'OTAN, en revanche, était représentée au sein de la délégation américaine, ce qui illustre la disparition diplomatique de l'Europe et sa mise sous la tutelle des États-Unis. Et ce pour des questions aussi importantes, que celle de sa sécurité. Les représentants de l'UE, notamment l'incontournable Kaja Kallas, se sont écriés qu'il était impossible de traiter de la question de la sécurité en Europe sans l'Union européenne. Il leur a été prouvé, que cela était possible. L'Union européenne ayant fait disparaître l'Europe, celle-ci est reléguée aux bars des hôtels, comme le chef de la délégation russe, Médinsky, l'a souligné. En revanche, lors de la conférence de presse après les deux journées de discussions, il a déclaré que le système européen de sécurité a besoin d'une révision totale, puisqu'il ne fonctionne plus. D'une manière générale, il faut mettre en place un dispositif de sécurité qui soit plus équitable. Mais l'équité n'est pas du goût des atlantistes : cette architecture leur convient parfaitement, tant qu'elle leur permet de garantir leur pouvoir. Ils ne la remettront en cause, que lorsqu'elle deviendra contre-productive pour eux. Si objectivement des problèmes existent, et cette structure de sécurité internationale commence à montrer sa faiblesse, notamment en ne permettant pas d'éviter les conflits là où les élites nationales résistent et en ne permettant pas non plus de toujours les résoudre à leur avantage, les Américains tentent encore, à leur manière, de la raccommoder. En particulier en faisant reporter le coût sur les pays vassaux, surtout européens. Et l'UE est là pour y veiller. Le seul moyen pour la Russie, aujourd'hui, de conduire les Américains à accepter de revoir fondamentalement cette structure, c'est de leur démontrer qu'elle devient toxique pour eux et qu'elle n'est pas « soignable ». Reste alors le second state : faire accepter une telle architecture et de l'imposer. Ce qui n'est pas dans l'intérêt des atlantistes, car cela remettrait en cause l'un des fondements de leur pouvoir. Un élément d'équité serait, par exemple, la reconnaissance juridique des nouvelles frontières russes, qui s'appuie, d'une part, sur la chute de l'étaticité en Ukraine après 2014 et, d'autre part, sur la volonté des populations y vivant. Comme l'a affirmé Médinsky : là où le drapeau russe a été levé, il ne peut être enlevé. Or, nous voyons que cela est une impasse : un accord ne peut être trouvé, pas plus aujourd'hui que lors des Accords de Minsk. À ce second stade, le seul moyen pour la Russie de pouvoir faire accepter un dispositif de sécurité équitable est de l'imposer. Car cela signifierait la capitulation des atlantistes. Or, encore faut-il être en mesure d'imposer. Et cela passe, entre autres, par une victoire militaire incontestable sur le front ukrainien. On ne négocie pas ce qui est en réalité la capitulation de l'ennemi, quand celui-ci a encore des ressources et la volonté de vous infliger une défaite stratégique. Or, pour les atlantistes, leurs difficultés sur le front ukrainien ne sont que passagères, le but n'a pas changé. Les faibles résultats de cet énième round de négociations l'ont démontré.

Par : Karine Bechet, docteur en droit public, présidente de l'association Comitas Gentium France-Russie, animatrice du site Russie Politics.

IRAN

Téhéran annonce « la destruction d'un radar américain » à Bahreïn

L'Iran affirme avoir frappé et détruit, un radar américain à Bahreïn, « en représailles à une attaque contre une installation de télécommunications dans le sud iranien ». Washington et Manama n'ont pas confirmé la frappe. La fragile accalmie entre Washington et Téhéran vacille. Dans la nuit du de jeudi à vendredi, les Gardiens de la révolution iraniens ont annoncé avoir frappé un radar américain d'alerte avancée à Bahreïn. Selon un communiqué relayé par l'agence Tasnim, les forces aérospatiales iraniennes auraient « ciblé et détruit » l'installation. Les dégâts éventuels restent inconnus. Téhéran présente cette opération comme une riposte à une attaque aérienne contre une tour de télécommunications à Sirik, dans la province iranienne d'Hormozgan, sur le littoral du détroit d'Ormuz. La veille, l'agence officielle IRNA avait évoqué des tirs « ennemis » sur cette localité, sans identifier leurs auteurs. Les Gardiens parlent d'un « avertissement sérieux » et promettent une réponse sans limites si de nouvelles attaques se produisent.

UNE CORDE DE PLUS EN PLUS SENSIBLE

Cette revendication constitue la première visant des équipements militaires américains dans un pays du Golfe depuis début septembre. La cible annoncée est particulièrement sensible : Bahreïn accueille le quartier général de la Ve flotte américaine, chargée notamment des opérations navales dans le Golfe. Une attaque confirmée contre son dispositif de surveillance marquerait une nouvelle escalade régionale. Elle intervient dans un contexte de pressions contradictoires. Donald Trump a affirmé que l'Arabie saoudite, le Qatar et d'autres pays du Golfe lui avaient demandé de suspendre de nouvelles frappes d'envergure contre l'Iran, tout en assurant être capable de détruire rapidement ses infrastructures. Les médiations régionales se heurtent toujours au blocus naval américain des ports iraniens et aux désaccords sur le nucléaire.

R. I.

IRLANDE

Une voiture du convoi de Zelensky visée par des jets d'œufs

Une voiture de l'escorte de Volodymyr Zelensky a été visée par des jets d'œufs à Dublin, lors du 9e sommet de la Communauté politique européenne jeudi. Parallèlement, près d'un millier de personnes ont manifesté dans la capitale pour préserver « la neutralité militaire de l'Irlande » et dénoncer la hausse des dépenses d'armement.

R. I.

ESPAGNE

Le tribunal ordonne « la cessation complète des activités de l'organisation néonazie Noyau national (NN) »

Le tribunal a ordonné la cessation complète des activités des néonazis du Noyau national, la fermeture de leur siège social et le blocage de leurs profils sur les réseaux sociaux, rapporte, hier, le journal El Mundo.



Ph : DR

Plus de vingt armes à feu de différents calibres ont été saisies, et la police affirme que ses membres ont été entraînés en Ukraine. Le juge a ordonné « la cessation complète des activités de l'organisation néonazie Noyau national (NN) et la fermeture de ses sièges à Madrid, Burgos et Valladolid, ainsi que le blocage du contenu numérique de ses profils sur les réseaux sociaux » après l'arrestation de 14 de ses membres vendredi dernier. En outre, les détenus ont été soumis à des mesures de précaution telles que le retrait de leurs passeports, une interdiction de quitter le pays et des comparutions hebdomadaires devant le tribunal , comme l'a indiqué la Direction générale de la police ce jeudi. Dans le cadre de l'opération de police de vendredi dernier, la Police nationale a arrêté 14 membres de l'organisation à Madrid (5), Valladolid (2), Asturies (3), Guadalajara (1), Pontevedra (1), Burgos (1) et Alicante (1) et a effectué 12 perquisitions, dont celle au siège du groupe à Madrid, situé dans un quartier de bureaux haut de gamme à Las Tablas. Parmi les personnes arrêtées figurent les principaux dirigeants et figures connues de l'organisation néonazie, qui, depuis deux ans, utilise les cagoules et les vêtements noirs comme emblèmes et a formé le parti politique Novembre national avec pour objectif déclaré la « conquête de l'État ».

PLUSIEURS MEMBRES DU NÚCLEO NACIONAL SE SONT RENDUS EN UKRAINE EN AOÛT DERNIER

Les personnes arrêtées sont accusées d'association de malfaiteurs, de crimes haineux et de port d'armes illégal. Ce dernier chef d'accusation concerne la possession de pistolets à impulsion électrique, de matraques télescopiques et de poings américains. Plus de vingt armes à feu ont également été saisies lors des perquisitions. Selon le résumé de police intégré à l'enquête, rapporte le quotdien El Mundo « plusieurs membres du Núcleo Nacional se sont rendus en Ukraine en août dernier pour apprendre à utiliser des armes de guerre et établir des contacts avec d'autres organisations dans le but de préparer un « soulèvement armé » en Espagne. Durant leur séjour en Ukraine, les néonazis ont établi des contacts avec la 12e brigade de Azov. Plusieurs photographies publiées sur les réseaux sociaux les montrent équipés de gilets pare-balles et de matériel tactique , ainsi qu'en train de s'entraîner au tir avec des fusils d'assaut AK-47 . Le détenu le plus notoire est Iván Rico , porte-parole et principal agitateur du Núcleo Nacional, qui, jusqu'à récemment, dissimulait son visage derrière une cagoule lorsqu'il s'exprimait au mégaphone et apparaissait dans les vidéos de propagande du groupe. Sur les réseaux sociaux, il utilisait le pseudonyme « Una Rana Baneada » (La Grenouille Bannie) , sous lequel il diffusait des contenus dont ceux sur les « 25 points du national-socialisme ». Lors d'une réunion avec de nouveaux membres à Madrid, il a ouvertement reconnu le caractère raciste du mouvement : « Nous sommes racistes ou racialistes. » Il est le fils d'Enrique Rico Pérez, ancien conseiller municipal du Parti populaire (PP) à Valdeolmos-Alalpardo. Par ailleurs, El Mundo rapporte que, parmi les personnes arrêtées figure Enrique Lemus , l'un des principaux instigateurs du projet politique et un lien avec l'ancienne extrême droite espagnole. Issu de Démocratie nationale, il a participé à des manifestations de soutien au libraire néonazi Pedro Varela et s'est présenté à plusieurs élections sans être élu. Il a pris la parole lors de la présentation de Noviembre Nacional en avril 2024 et a été chargé de l'enregistrement du parti auprès du Registre des partis politiques. Aussi, parmi les personnes arrêtées figure également , rapporte la même source Alberto Gonzalo de Juan, alias Alberto Pugilato , vétéran du mouvement skinhead et chanteur néonazi.

R. I.

EXPLOSION D'UN VÉHICULE À MOSCOU

Un ex-conseiller de l'ancien PM ukrainien grièvement blessé

Une voiture a explosé dans le sud de la capitale russe hier matin. Selon le Comité d'enquête russe, « le conducteur blessé est Sergueï Zavorotny, journaliste international et ex-conseiller de l'ancien Premier ministre ukrainien Nikolaï Azarov » rapportent les médias russes. Une enquête pénale pour tentative de meurtre a été ouverte. Dans la matinée du 13 novembre, une voiture a explosé dans le sud de Moscou. La police, les secours et les pompiers se sont rendus sur les lieux. Le conducteur a été blessé dans l'explosion et est actuellement hospitalisé. Le Comité d'enquête de Russie a ouvert une enquête pénale pour tentative de meurtre, les circonstances restent à déterminer. Selon des témoins, l'explosion a provoqué des secousses dans les immeubles d'habitation voisins, et le véhicule a été projeté à plusieurs mètres, après quoi une épaisse fumée s'est dégagée. D'après la Direction principale des enquêtes du Comité d'enquête de Russie, la victime est Sergueï Zavorotny, journaliste international et ancien conseiller de l'ex-Premier ministre ukrainien Nikolaï Azarov. Il a été conduit dans l'un des hôpitaux de Moscou, où il reçoit des soins médicaux. Une source au sein des forces de l'ordre a rapporté à RT que l'homme avait perdu un bras, subi une contusion cérébrale ainsi que des fractures ; son état est jugé moyennement grave. Nikolaï Azarov a déclaré à TASS qu'il cherchait à clarifier les circonstances de cette explosion qui a touché son ancien conseiller. La veille, une autre explosion s'est produite à Saint-Pétersbourg : une voiture s'est embrasée alors qu'elle sortait d'une cour. Le conducteur a été tué sur le coup. Le Comité d'enquête russe a ouvert une enquête pénale pour meurtre d'un militaire, sans révéler son identité.

R. I.

POUR DES PROJETS CLIMATIQUES

Le Brésil annonce à la Cop31 un plan visant à mobiliser 7 milliards de dollars

Le Brésil a annoncé jeudi une initiative de financement qui devrait mobiliser environ 39 milliards de reais (7 milliards de dollars américains) pour la transition énergétique, la décarbonation industrielle et d'autres projets de développement durable au Brésil. Le président de la Banque brésilienne de développement (BNDES), Aloizio Mercadante, a fait cette annonce lors de la 31e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP31) à Antalya, en Turquie, en présence du président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva. Cette initiative réunit la BNDES, banque publique brésilienne, le Fonds vert pour le climat (FVC) et des investisseurs privés, dans le but de mobiliser des fonds publics et des financements multilatéraux pour attirer des capitaux privés et développer les investissements dans les projets climatiques au Brésil. Le Fonds vert pour le climat (FVC) a approuvé un financement de 1,39 milliard de réal (250 millions de dollars) pour le Fonds de transition catalytique Brésil (CTF), géré par Brookfield, et de 278 millions de réaux (50 millions de dollars) pour le fonds Flying Rivers Capital. Ces deux fonds ont été sélectionnés suite à un appel à propositions de financement climatique lancé par la BNDES en 2025. Dans le cadre de cette initiative, la BNDES investira 1,1 milliard de réais (197,8 millions de dollars) dans le CTF et 540 millions de réais (97,1 millions de dollars) dans Flying Rivers. La banque avait précédemment alloué 870 millions de réais (156,5 millions de dollars) à Just Climate Brasil, un fonds géré par Generation Investment Management, société de gestion d'actifs fondée par l'ancien vice-président américain Al Gore. Ces trois fonds visent à lever un total de 13 milliards de reais (2,34 milliards de dollars) de capitaux propres. Selon la BNDES, chaque reais investi en fonds propres devrait attirer au moins deux reais supplémentaires sous forme de financement par emprunt, portant le financement potentiel des projets climatiques à environ 39 milliards de reais (7 milliards de dollars). « Les contributions approuvées constituent une reconnaissance internationale de la qualité des projets et de la capacité du Brésil à mobiliser des capitaux climatiques », a déclaré Mercadante. Il a déclaré que la participation du GCF renforce la stratégie de la banque consistant à combiner les fonds publics nationaux, les financements internationaux concessionnels et les investissements privés afin d'améliorer les conditions de financement des projets de décarbonation à grande échelle et de transition écologique. La COP31, qui se déroulera jusqu'au 20 novembre, réunit à Antalya des représentants gouvernementaux, des organismes multilatéraux, des institutions financières et des organisations internationales pour discuter du financement climatique, de la réduction des émissions et de la transition vers des économies à faibles émissions de carbone.

R. I.

TURQUIE

Quatre morts dans un crash d'hélicoptère à Malatya

Quatre (4) militaires ont été tués dans un crash d'hélicoptère dans l'est de la Turquie, a indiqué le ministère de la Défense .« 4 de nos héroïques camarades d'armes ont été tués lorsque notre hélicoptère S-70 s'est écrasé à Malatya pour des raisons qui n'ont pas encore été déterminées », a déclaré le ministère dans un communiqué publié jeudi sur les réseaux sociaux. La carcasse a été localisée et les opérations de secours ont immédiatement débuté, a-t-on ajouté de même source. Des images télévisées ont montré des ambulances et des camions de pompiers dépêchés sur les lieux.

R. I.

RETARDS DANS LE TUNNEL SOUS LA MANCHE

Une alerte à la bombe interrompt le trafic ferroviaire dans le nord de la France

L'alerte lancée à Calais s'ajoute à la vague de fausses alertes qui, depuis deux semaines, a touché des avions, des médias et des écoles dans plusieurs pays européens. Une alerte à la bombe a interrompu le trafic ferroviaire à la gare de Calais-Fréthun, dans le nord de la France, jeudi matin, provoquant des retards sur les Eurostar reliant Paris à Londres. Ces perturbations ont également affecté plusieurs lignes ferroviaires intérieures en France, ainsi que certaines liaisons à destination et en provenance de la capitale britannique. Cette alerte intervient dans un contexte de fausses alertes qui secoue l'Europe depuis deux semaines et a déjà touché des avions, des médias et des établissements scolaires dans plusieurs pays du continent. Ce jeudi, au moins 1 800 centres éducatifs italiens ont de nouveau été visés, bien qu'aucun engin explosif n'ait été découvert. Le Premier ministre italien a d'ailleurs ordonné le maintien en activité des bâtiments. La préfecture du Pas-de-Calais a émis une alerte tôt jeudi matin, prévenant que les contrôles pourraient perturber la circulation dans le secteur. Quelques heures plus tard, elle a confirmé sur les réseaux sociaux que les contrôles s'étaient déroulés sans incident et que la circulation avait repris normalement. La SNCF a rétabli le trafic ferroviaire en milieu de matinée après autorisation de la gendarmerie. Les trains Eurostar ne desservent pas Calais-Fréthun, mais y transitent pour rejoindre le tunnel sous la Manche . La compagnie a expliqué qu'à la demande des autorités françaises, la circulation avait été impossible pendant l'alerte.

R. I.

FIN DES OPÉRATIONS DE DÉMINAGE DE L'ONU AU SAHARA OCCIDENTAL

Vingt ans d'acquis humanitaires menacés

Le Bureau sahraoui de coordination de l'action contre les mines (SMACO) a mis en garde contre les graves conséquences de l'arrêt des opérations de déminage et du retrait des organismes onusiens concernés, notamment la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), soulignant que cette situation ne saurait exonérer la communauté internationale, et en premier lieu l'ONU, de ses responsabilités en matière de protection des civils et de garantie de la continuité de l'action humanitaire.



Ph : DR

Dans un communiqué publié mercredi soir, à l'occasion de la fin des opérations de déminage menées dans le cadre du mandat de la MINURSO, le Bureau sahraoui a alerté sur les graves répercussions de l'arrêt de ces opérations et du retrait des organismes onusiens concernés, notamment la MINURSO. Cette situation a, selon la même source, créé un vide sécuritaire et humanitaire dans une région qui continue de faire face à de multiples menaces, liées aussi bien aux mines et aux restes explosifs de guerre qu'aux attaques visant les civils au moyen de drones.

SMACO APPELE L'ONU, LES BAILLEURS DE FONDS ET LES PARTENAIRES INTERNATIONAUX À GARANTIR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LUTTE ANTIMINES

Face à ces développements, le Bureau sahraoui a affirmé que la fin de ces opérations "ne dégage nullement la communauté internationale, en particulier les Nations unies et les parties concernées, de leurs responsabilités en matière de protection des civils et de garantie de la continuité de l'action humanitaire".Il a estimé que la cessation de ces activités, sans garanties quant à leur poursuite ni mise en place de mécanismes alternatifs de surveillance et de protection, constitue "une source de vive préoccupation" et nécessite "une intervention internationale urgente" afin de remédier aux conséquences de ce vide. Dans ce contexte, il a appelé l'ONU, les bailleurs de fonds et les partenaires internationaux à garantir la continuité des activités de lutte antimines au Sahara occidental et à ne pas abandonner les zones contaminées sans traitement. Il a également plaidé pour l'octroi du soutien nécessaire aux institutions sahraouies compétentes, le renforcement de leurs capacités techniques et humaines, la poursuite des programmes de sensibilisation aux dangers des mines et des restes explosifs de guerre, ainsi que la prise en charge des victimes. Le Bureau a, en outre, appelé à la mise en place de mécanismes internationaux efficaces, notamment avec la participation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), pour surveiller et documenter les attaques visant les civils et garantir que leurs auteurs répondent de leurs actes. Par ailleurs, le Bureau sahraoui a salué "près de vingt années d'action humanitaire ininterrompue, marquées par les efforts, les sacrifices et les investissements humains et financiers consentis par les travailleurs du secteur, en coordination avec les différents partenaires, pour protéger les civils, réduire les risques liés aux mines et aux restes explosifs de guerre, dépolluer les terres contaminées et sécuriser les déplacements et les conditions de vie. Il a rappelé que, depuis la création du programme de lutte antimines au Sahara occidental en 2006, d'importantes réalisations humanitaires et opérationnelles avaient été accomplies, avec le déminage et la dépollution d'environ 150 millions de mètres carrés de terrains contaminés, comprenant 43 champs de mines et 508 zones répertoriées comme contaminées par des sous-munitions. Selon le communiqué, ces réalisations comprennent également la vérification de la sécurité de plus de 50.000 kilomètres de routes et de pistes, la neutralisation de plus de 30.000 mines et engins explosifs, ainsi que la sensibilisation de plus de 80.000 personnes parmi les populations locales et nomades aux dangers des mines et des restes explosifs de guerre. Ce bilan constitue, selon le Bureau, un acquis humanitaire et professionnel important, rendu possible grâce au dévouement des travailleurs et des partenaires, et ayant contribué à sauver des vies, à réduire les accidents, à renforcer la sensibilisation des populations et à développer des compétences nationales dans le domaine de la lutte anti-mines. Malgré ces avancées, le Bureau sahraoui a toutefois alerté sur l'aggravation des dangers liés aux mines, soulignant que certaines zones, parmi les plus fortement contaminées par les mines et les restes explosifs de guerre, n'ont jamais fait l'objet d'opérations de dépollution, exposant ainsi les civils et les populations nomades à un danger permanent.

R. I.

POUR IBRAHIM NAMAIWA, CONSULTANT INDÉPENDANT

« En réagissant à l'arrivée de soldats algériens, l'UE porte atteinte à sa propre réputation"

L'Algérie a déployé des militaires au Niger et pour Ibrahim Namaiwa, consultant indépendant « la présence de soldats algériens au Niger découle directement des accords de coopération entre les deux pays ». Rappelant que ce déploiement est une première depuis 1973 et la guerre israélo-arabe, au micro du media «Zone de Contact », Ibrahim Namaiwa, estime que « la sécurisation des grands projets communs » algéro-nigérien , notamment la Transsaharienne et l'exploitation pétrolière, « justifie cette coopération militaire » entre les deux pays. Poursuivant que « c'est tout à fait logique que lorsque l'on a des grands projets tels que la transsaharienne et l'exploitation du pétrole, c'est tout à fait normal que les deux parties puissent mettre en commun leurs fonds pour sécuriser les installations, les infrastructures et même les personnels qui vont travailler dans ces ouvrages » d'autant plus que les risques des menacesn contre les intérêts de ces deux pays ainsi que des peuples de la région ne sont pas inexistants. L'intervenant est revenu ensuite sur les déclarations d'Anouar El-Anouni, porte-parole de la Commission européenne, qui ont suscité de vive critiques, de la part non seulement de l'Algérie, ayant amené l'UE de retirer les propos de son porte-parole. Selon lui, les propos tenus par ce porte parole de l'UE « ont porté atteinte à la crédibilité de l'institution européenne » et soulève selon lui « des questions sur sa position à l'égard des États souverains ». Décalant que « ca porte atteinte, si vous voulez, à la réputation de cette institution-là, si elle a encore un peu de réputation » et d'ajouter « puisqu'on voit une institution comme l'Union Européenne qui se laisse prendre en otage par un lobby composé de quelques individus en son sein, de certaines chancelleries » a-t-il précisé.

R. I.

A LA COP31 EN TURQUIE

Le Mali somme les grands pollueurs à assumer leur dette climatique

À la COP31 en Turquie, le Premier ministre malien Abdoulaye Maïga a appelé les grands pollueurs à reconnaître leur responsabilité historique et à financer l'adaptation des pays vulnérables. Face à la désertification et au poids de la dette, Bamako défend aussi ses ambitions solaires et réclame des partenariats respectueux de sa souveraineté. À la COP31 d'Antalya, le Mali a mis les pays industrialisés devant leurs responsabilités. Jeudi 12 novembre, le Premier ministre Abdoulaye Maïga, représentant le président Assimi Goïta, a dénoncé le décalage entre les engagements climatiques des grandes puissances et la vulnérabilité des États sahéliens. « Reconnaissez votre responsabilité historique, honorez vos engagements, accélérez vos réductions d'émissions de gaz à effet de serre », a-t-il lancé aux principaux pays pollueurs. Pour Bamako, les États qui ont le moins contribué au réchauffement ne doivent pas en payer seuls la facture. L'appel porte autant sur la baisse effective des émissions que sur l'accès à des financements permettant de s'adapter aux dérèglements déjà à l'œuvre.

LES EFFORTS ÉNERGÉTIQUES DU MALI

Le Mali illustre cette injustice climatique. Désertification, dégradation des terres et sécheresses fragilisent une économie largement dépendante de l'agriculture, tandis que l'insécurité complique la protection des populations.

Maïga a insisté sur un autre obstacle : la dette, qui limite la marge de manœuvre des pays vulnérables. « La protection de nos populations ne doit pas être compromise par le poids de la dette », a-t-il plaidé. Le chef du gouvernement a aussi défendu les engagements maliens.

Bamako prévoit 4 142 mégawatts de capacités solaires, en complément de projets hydroélectriques et nucléaires.

Sa nouvelle feuille de route climatique vise une réduction de 25,25 % des émissions d'ici 2035, par rapport à un scénario de référence, dans l'énergie, l'agriculture et les déchets. Ces objectifs restent tributaires des investissements et des moyens mobilisés. Tout en se disant prêt à coopérer, le Mali exige des partenariats respectueux de sa souveraineté et de ses choix stratégiques.

À Antalya, où les négociations se poursuivent jusqu'au 20 novembre, la question centrale demeure celle du passage des promesses financières aux réalisations concrètes.

R. I.

RD CONGO

28,8 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë

La faim continue d'atteindre des niveaux alarmants en République démocratique du Congo (RDC), où 28,8 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, a indiqué le Programme alimentaire mondial (PAM). S'appuyant sur les nouvelles données de la Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC), couvrant la période du 21 septembre au 2 novembre, le PAM a averti, dans un communiqué publié jeudi, que "le nombre de personnes touchées pourrait dépasser les 30 millions entre janvier et juin 2027".Les données révèlent également qu'environ 3,6 millions de personnes sont confrontées à une situation d'urgence alimentaire. "Derrière ces chiffres se trouvent des vies humaines, notamment celles de femmes, de personnes déplacées et d'enfants, a alerté Alain Akpadji, représentant résident du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) en RDC, lors d'un atelier organisé dans la capitale, Kinshasa, à l'occasion de la présentation de ces données. Les provinces orientales du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri restent les régions les plus durement touchées. Selon Akpadji, dans de nombreuses régions concernées, l'insécurité alimentaire est étroitement liée à la persistance des conflits et des violences, qui limitent l'accès aux terres, perturbent la production agricole, les marchés et les moyens de subsistance des populations, malgré des terres particulièrement fertiles et un important potentiel agricole. De son côté, Benjamin Toirambe, responsable au ministère congolais de l'Agriculture, a assuré que "le gouvernement s'efforcerait de mobiliser des ressources importantes au profit des ministères concernés afin d'améliorer la situation alimentaire des communautés locales".

R. I.

ALGER

Projection du film "Capitaine Vassil Valtchanov"

Le long métrage documentaire "Capitaine Vassil Valtchanov" du regretté réalisateur Djamel Bendedouche, a été projeté jeudi soir à Alger en avant-première et en hommage à ce capitaine de marine bulgare qui avait assuré une livraison secrète d'armes aux combattants de l'Armée de libération nationale (ALN) en mai 1960.



Ph : DR

En présence de l'ambassadrice de la République de Bulgarie en Algérie, Mme Mariana Boyadjieva, le documentaire de 70 mn, accueilli à la Cinémathèque d'Alger, dresse le portrait de ce marin bulgare qui a mené, en mai 1960, à bord de son navire marchand "Breza", une mission extrêmement périlleuse. Cet acte de soutien à la Révolution algérienne, a consisté en la livraison secrète d'une cargaison d'armes, destinées à l'ALN, depuis le port de Varna en Bulgarie vers les côtes de Tripoli, en Libye, lieu de récupération de l'artillerie. Produit par une société de production privée et le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, le film s'appuie sur des archives, des entretiens de moudjahidine et d'historiens ainsi que différents témoignages dont notamment celui de Vassil Valtachanov (1915- 2017) qui a relaté dans le détail, de son vivant, le déroulement de cette mission "délicate et hautement risquée", évoquant son contexte politico-historique. Cette mission, avait-il confié, a été "particulièrement délicate" car, elle consistait à naviguer dans des zones d'eaux étroitement surveillées et hautement contrôlées par les forces navales françaises en mer méditerranéenne. Le documentaire recueille également des témoignages de moudjahidine et d'historiens, qui ont mis l'accent sur la mission héroïque de Vassil Valtchanov, qualifiant cette livraison d'armes de geste "fort" et "important" envers le peuple algérien en lutte pour son indépendance, à un moment où l'approvisionnement en armes était particulièrement difficile et risqué. D'autre part, le documentaire met en lumière des faits et des évènements durant la Guerre de libération nationale notamment les manifestations du 11 décembre 1960 et les massacres du 17 octobre 1961, le "Réseau Jeanson" (Porteurs de valise), un groupe de militants de soutien au FLN (Front de libération nationale) pendant la Guerre de libération nationale, revisités à travers les témoins qui ont contribué à ce documentaire. "+Capitaine Vassil Valtchanov+ est un hommage à ce capitaine bulgare, connu pour avoir transporté secrètement une importante cargaison d'armes destinée aux valeureux combattants de la Révolution de novembre 1954", a souligné le producteur de ce documentaire. Le projet, a-t-il précisé, a impliqué des "recherches approfondies, de témoignages et d'entretiens réalisés en Bulgarie avant le décès du témoin clé, Vassil Valtchanov notamment, appuyé par des historiens et des hommes politiques algériens qui ont vécu cet épisode de la Guerre de libération nationale.

LITTÉRATURE

L'auteur britannique M. John Harrison remporte le Booker Prize

Le Booker Prize, prestigieux prix littéraire qui récompense des œuvres de fiction en anglais, a été attribué au Britannique Michael John Harrison, dit M. John Harrison, pour son roman post-apocalyptique "The End of Everything", lors d'une cérémonie à Londres lundi soir. Peu connu du grand public malgré une œuvre prolifique, cet auteur de science-fiction devient à 81 ans le doyen des lauréats de cette prestigieuse récompense dotée de 50.000 livres (près de 60.000 euros). Sous le coup de l'émotion, le lauréat a hésité quelques instants sur scène, peinant à ajuster ses lunettes pour lire son discours, avant de lancer au public: "Je ne m'attendais vraiment pas à me retrouver ici ce soir". "J'ai enfin l'impression d'être un vrai écrivain : je manque totalement de confiance en moi", a-t-il encore plaisanté dans son court discours. électionné pour la première fois, M. John Harrison s'est imposé face à deux grands favoris : le Jamaïcain Marlon James pour "The Disappearers" et le Britanno-Américain Douglas Stuart pour "John of John". Tous deux avaient déjà été couronnés de ce prix respectivement en 2015 et 2020. "The End of Everything", 13e roman de M. John Harrison, s'est imposé "tant par la qualité extraordinaire de sa plume que par son immense ambition", avait loué plus tôt lundi la présidente du jury, l'historienne Mary Beard, lors d'une conférence de presse.

CATASTROPHE MYSTÉRIEUSE

L'intrigue se déroule dans une Angleterre frappée par une catastrophe mystérieuse dans un futur proche.
Philip Tennent survit en récupérant sur le littoral du Kent des objets rejetés par la mer, jusqu'au jour où sa découverte d'un "artefact" étrange, capable de se transformer et d'imiter les humains, l'entraîne dans une quête qui va changer son destin et celui de sa tante Marnie. De nombreuses questions restent sans réponse: qu'est-ce que le "iGhetti", entité énigmatique dont l'arrivée à Londres semble à l'origine de la dislocation ambiante? Qu'est-il arrivé au continent européen, qui semble avoir disparu? Comme souvent chez M. John Harrison, l'intrigue compte moins que l'atmosphère et les questionnements philosophiques. Parallèlement, le romancier sème son histoire d'allusions au Brexit, à la pandémie de Covid-19 et à l'invasion de la technologie dans notre quotidien, faisant écho à des préoccupations très actuelles. L'auteur avait expliqué dans un entretien au Booker Prize que son livre était né d'une interrogation simple: "que se passe-t-il lorsque toutes nos attentes et nos explications du monde deviennent une catastrophe permanente, et que nous devons tout de même mener notre vie?".

L'OMBRE DE L'IA

"C'est un livre qui vous retourne complètement, suscite un sourire ironique, et, chose surprenante vu le sujet, vous laisse avec une pointe d'optimisme", a commenté Mary Beard, citée dans un communiqué, ajoutant que "l'un des points centraux du livre est que si une telle apocalypse survient, elle sera tout simplement incompréhensible — et les anciennes règles n'auront plus cours".
Elle a aussi souligné que le livre faisait écho aux inquiétudes autour de l'IA.
Cette question a aussi été au cœur des préoccupations des juges tout au long du processus de sélection, qui les a vus passer en revue 163 ouvrages pour n'en retenir que six en finale.
Né à Rugby en 1945, M. John Harrison, qui a arrêté ses études à 18 ans, est l'auteur de nombreux ouvrages de science-fiction, dont la saga "Viriconium" (1971-1984) et le remarqué "Light" (2002), premier tome d'une trilogie connue sous le nom de "The Kefahuchi Tract", réputés comme des œuvres majeures du genre.
Il succède à l'écrivain britanno-hongrois David Szalay, lauréat du Booker Prize en 2025 pour son roman "Flesh", sur l'itinéraire et l'ascension sociale d'un homme taciturne de sa Hongrie natale jusqu'à Londres.
Les six finalistes de l'édition 2026 ont rendez-vous avec la reine Camilla, impliquée dans la promotion de la lecture avec sa fondation, qui les accueillera au cours d'une réception en présence également des membres du jury.

TINDOUF

Le Festival culturel national du monologue et des arts dramatiques en décembre

La wilaya de Tindouf abritera, du 8 au 13 décembre prochain, la cinquième édition du Festival culturel national du monologue et des arts dramatiques, placée sous le slogan "L'âme qui s'exprime, révélation et créativité", a-t-on appris jeudi auprès du commissariat du festival. Le commissaire du festival, Idriss Benhadid, a indiqué que le programme de cette manifestation culturelle, dédiée à la mémoire de l'artiste défunt Ismaïl Boughnama, prévoit la présentation de plusieurs spectacles théâtraux, ainsi que l'organisation de rencontres artistiques, d'activités culturelles et d'ateliers de formation au profit des participants. Il a ajouté que les œuvres théâtrales en compétition seront évaluées par un jury composé d'universitaires et de spécialistes du domaine théâtral. Dans le même contexte, il a souligné que cette édition est dédiée à l'artiste défunt Ismaïl Boughnama, en hommage à ses contributions au théâtre national, à ses œuvres artistiques et à son parcours dans le domaine de l'interprétation, ainsi qu'à son riche répertoire créatif, notamment dans le domaine de l'écriture théâtrale. Il a également affirmé que les préparatifs relatifs à l'établissement des listes des troupes participantes, des invités et des bénéficiaires des ateliers de formation étaient achevés, en vue d'assurer la réussite de cette manifestation culturelle, qui vise à promouvoir l'activité théâtrale et à encourager la créativité artistique.

MUSÉE AHMED-ZABANA D'ORAN

Rencontre scientifique consacrée au zellige

Le Musée public national Ahmed-Zabana d'Oran organisera, ce samedi, une rencontre scientifique intitulée "Le zellige : mémoire des lieux et esthétique du patrimoine", à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'art islamique, a indiqué jeudi la direction de l'établissement.
Cette initiative culturelle et scientifique vise à mettre en lumière la valeur esthétique et civilisationnelle de cet art ancestral, tout en soulignant ses dimensions historique, artistique et patrimoniale, a précisé la même source. La rencontre réunira un panel de chercheurs, d'universitaires et de spécialistes du patrimoine et des arts islamiques, qui présenteront plusieurs communications autour de thématiques variées. Celles-ci porteront notamment sur les carreaux de céramique conservés au Musée public national Ahmed-Zabana, leur étude archéologique et artistique, l'histoire du zellige algérien, ainsi que les techniques de fabrication et les procédés de réalisation. Les manifestations de l'art islamique en Andalousie seront également au programme. Cette rencontre constituera également un espace d'échange de connaissances et d'expériences, permettant d'aborder les différentes dimensions artistiques et civilisationnelles du zellige, considéré comme l'une des composantes majeures du patrimoine architectural islamique et un témoin de la richesse du legs culturel et de la diversité de ses expressions esthétiques. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le musée pour valoriser ses collections, faire connaître les différentes formes du patrimoine matériel et renforcer la sensibilisation à l'importance de sa préservation et de sa transmission aux générations futures.
Elle vise également à consolider le rôle de l'institution muséale dans la dynamisation de la vie culturelle et scientifique, a souligné la direction du musée.

Recette du jour



Couscous

Ingrédients pour 4 personnes:

- 2 courgettes
- 2 aubergines
- 1 petit kilo de carottes suivant la taille
- 4 navets
- 1 fenouil
- 2 poivrons (1 rouge et 1 vert)
- 1 boîte moyenne de pois chiches
- 1/2 botte de céleri en branches
- Piments (1 frais ou 2 petits séchés)
- 1/2 kilo de tomates
- 4 morceaux de mouton
- 4 morceaux de boeuf
- 1 poule
- 8 merguez
- Semoule
- Harissa,
- raz-el-hanout Cumin en grain
- 1 petite boîte de concentré de tomate
- Huile
- Beurre
- Sel

PRÉPARATION

1_Epluchez les carottes et les navets, coupez tous les légumes à peu près de la même taille.

2_Dans le couscoussier, mettez 3 ou 4 cuillères à soupe d'huile, puis mettre à chauffer. Quand l'huile est chaude, faites-y revenir les morceaux de viande (mouton, bœuf, poulet).

3_Lorsque ceux-ci sont bien dorés, ajoutez les légumes, le concentré de tomates, 1 à 2cuillères à café de graines de cumin, le sel et le raz-el-hanout. Puis recouvrez d'eau et laissez cuire au moins ½ journée (plus c'est réchauffé meilleur c'est).

4_Lorsque c'est cuit, préparez la semoule et les merguez. Pour la semoule, mettez la quantité voulue dans un saladier, mettez de l'huile pour que celle-ci soit bien enrobée et salez. Faites chauffer de l'eau, et recouvrez la semoule avec celle-ci puis couvrez jusqu'à absorption. Enfin, émiettez-la avec les doigts et le beurre. Faites cuire les merguez à la poêle.

Note du chef

Servez le tout bien chaud avec des bols de sauce mélangée avec de la harissa.

Bon appétit !

Gâteau du Jour

Cake moelleux au chocolat facile



Ingrédients :

- 100 g de farine
- 200 g de chocolat noir
- 1 c.à. soupe bombée de cacao en poudre
- 3 oeufs
- 1 sachet de levure chimique
- 1 sachet de sucre vanillé
- 100 g de beurre pommade
- 100 g de sucre en poudre
- 4 cuillères à soupe de lait
- 1 pincée de sel
- 50 g de pépites de chocolat (plus y'en a mieux c'est)

Préparation :

Préchauffez votre four à Th.6 (180°C).

Mettez le beurre et le chocolat à fondre au bain marie ou au micro-ondes.

Mélangez la farine, le cacao, la pincée de sel et la levure chimique dans un saladier.

Dans un autre saladier, mélangez les oeufs le sucre vanillé et le sucre jusqu'à obtenir un mélange mousseux puis incorporez le chocolat et le beurre fondu continuer à mélanger en ajoutant le mélange farine cacao levure. Ajouter le lait, la pâte doit avoir une consistance onctueuse. Si ce n'est pas le cas ajouter quelques cuillères de lait.

Ajoutez en dernier les pépites de chocolat.

Versez la pâte à cake dans un moule beurré et fariné ou dans deux petits moules à cake en carton, parsemer quelques pépites de chocolat.

Faites cuire dans votre four durant 25 à 35 minutes tout en surveillant la cuisson (si votre moule est grand comptez plus de 50 minutes de cuisson).

Laissez refroidir et démoulez.



Conseil du jour



Le saviez-vous ?



Bon à savoir !

GRAINES DE FENOUIL ?

Elle est très efficace pour traiter les diarrhées chez l'enfant et chez le nourrisson, ainsi que pour traiter les différents troubles digestifs : ballonnements ; flatulences ; dyspepsies ; manques d'appétit ; nausées ; maux d'estomac.



Astuce du jour:

16 utilisations utiles de jus de citron autour de votre maison

_Polir l'aluminium, chrome, acier inoxydable et cuivre.

_Enlever les taches des comptoirs en marbre.

_Machines à café et à thé.

_Enlever les taches des contenants de vaisselle et de stockage.

_Tuer les bactéries et rafraichir les planches à découper et les ustensiles en bois.

_Nettoyer et éliminer les odeurs du four à micro-ondes.

_Désodoriser la corbeille.

Eclaircir les Blancs.

Polissez vos propres meubles.

CITATION DU JOUR

« Si on veut obtenir quelque chose que l'on n'a jamais eu, il faut tenter quelque chose que l'on n'a jamais fait. »

Le Courrier d'Algérie
Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social : Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire : BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant : Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition : PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou : 3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. /Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf -Bouira. **Tél. / Fax. :** 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 14 NOVEMBRE 2026 - PRIX : RAISS - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 400 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Hala, la victorieuse logique

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
A. HAMIANE	1	HOULM EL HAYET	T. ALI OUAR	56	7	S. HAMIANE
N. HAMIANE	2	GHATTAS (0)	C. BOUSSAA	56	6	S. HAMIANE
S. BERRAH	3	FAYLASSOUF EL MESK	Y. MOUISSI	56	3	MED. HAMIDI
A. HAMIANE	4	HALA	S. BENYETTOU	55	11	S. HAMIANE
A. BELAID	5	HIWAYA	A. YAHIAOUI	55	5	B. DEIFOUS
I. DIBOUCHE	6	RITEJ EL MESK	MD. ASLI	55	8	H. DJELLOULI
R. BOUSSAA	7	AIMANE DU PAON	A. BOUSSAA	55	12	A. BOUSSAA
ME. DOUKHI	8	VAHISSANE	A. HAMIDI	55	10	MED. HAMIDI
M. BOUKHALAT	9	FATIHA	D. BOUBAKRI	55	4	D. BOUBAKRI
A. TOUIDJINE	10	ZAMARI	CH. CHAABANE	55	1	A. CHELLAL
MME Z. CHELLAL	11	AMIR DE KAT	JJ : Y. CHELLAL	52,5	9	A. CHELLAL
A. HAMIANE	12	JASSAR	H. BOUGHELLA	52	2	S. HAMIANE

C 'est une course à caractère de bonne facture proposée par les conditions de la course du jour, à l'hippodrome Abdelmadjid Aouchiche du Caroubier, ce samedi où elle aura le mérite de réunir au rond de présentation 12 sprinters de 3 ans et plus de race arabe pure parfaitement estimable sur une distance de 1 400 mètres un parcours semi classique, à part les deux coursiers Zamari le bai de 6 ans qui ne totalise aucun gain zéro dinar à son compte et le jeune Jassar de 4 ans, 17 500 DA en gain et cela suite à sa 5ème place du mois d'avril dernier et à mon avis, tous les deux leurs tâche sera difficile dans ce pari. Par contre le reste des participants ont des chances de venir participer à l'arrivée selon l'echelle des valeurs. Nous sommes en présence d'un véritable dilemme face aux prétentions de chaque coursier, si l'on se réfère à leurs résultats dans des épreuves parallèles à celle du jour, tous ont été classés dans les meilleurs rangs et qui ont prouvé de grands moyens physiques et techniques, ceci se rajoute à la difficulté de décortiquer les meilleurs sprinters qui peuvent venir participer sur les premières marches du podium dans ce prix Raiss support aux trois paris tiercé, quarté et quinté, l'épreuve qui nous intéresse est réservée aux chevaux n'ayant pas totalisé la somme de 211 000 DA en gains et places depuis le 1er avril 2026, une surcharge de 1 kg par tranche de 42 000 DA cumulé, en gain et place depuis la même date de la condition du jour.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. HOULM EL HAYET. Ce vaillant coursier ne doit pas être jugé sur son dernier essai le 11 novembre à El Eulma, car il restait auparavant sur de belles sorties, cette fois jouera les premiers rôles dans cette épreuve.

2. GHATTAS. Il reste sur de belles réalisations, des performances qu'il n'aura qu'à répéter pour venir terminer en bon rang à l'arrivée.

3. FAYLASSOUF EL MESK. Ce protégé de l'excellent entraîneur Med Hamidi, reste sur de beaux palmarès lors de ses deux dernières tentatives fort de cette forme, il sera sans aucun doute sur le podium.

4. HALA. Cette vaillante jument vient de remporter une belle victoire sur 1300 mètres, lors de sa dernière sortie, elle sera la coursière à battre de l'épreuve qui nous intéresse.

5. HIWAYA. Cette pensionnaire de l'hippodrome du Caroubier, préfère les parcours réduits à celui du jour, sauf que cette fois est entre les mains d'un chevronné entraîneur B. Deifous, elle peut venir chambouler l'arrivée.

6. RITEJ EL MESK. Cette transfuge de Tiaret, elle conserve des chances certaines pour venir accéder en bon rang à l'arrivée sous la houlette de l'efficace jockey A. Yahiaoui.

7. AIMANE DU PAON. Ses deux dernières sorties l'ont montré à la peine sur des parcours similaires à celui du jour, alors qu'il restait sur de belles sorties, il sera capable de venir créer la surprise.

8. VAHISSANE. Elle vient de bien se comporter lors de son dernier essai, cette protégée de l'excellent entraîneur Med. Hamidi à mon avis ne fera pas le déplacement d'El Eulma uniquement pour le plaisir de courir.

9. FATIHA. Tous les atouts plaident pour que cette sprinteuse de 5 ans, vienne briguer les premières marches du podium, le sérieux de son propriétaire la distance du jour et surtout de son chevronné entraîneur jockey D. Boubakri.

10. ZAMARI. Barré sur toute la ligne.

11. AMIR DE KAT. Ce vaillant cheval de 10 ans vient de terminer 2ème sur 1300 mètres, misera sur le métier de son entraîneur et son partenaire du jour pour continuer sur sa lancée.

12. JASSAR. Au-dessous du lot.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

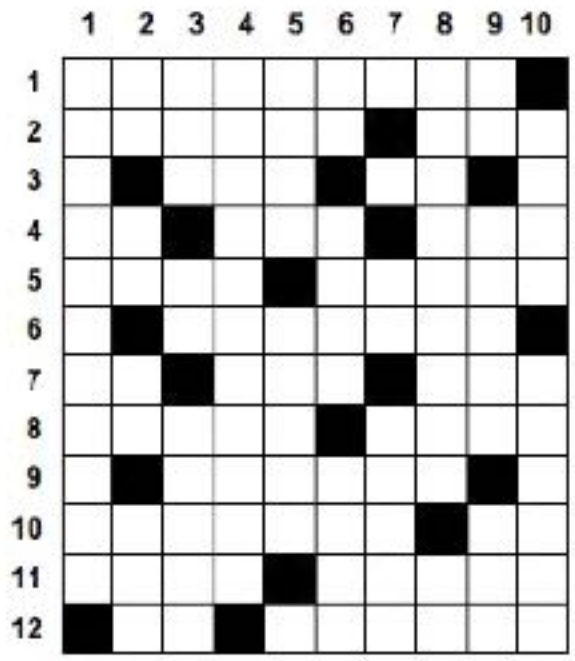
MON PRONOSTIC

4. HALA - 11. AMIR DE KAT - 9. FATIHA - 6. RITEJ EL MESK- 1. HOULM EL HAYET

LES CHANCES

3. FAYLASSOUF EL MESK - 8. VAHISSANE

Mots croisés



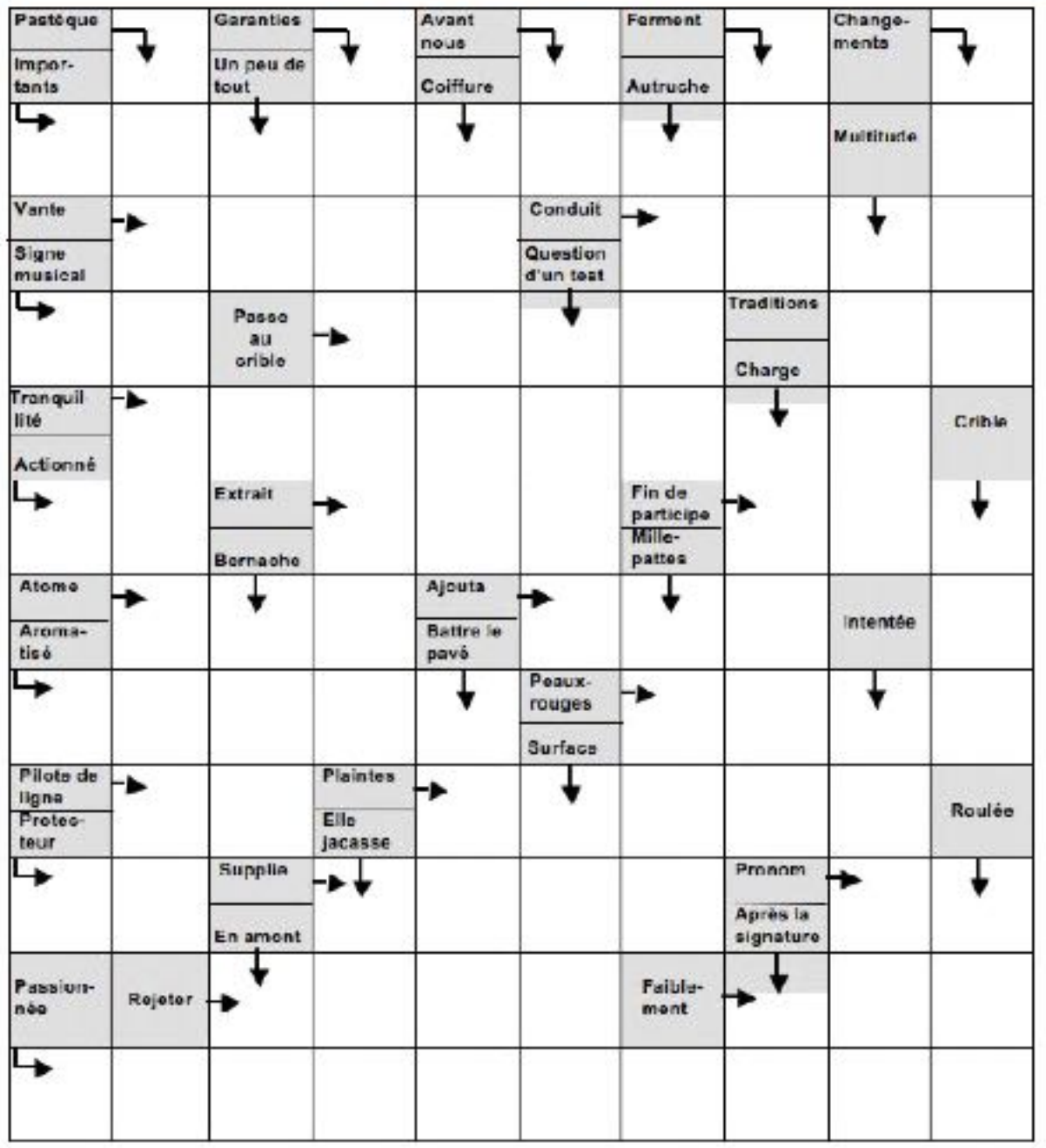
HORIZONTALEMENT

1 - Dépression nerveuse (composé) - 2 - Rabateux - Mélodie - 3 - Clé musicale - Agent de liaison - 4 - Anonyme - Vallée engloutie - Écorce de chêne - 5 - Releva - Cité - 6 - Désignée - 7- Altesse royale - Interjection - Service postal - 8 - Nain - Proche - 9 - Endettée fortement - 10 - Polis par frottement - Symbole précieux - 11 - Cassier d'Afrique - Louise-bonne - 12 - Laize - Lichens.

VERTICALEMENT

1- Amusantes - 2 - Sur une borne - Drame nippon - Roulement de tambour - Froid - 3 - Fin de participe - Tantale - Sclérosé - 4 - Phobie des espaces vides - 5 - Plante du littoral, riche en soude - Camarades - 6 - Romains - Agence de publicité - Étoffe d'ameublement - 7- Un peu de colle - Balance - 8 - Instrument de mesure - Fin de participe - 9 - Conjonction - Cruelle - Dix sur dix - 10 - Guide du cavalier - Aboutissements.

Mots fléchés



Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Enchâsser (6 lettres)

R	U	E	D	R	U	O	L	E	U	Q	I	T	O	C	R	A	N
E	E	M	R	O	F	I	N	U	E	S	E	E	E	N	M	D	T
E	S	N	O	I	S	I	V	I	D	R	T	I	O	O	R	B	N
S	T	S	R	A	N	G	A	R	E	R	A	I	I	A	O	E	E
I	O	R	E	T	I	R	A	E	U	R	T	N	N	U	E	R	M
T	E	R	O	U	F	C	L	O	E	R	D	E	T	N	E	U	E
N	T	E	T	F	O	O	C	S	O	R	R	A	R	S	E	R	N
A	E	S	E	R	F	R	O	P	E	E	D	U	S	M	E	E	R
H	R	S	B	F	E	E	P	T	S	E	O	A	S	T	E	T	O
E	C	U	A	N	E	A	I	U	C	F	R	I	R	E	S	R	E
L	S	O	E	L	S	S	E	S	D	R	T	U	E	R	S	E	X
I	I	R	I	S	O	I	Y	E	E	U	O	R	R	B	I	E	E
R	D	F	I	U	D	S	N	T	M	T	A	U	A	I	A	T	L
B	F	S	T	I	T	I	D	I	O	T	E	M	P	L	R	N	P
E	E	R	S	E	E	E	V	I	T	C	I	F	I	I	G	O	R
F	I	N	M	R	E	S	I	L	A	M	R	O	N	R	O	H	E
V	I	E	O	M	B	R	E	T	A	C	I	L	E	D	G	N	P
T	N	E	M	I	T	N	E	S	N	O	I	T	A	L	L	O	C

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

AFFOLEE - ASSISE - BOUTADE - BROCARD - COLLATION - COURTE - CROUPION - DELICAT - DISCRETE - EFFILEE - EFFORT - EFFRAIE - FEBRILE - FICTIVE - FOURNEE - FROUSSE - GRAISSE - GRIMAUD - HANTISE - HONTE - IDIOTE - INSIDIEUSE - LIBRE - LOURDEUR - MOINDRE - MUTISME - NARCOTIQUE - NORMALISER - OMBRE - ORNEMENT - OSERAIE - PERPLEXE - PORTION - PARER - PROUESSE - RANG - RENE - REINE - RENARD - SENTIMENT - SORT - SYSTEME - TERRASSER - TOURTE - UNIFORME - URETRE - VIRTUOSITE - VISION.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Épiscopale - 2. Quorum - Lot - 3. Uns - Meneur - 4. AC (assez) - Muge - VI - 5. Rhô - Larvée - 6. Sou - Va - 7. Ire - Saine - 8. Sent - As - Ra - 9. Tour - Tin - 10. Et - N.S - Orge 11. U.S.A - Ecu - Ne - 12. Resserrées.

VERTICALEMENT :

1. Équarrisseur - 2. Punch - Ré - Tsé - 3. Ios - Osent - As - 4. Sr - Ton - 5. Cumulus - Usée - 6. Oméga - AAR - Cr - 7. Nervis - Our - 8. Ale - Van - Tr - 9. Louve - Érigne - 10. Étrier - Ânée.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Acariâtres - Étal - Lent - Cl - Étalés - Ne - Arase - Geai - Anses - Mon - Ut - Eau - Eunectes - Usité - UU - Espères - Sens - Astre.

VERTICALEMENT :

Scélératesse - At - Tan - Ui - Fracassantes - Il - Lee - EES - Ca - Ré - Sec - Pa - Tl - Sg - Âtres - Orée - Émue - Rt - En - Nao - Suer - Astreint - Usé.

MOTS MASQUÉS

TOURBE

Arrestation de deux suspects et récupération de 33 ordinateurs portables à Rouiba (Alger)



Les éléments de la deuxième sûreté urbaine de la circonscription administrative de Rouiba, à Alger, ont réussi à appréhender deux individus impliqués dans une série de vols avec effraction et escalade ciblant des cliniques médicales et des bureaux administratifs privés. Suite à plusieurs plaintes de citoyens, les investigations menées par les services de sécurité en coordination avec le parquet ont permis d'identifier le principal suspect ainsi que son complice, chargé de dissimuler et de revendre le butin. L'opération s'est soldée par la saisie et la récupération de 33 ordinateurs portables ainsi que d'un téléphone mobile, et les deux mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Rouiba.

Explosion de gaz à Constantine : une septuagénaire blessée

Une femme de 70 ans a subi des brûlures de gravité variable à la suite d'une explosion de gaz survenue dans la soirée sur le balcon de sa cuisine, située au quatrième étage d'un immeuble de l'Unité de Voisinage 15 dans la nouvelle ville d'Ali Mendjeli, à Constantine. Selon la déclaration des services de la Protection civile, les secours sont intervenus rapidement vers 20h47 pour prodiguer les premiers soins à la victime sur les lieux de l'incident avant de l'évacuer d'urgence vers l'hôpital d'Ali Mendjeli pour une prise en charge médicale.

Le corps d'une jeune femme repêché d'un puits à Tamanrasset

Les éléments de la Protection Civile sont intervenus ce mercredi, suite à une alerte donnée à 12h58, pour extraire le corps sans vie d'une femme âgée de 26 ans tombée à l'intérieur d'un puits situé dans une habitation du quartier d'Ankouf, dans la commune de Tamanrasset. Selon le communiqué des services de secours rapporté par Ennahar, les équipes d'intervention ont réussi à repêcher la dépouille de la jeune victime, qui a ensuite été évacuée et transférée vers la morgue de l'hôpital local pour les procédures d'usage.

Démantèlement d'un gang de quartier armé par la Gendarmerie d'Oum El Bouaghi

La brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'Aïn M'lila, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a réussi à mettre hors d'état de nuire un dangereux gang de quartier qui semait la terreur parmi les citoyens. L'opération a été déclenchée suite à des informations signalant une violente rixe dans la commune d'Ouled Hamla. Ce groupe criminel, composé initialement de neuf individus dont des mineurs, a eu recours à des armes à feu et des armes blanches lors de l'affrontement, provoquant un vif sentiment de panique et d'insécurité au sein de la population locale.
Grâce à une enquête rapide et à l'activation des services de recherche, les éléments de la Gendarmerie ont procédé à l'arrestation de cinq membres de cette bande, parmi lesquels figurent deux mineurs. Lors de cette intervention, les forces de l'ordre ont saisi une arme à feu de fabrication artisanale, une arme blanche, ainsi que des engins pyrotechniques utilisés durant la bagarre.
Un dossier judiciaire a été constitué à l'encontre des mis en cause pour adhésion et participation à un gang de quartier, ainsi que pour destruction volontaire de biens d'autrui, avant leur présentation immédiate devant les autorités judiciaires compétentes.

Secousse tellurique de 4 degrés dans la wilaya de Blida

Une secousse tellurique de magnitude 4. 0 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 08 h30 dans la wilaya de Blida, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 km à l'est de Oued Djer, précise la même source.

Six mois de prison avec sursis pour un octogénaire arrêté avec des psychotropes au port d'Alger



Un homme âgé de 83 ans a été récemment interpellé par les services de sécurité au niveau du port d'Alger, lors de son arrivée en provenance de France. Présenté en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed, l'octogénaire a été poursuivi pour détention de substances psychotropes dans le but de les proposer à des tiers. Lors de l'audience, le prévenu a fermement nié les faits qui lui étaient reprochés, expliquant au juge qu'il s'agissait simplement d'une boîte de médicaments ramenée de l'étranger pour soulager sa sœur, atteinte d'une maladie chronique.
Pour appuyer la bonne foi de l'accusé, la défense a fourni un dossier médical complet prouvant l'état de santé de sa sœur et a logiquement plaidé l'acquittement. Après avoir écouté les différentes parties et les réquisitions du procureur de la République, le juge a finalement tranché. À l'issue du procès, le tribunal a prononcé une peine de six mois de prison assortie du sursis à l'encontre du vieil homme.

Accident de bus à Timimoun : 12 blessés dont 2 dans un état critique



Un tragique accident de la circulation survenu ce vendredi matin sur la Route Nationale n°118, au niveau de la commune de Tinerkouk (wilaya de Timimoun), a fait douze blessés à la suite du dérapage d'un bus de transport de voyageurs. Selon le communiqué de la direction générale de la Protection Civile, les équipes de secours sont rapidement intervenues sur les lieux pour prodiguer les premiers soins aux victimes, parmi lesquelles deux se trouvent dans un état jugé critique, avant de procéder à leur évacuation en urgence vers l'hôpital local pour une prise en charge médicale.

Plus de 90 exposants à la 10e édition du Salon SAIDALYA à Constantine

Plus de 90 exposants dont 25 représentants de start-up, prennent part à la 10e édition du Salon de la Pharmacie, de la Parapharmacie et du Bien-être "SAIDALYA", ouverte jeudi à Constantine. Se poursuivant jusqu'à samedi prochain, cette édition enregistre une participation en hausse par rapport aux précédentes, avec la présence de différents acteurs de la chaîne pharmaceutique et parapharmaceutique, notamment des producteurs, des laboratoires, des distributeurs, des professionnels de l'officine ainsi que des entreprises spécialisées dans les produits parapharmaceutiques et des start-up, a indiqué le commissaire du Salon, Yacine Fersadou. Depuis son lancement en 2016, SAIDALYA s'est progressivement élargi pour réunir les différents maillons de cette chaîne, en offrant aux professionnels un cadre de rencontres et de contacts directs autour des produits, des activités et des opportunités de coopération commerciale, a-t-il précisé. Organisé par l'entreprise MAACOM, le Salon qui se déroule à l'hôtel Marriott, se distingue également par son caractère professionnel, avec une formule de rencontres interentreprises (B2B), permettant aux exposants d'établir des contacts et d'engager des négociations en vue de développer des partenariats commerciaux. Le Groupe SAIDAL figure parmi les participants à cette édition, aux côtés d'autres opérateurs du secteur, qui présentent leurs produits et leurs activités aux professionnels et au public, dans les domaines de la pharmacie, de la parapharmacie et du bien-être.

EXPRESS- HISTORIQUE

L'Âme de la Poterie (6)



MISE AUX POINGS

« Aucun pays ne peut relever seul le défi climatique", soulignant "l'impératif pour nous tous d'œuvrer de concert, dans un esprit de coopération, de justice et d'équité, pour une action climatique qui honore les engagements pris et ne laisse personne pour compte »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune à l'occasion de la COP31 en Turquie



MÉTÉO D'ALGER
Samedi 14 novembre 2026
24 °C / 15 °C
Dans la journée : Nuageux
Vent : 24 km/h
Humidité : 58 %
Dans la nuit : Nuageux
Vent : 15 km/h
Humidité : 76 %

Le Courrier d'Algérie
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

HORAIRES DES PRIÈRES
Samedi 4 djoumad el-thani 1448
Dohr : 12h33
Assar : 15h19
Maghreb : 17h43
Îcha : 19h04
Dimanche 5 djoumad el-thani
Sobh : 05h57
Chourouk : 07h26

EN VERTU D'UN DÉCRET PRÉSIDENTIEL

L'Agence nationale d'archéologie est créée

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé un décret présidentiel portant création de l'Agence nationale d'archéologie, ainsi que la définition de ses missions, de son organisation et de ses modalités de fonctionnement, a indiqué le Journal officiel.


Ph : DR

En vertu du décret présidentiel n° 26-352, l'Agence nationale d'archéologie est placée sous la tutelle de la présidence de la République. Elle est soumise aux règles applicables à l'administration dans ses relations avec l'Etat et revêt le caractère d'une entreprise commerciale dans ses relations avec les tiers. L'Agence est investie de missions d'observation, d'orientation, d'expertise, de consultation, de coordination, de gestion, de réalisation et de mise en œuvre dans les domaines de l'archéologie et du patrimoine archéologique. À ce titre, elle est notamment chargée d'élaborer, en coordination avec les secteurs concernés, les éléments constitutifs de la politique nationale en matière d'archéologie, dans les différents domaines d'intervention et pour l'ensemble des périodes historiques, et de veiller à leur mise en œuvre. Elle contribue également à l'accompagnement et à la coordination des actions liées à la préservation, à la valorisation et à la gestion du patrimoine archéologique national. Le texte prévoit que « le directeur général de l'Agence est nommé par décret présidentiel, selon les mêmes formes que celles prévues pour la cessation de ses fonctions ». L'Agence est administrée par un conseil d'administration composé de représentants de plusieurs départements ministériels et institutions, à savoir le ministère de la Défense nationale, le ministère chargé des Affaires étrangères, le ministère chargé de l'Intérieur et des Collectivités locales, le ministère chargé des Finances, le ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministère chargé de la Culture, le ministère chargé de la Communication ainsi que le ministère chargé de l'Environnement. Les membres du conseil d'administration sont nommés pour un mandat de quatre ans, renouvelable une seule fois, par décision de l'autorité de tutelle. En cas d'interruption du mandat de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes. Le nouveau membre désigné achève alors le mandat de son prédécesseur.

L. Zeggane

GARANTIE DES DÉPÔTS BANCAIRES

La Banque d'Algérie fixe à 0,05 % le taux de la prime pour 2024 et 2025

La Banque d'Algérie a fixé à 0,05 % le taux de la prime due par les banques et les succursales de banques étrangères exerçant en Algérie au titre de leur participation au système de garantie des dépôts bancaires pour les exercices 2024 et 2025, avec un délai de versement fixé au lundi 30 novembre en cours. En effet, la Banque d'Algérie vient de publier l'Instruction n°13-2026 du 11 novembre dernier portant détermination du taux de la prime due au titre de la participation au fonds de garantie des dépôts bancaires.

« La présente instruction a pour objet de fixer, en application du Règlement n°20-03 du 20 Rajab 1441 correspondant au 15 mars 2020 relatif au système de garantie des dépôts bancaires, le taux de la prime que doivent verser les banques ainsi que les succursales de banques étrangères exerçant en Algérie », a indiqué l'article 1 du texte signé par le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohand Bourai.

L. Z.

AIR ALGÉRIE

Une flotte de 100 appareils à fin 2027

Air Algérie atteindra une flotte de 100 appareils avec la réception de 16 avions de type ATR, de 10 Airbus et de 18 Boeing, a annoncé jeudi le ministre des Transports, Saïd Sayoud, devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN). Les livraisons des gros-porteurs sont prévues entre la fin de l'année en cours et l'année prochaine, a-t-il précisé, soulignant que ce renforcement permettra à la compagnie de répondre à la demande sur les réseaux domestique et international. Répondant aux questions orales lors d'une séance plénière à l'APN, le ministre a indiqué que le renforcement du transport aérien intérieur reposera notamment sur l'acquisition de 16 avions ATR, conformément à l'accord conclu avec les constructeurs. Un premier appareil a déjà été réceptionné, tandis que deux autres sont attendus avant la fin de l'année. Les autres livraisons sont programmées pour l'année prochaine. Saïd Sayoud a également mis en avant les efforts engagés pour renforcer les programmes de vols intérieurs et améliorer les liaisons entre les différentes régions du pays, notamment avec le Sud, face à une demande croissante. Dans ce cadre, il a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait décidé d'importants investissements au profit d'Air Algérie, accompagnés de l'ouverture de nouvelles lignes intérieures, particulièrement vers les régions de l'extrême Sud. Ces mesures ont permis, selon le ministre, d'alléger les contraintes de déplacement des voyageurs, notamment dans les régions de Bordj Badji Mokhtar, Tamanrasset et Tindouf. Il a ajouté que le secteur œuvre à augmenter le nombre de vols au niveau de l'ensemble des aéroports intérieurs.

RENOUVELLEMENT DU PARC NATIONAL D'AUTOBUS

Abordant le renouvellement du parc national de transport terrestre de voyageurs, Saïd Sayoud a rappelé la décision du président de la République relative au retrait de la circulation des véhicules de transport public âgés de 25 ans et plus. Un programme d'importation d'autobus neufs, conformes aux normes en vigueur et répondant aux attentes des citoyens, a été mis en place pour concrétiser cette mesure. Le ministre a expliqué que l'opération sera menée progressivement en deux phases. La première concerne le retrait des autobus âgés de 30 ans et plus, avec l'attribution de quotas aux différentes wilayas. La deuxième phase portera sur les véhicules âgés de 25 à 30 ans. Les opérateurs souhaitant renouveler leur parc, y compris ceux disposant d'autobus de moins de 30 ans, pourront également le faire à titre facultatif, en acquérant de nouveaux véhicules répondant aux exigences techniques et réglementaires en vigueur.

Ania N.

UNE NOUVELLE PROCÉDURE CONCERNANT LES ALGÉRIENS BÉNÉFICIAIRES DE PENSIONS FRANÇAISES

« TLS Contact Alger » chargé de vérifier la présence des retraités concernés

Le nouveau dispositif de contrôle de présence destiné aux retraités résidant en Algérie et bénéficiaires de pensions versées par les caisses de retraite françaises est entré en vigueur en octobre 2026, a annoncé jeudi la Caisse nationale des retraites (CNR). Selon un communiqué de la CNR, cette nouvelle procédure repose sur le recours au prestataire de services « TLS Contact Alger », chargé d'accueillir personnellement et physiquement les retraités concernés afin de vérifier leur présence. Cette mission était auparavant assurée par les services consulaires français. Ce dispositif vient ainsi remplacer la procédure traditionnelle de présentation du certificat de vie pour les bénéficiaires concernés.

La CNR a appelé les retraités concernés à se conformer aux modalités et procédures fixées par les organismes français compétents et à prendre les dispositions nécessaires pour justifier leur présence, afin d'éviter toute conséquence liée au non-respect de ces obligations. La Caisse nationale des retraites a, enfin, réaffirmé son engagement à informer et à accompagner les personnes concernées dans le cadre de la coopération et de la coordination administratives entre l'Algérie et la France dans le domaine de la sécurité sociale.

A. N.

SOUS-RIRE

